REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

RAPPORT ANNUEL 2017

Son Excellence,
Felix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO
Président de la République Démocratique du Congo

DIRECTION GENERALE
DES IMPOTS

SOMMAIRE

- MOT DU DIRECTEUR GENERAL DES IMPOTS 8
- PRESENTATION DE LA DGI 12
- INTRODUCTION 21

I. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS 24

II. GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS 72

III. INFORMATISATION DES SERVICES 86

IV. ETAT D'AVANCEMENT DES REFORMES FISCALES 89

V. PERSPECTIVES D'AVENIR 90

- ANNEXES 92

MOT DU DIRECTEUR GENERAL DES IMPOTS

A la clôture de tout exercice, chaque organisation procède à l'évaluation des activités menées au courant de la période avant d'envisager d'éventuelles corrections pour le futur. L'exercice consiste tout autant à relever les faiblesses constatées qu'à capitaliser les acquis. La Direction Générale des Impôts (DGI) ne s'en est pas dérobée.

La DGI présente, sous cette revue, la photographie complète des activités menées au cours de l'année 2017. Bien entendu, les actions phares en cours de réalisation seront poursuivies en 2018 dans le cadre du plan de réformes fiscales amorcé depuis 2002.

Soucieuse de bâtir une Administration fiscale moderne, performante et fondée sur le sens de redevabilité, l'actuelle équipe dirigeante de la DGI, nommée par Ordonnance présidentielle n° 16/095 du 11 novembre 2016, s'est investie à résorber progressivement les arriérés de production des rapports d'activités des exercices 2014, 2015 et 2016 avant de procéder à la publication de celui-ci.

Au cours de l'année 2017, les actions entreprises se sont principalement inscrites dans le cadre d'une vision articulée sur deux axes prioritaires que sont l'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel de la DGI ainsi que l'établissement d'un partenariat franc et dynamique avec les contribuables. L'épineuse question de la spoliation du patrimoine de la DGI n'a pas été négligée.

Le moment se prête donc, à travers l'opportunité qu'offre l'élaboration du présent rapport annuel d'activités, de passer en revue les actions menées au cours de l'année 2017, dont les plus significatives sont énumérées ci-dessous :

En matière de la gestion des ressources humaines :

- La régularisation des grades de 203 Vérificateurs polyvalents et de 241 Huissiers fiscaux ;
- La régularisation de la situation administrative de 68 temporaires ayant accomplis près de dix ans de service à la DGI ;

SELE YALAGHULI
Directeur Général des Impôts

- La prise en charge de 389 Nouvelles unités œuvrant aussi bien au niveau de l'Administration centrale que des Directions Urbaine et Provinciales ;
- La réintégration des Délégués syndicaux révoqués en 2010 ;
- Le paiement régulier et l'augmentation progressive des primes et autres avantages alloués au personnel, consécutivement aux performances réalisées dans la mobilisation des recettes fiscales ;
- L'octroi des avances sur rémunérations au personnel ;
- La prise en charge équitable des soins de santé, entraînant notamment le paiement diligent des appels de fonds et des déclarations des créances ;

Concernant l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des agents :

- L'acquisition d'une ambulance affectée au Centre Médical pour le transport des malades ;
- L'acquisition de quatre (04) nouveaux autobus de 60 places assises pour la fluidité de transport du personnel ;
- La réhabilitation des sanitaires dans l'immeuble qui abrite l'Hôtel des Impôts ;

- L'acquisition d'un bâtiment pour le CIS de Kampemba de la Direction Provinciale des Impôts du Katanga.

En matière de formation du personnel

- l'organisation des diverses formations au pays et à l'étranger pour le renforcement des capacités du personnel.

En matière de gestion du patrimoine immobilier

- La sécurisation physique et juridique de la concession DGI située au quartier Mbudi dans la commune de Mont-ngafula, menacée de spoliation par des inciviques. Site où il sera érigé un centre de formation destiné à la remise à niveau permanente du personnel.

Toutes ces actions, couplées avec les missions d'itinérance et d'encadrement effectuées par la Haute Direction auprès des Services opérationnels à travers le territoire national, ont concouru à l'amélioration du niveau de mobilisation des recettes fiscales.

Quant à la qualité de ses rapports avec les opérateurs économiques, il sied de retenir qu'au cours de l'année 2017, la DGI a consolidé le dialogue. Des matinées fiscales avec la Fédération des Entreprises du Congo ont été organisées et des contacts maintenus avec les contribuables de divers secteurs dans le but de rester à leur écoute et répondre aux préoccupations exprimées.

L'environnement décrit ci-avant a favorisé l'accomplissement des missions dévolues à la DGI qui, dans un climat de confiance a approché les assignations budgétaires fixées à **CDF 2 803 704 088 791,00**, en mobilisant les recettes de l'ordre de **CDF 2 270 835 069 155,96**, soit un taux de réalisation de **80,99%**. Ces chiffres augurent sans nul doute des meilleures perspectives pour l'année 2018.
Par ailleurs, s'il est vrai que les efforts consentis au cours de l'année 2017 ont abouti à un niveau appréciable de réalisation, il faut reconnaitre néanmoins que beaucoup de défis restent à relever. C'est sur ce fond que la Haute Direction entend achever certaines actions amorcées en 2017 et envisager d'autres, dans l'optique de :

- L'implémentation du système informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis ;

- La délocalisation de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) de l'Hôtel des Impôts et la construction d'un nouveau bâtiment en plein centre-ville pour abriter l'ensemble de ses services ;

- La création d'un deuxième Centre des Impôts (CDI) dans la Ville-province de Kinshasa et le début de la mise en œuvre progressive des nouvelles Directions Provinciales des Impôts à la suite du démembrement des anciennes provinces ;

- L'acquisition des nouveaux ascenseurs pour l'Hôtel des Impôts ;

- L'acquisition progressive des bâtiments pour installer décemment les Centres d'Impôts Synthétiques (CIS) ;

- L'acquisition des matériels roulants et le renouvellement des équipements informatiques pour l'ensemble des services ;

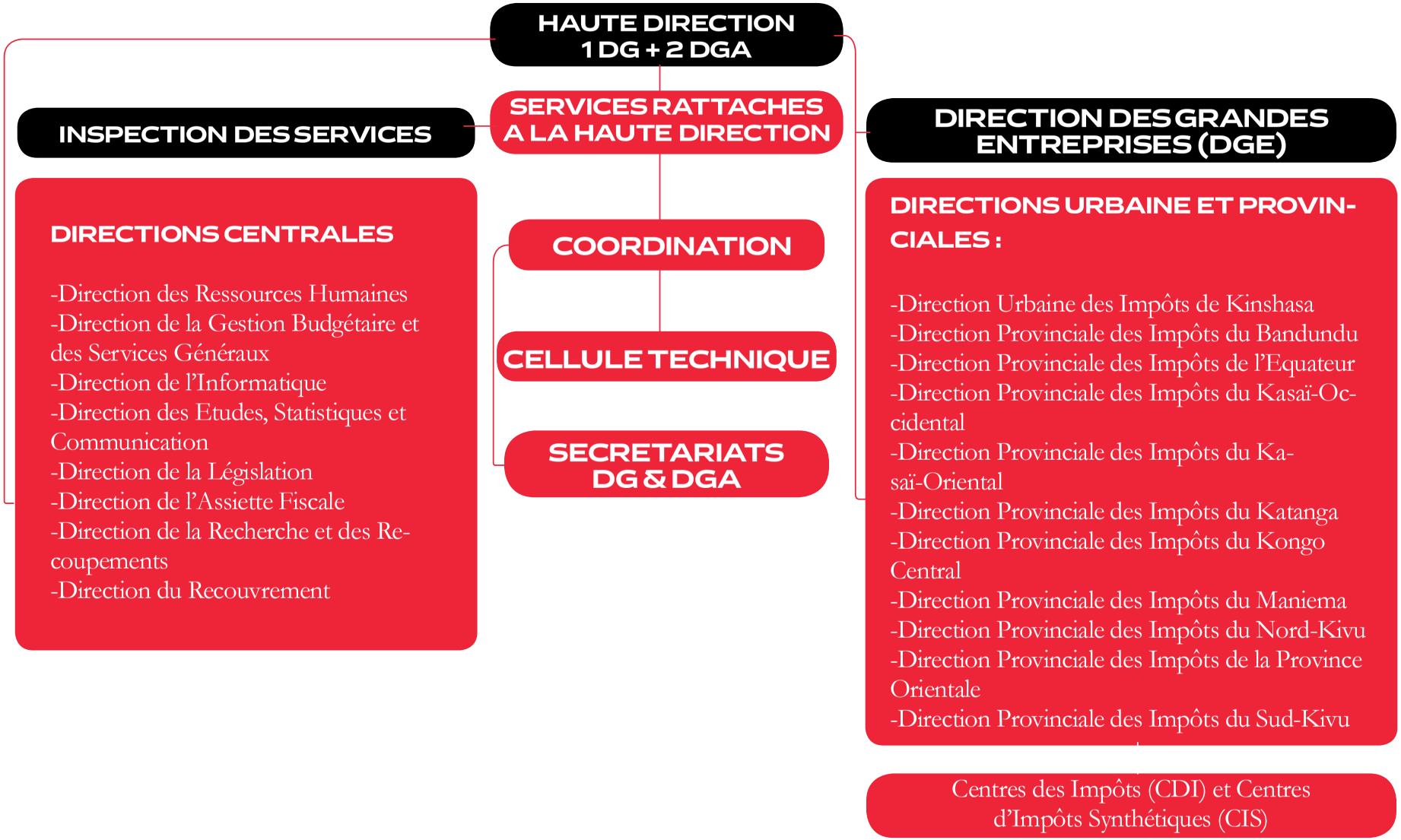
- L'organisation des sessions de renforcement des capacités du personnel.

SELE YALAGHULI

DIRECTION GENERALE
3179AH 01
DIRECTION GENERALE D
D.G.I
La DGI rappe
l'échéance fiscal
(2ème acompte
Pour plus d'infos
(+243) 82 811 5555

ES IMPÔTS
DIRECTION GENERALE
DES IMPÔTS
lle aux contribuables
e du 30 Novembre 2018
e provisionnel de l'IBP)
s appelez gratuitement aux
- 82 813 5555 - 82 814 5555

1. Organigramme de la DGI



SELE YALAGHULI
Directeur Général des Impôts

NGOY YAV N'ZAM
Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes

MUVOVA BONDO Lilie
Directrice Générale Adjointe chargée des Questions Administratives et Financières

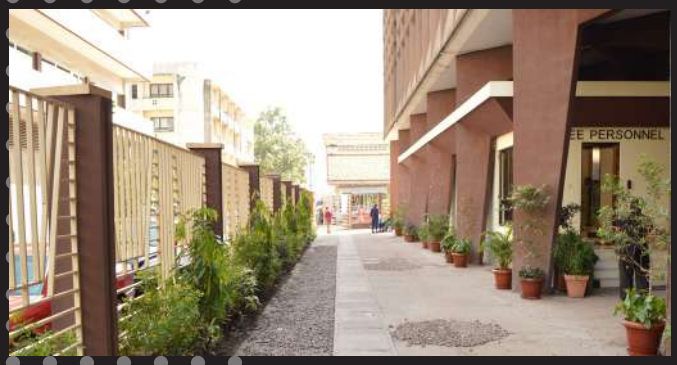
3. Administration Centrale et Direction des Grandes Entreprises

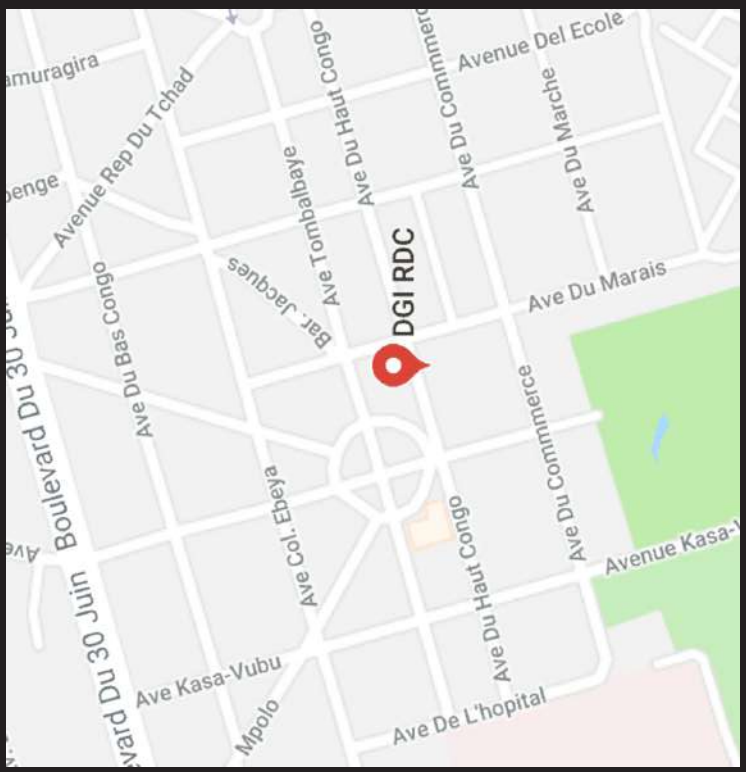
- **Adresse** :
  Croisement des Avenues des Marais et Haut-Congo
  B.P. 8613 / KINSHASA I

- **Numéros « vert » :**
  + 243 82 81 15 555 (Administration Centrale)
  +243 82 81 35 555 (Administration Centrale)
  +243 82 81 45 555 (Direction des Grandes Entreprises)

- **E-mail :**
  dgikinshasa@dgi.gouv.cd
  secretariatsuite@dgi.gouv.cd
  dgikinshasa@gmail.com
  secretariatsuite@gmail.com
  dge@dgi.gouv.cd

- **Site Web :**
  www.dgi.gouv.cd





DIRECTION URBAINE DES IMPOTS DE KINSHASA

- Avenue de la Revolution n° 819 place commerciale, 7eme rue commune de limete – dui@dgi.Gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE BANDUNDU

- Avenue de la mission n° 37 quartier salongo / commune de Basoko – dpibdd@dgi.Gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE L'EQUATEUR

- Avenue Bolenge n°17 commune de Mbandaka – dpieq@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI OCCIDENTAL

- Croisement des avenues Kasa-vubu et Lubaya n° 236 commune de kananga – dpikoc@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI ORIENTAL

- Avenue Kasengulu n° 38 quartier Masanka / commune de Diulu – dpikor@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KATANGA

- Avenue Tabora n° 198 commune de Lubumbashi – dpikat@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KONGO CENTRAL

- Avenue de la Poste n° 13 quartier ville-basse / commune de Matadi – dpikocent@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU MANIEMA

- Avenue du commerce n° 5 quartier Katuku / ville de Kindu – dpiman@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU NORD KIVU

- Avenue Mont Goma n° 252 place commerciale de Goma / commune de Goma – dpink@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE LA PROVINCE ORIENTALE

- Avenue Tanganyika n° 8 commune de Makiso – dpipor@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU SUD KIVU

- Avenue de la Cathedrale n° 5 quartier Mbendere / commune d'Ibanda – dpisk@dgi.gouv.cd

Direction urbaine des Impôts de Kinshasa

Direction Provinciale des Impots du Katanga

Direction provinciale des Impôts du Kongo Central

Direction Provinciale des Impots du Nord-Kivu

CENTRE DES IMPOTS DE KINSHASA

- Croisement des avenues kasaï et commerce commune de Gombe – cdikin@dgi.gouv.cd

CENTRE DES IMPOTS DE LUBUMBASHI

- Avenue Kapenda n° 13 Commune de Lubumbashi – cdilub@dgi.gouv.cd

CENTRE DES IMPOTS DE GOMA

- Avenue Mesangers n° 12 Place commerciale de Goma / Commune de Goma – cdigoma@dgi.gouv.cd

CENTRE DES IMPOTS DE MATADI

- Avenue de La Poste N° 13 Quartier Ville-Basse / Commune de Matadi – cdimat@dgi.gouv.cd

Centre des Impôts de Kinshasa

Centre des Impôts de Matadi

Centre des Impôts de Goma

6. Centres d'Impôts Synthétiques : 128

	DUI-KINSHASA		DPI / BANDUNDU		DPI / EQUATEUR		DPI / KASAI OCCIDENTAL		DPI / KASAI ORIENTAL		DPI / KATANGA		DPI / KONGO CENTRAL		DPI / MANIEMA		DPI / NORD-KIVU		DPI / PROVINCE ORIENTALE		DPI / SUD-KIVU
1	BANDALUNGWA	1	BANDUNDU	1	BASANKUSU	1	DEMBA	1	DIBINDI	1	ANNEXE	1	BOMA	1	KABAMBARE	1	BENI	1	ARU	1	BAGIRA
2	BARUMBU	2	BOLOBO	2	BOENDE	2	DIBAYA	2	DIULU	2	KALEMIE	2	INKISI	2	KALIMA	2	BUTEMBO	2	BAFWASENDE	2	FIZI
3	BUMBU	3	BULUNGU	3	BUMBA	3	DIMBELENGE	3	KABINDA	3	KAMALONDO	3	KASANGULU	3	KASONGO	3	GOMA I	3	BONDO	3	IBANDA
4	GOMBE	4	IDIOFA	4	GBADOLITE	4	ILEBO	4	LODJA	4	KAMINA	4	KIMPESE	4	KINDU	4	GOMA II	4	BUNIA	4	KADUTU
5	KALAMU	5	INONGO	5	GEMENA	5	KAMONIA	5	LUILU	5	KANIAMA	5	KINZAU-MVUETE	5	LUBUTU	5	LUBERO	5	BUTA	5	KALEHE
6	KASA-VUBU	6	KAHEMBA	6	LISALA	6	KANANGA I	6	LUSAMBO	6	KAPEMBA-RUASHI	6	LUOZI	6	PUNIA	6	MASISI	6	DJUGU	6	MWENGA
7	KIMBANSEKE	7	KASONGO-LUNDA	7	MBANDAKA	7	KANANGA II	7	MIABI	7	KASAJI	7	MATADI			7	RUTSHURU	7	DUNGU	7	SHABUNDA
8	KINSHASA	8	KENGE	8	ZONGO	8	KAZUMBA	8	MUENE DITU	8	KATUBA	8	MBANZA-NGUNGU			8	WALIKALE	8	ISANGI	8	UVIRA
9	KINTAMBO	9	KIKWIT			9	LUEBO	9	MUYA	9	KENYA	9	MUANDA					9	ISIRO	9	WALUNGU
10	KISENSO	10	MASI MANIMBA			10	LUIZA	10	NGANDAJIKA	10	KIPUSHI	10	NZAMVU					10	KISANGANI I		
11	LEMBA	11	NIOKI			11	MWEKA			11	KOLWEZI	11	TSHELA					11	KISANGANI II		
12	LIMETE					12	TSHIKAPA			12	KONGOLO							12	MAHAGI		
13	LINGWALA									13	LIKASI							13	MAMBASA		
14	MAKALA									14	LUBUMBASHI							14	WATSA		
15	MALUKU									15	SAKANIA										
16	MASINA																				
17	MATETE																				
18	MONT NGAFULA																				
19	NDJILI																				
20	NGABA																				
21	NGALIEMA																				
22	NGIRI NGIRI																				
23	NSELE																				
24	SELEMBAO																				

Centre d'Impôts Synthétiques de Boma

Centre d'Impôts Synthétiques de Kinshasa

INTRODUCTION

La Loi de finances n°17/005 du 23 juin 2017 pour l'exercice 2017 inscrit l'exécution du budget de l'année 2017 dans l'optique de la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement d'Union Nationale. Elaborée dans un contexte particulier, elle est caractérisée par certains faits ci-dessous :

- Sur le plan politique : par l'application de l'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 et la mise en place du Gouvernement d'Union Nationale investi par l'Assemblée Nationale sur base d'un Programme d'action ;

- Sur le plan économique : par l'amélioration de la situation économique internationale consécutive, entre autres, à la remontée des cours des produits miniers et pétroliers sur le marché international, après de faibles résultats enregistrés au cours de l'année 2016. Toutefois, le contexte économique national est resté marqué par la rupture des principaux équilibres macroéconomiques attestée par le ralentissement de l'activité, la flambée des prix des biens et services sur les marchés ainsi que par la dépréciation du taux de change ;

- Sur le plan social : par le taux élevé de chômage, la baisse du pouvoir d'achat de la population, l'observance du mouvement de déplacés internes à la suite des conflits communautaires et coutumiers ainsi qu'une faible couverture sociale.

A cet effet, la Loi de Finances précitée assigne à la DGI les recettes de l'ordre de **CDF 2 803 704 088 791,00**, accompagnées des mesures fiscales ci-dessous, modifiant et complétant certaines dispositions législatives :

1. En matière d'impôts cédulaires sur les revenus

- l'imposition des revenus des bons et obligations du Trésor à l'impôt mobilier ;

- l'exonération desdits revenus de l'impôt mobilier ;

- la précision sur l'existence et les conditions d'applicabilité des liens de dépendance entre deux entreprises ;

- la fixation des conditions d'admission dans les charges professionnelles, des sommes versées par une entreprise de droit national, en rémunération d'un service rendu, à une personne physique ou morale de droit étranger avec laquelle elle est liée soit par la voie d'une participation directe dans son capital, soit par l'intermédiaire de participations détenues par une ou plusieurs autres entreprises du même groupe ;

- l'admission des provisions pour créances douteuses constituées par les établissements de crédit comme charges déductibles des revenus imposables.

2. En matière de régime d'imposition des entreprises de petite taille

- le rabattement du chiffre d'affaires limite des petites entreprises en matière d'IBP de **200 000 000,00 FC** à **80 000 000,00 FC.**

3. En matière de taxe sur la valeur ajoutée

- l'exonération à la TVA de la prime de l'assurance-vie, de la prime de l'assurance-maladie, de la prime d'une assurance directe à l'étranger à condition qu'elle ait été autorisée par le Ministre ayant le secteur des assurances dans ses attributions, et de la prime de réassurance ;

- l'introduction de la retenue à la source de la TVA par les entreprises minières, pour le compte des entreprises publiques dans lesquelles l'Etat détient la totalité du capital social ;

- la clarification de la procédure de la réintégration d'office des déductions opérées sans joindre l'état détaillé des déductions de la TVA à la déclaration mensuelle ;

- l'institution de l'obligation d'enregistrement des personnes physiques ou morales assujetties à la TVA auprès de l'Administration fiscale comme utilisatrices des dispositifs électroniques fiscaux ;

- l'extension du remboursement de crédit d'impôt sur la taxe sur la valeur ajoutée aux entreprises publiques dans lesquelles l'Etat détient la totalité du capital social et dont la TVA facturée a fait l'objet de retenue à la source par les entreprises minières ;

- l'introduction d'une amende égale au montant de la TVA en cas de défaut de retenue à la source de la TVA par les entreprises minières pour le compte des entreprises publiques dans lesquelles l'Etat détient la totalité du capital social ;

- l'introduction d'une amende pour le défaut d'utilisation du dispositif électronique fiscal par les entreprises qui sont astreintes à cette obligation.

4. En matière de procédures fiscales

- l'obligation, pour les entreprises se trouvant en état d'interdépendance, de tenir à la disposition de l'Administration fiscale une documentation sur la politique de prix pratiqué dans le cadre des transactions de toute nature réalisées avec ces entreprises ;

- l'obligation, pour les entreprises susvisées, de souscrire, dans un délai de six mois qui suivent l'échéance de dépôt de déclaration de l'IBP, une déclaration comportant une documentation allégée sur le prix de transfert ;
- la clarification de la qualité et de l'installation du Receveur des Impôts ;

- la possibilité d'envoyer une mise en demeure de payer au redevable aussi par voie électronique ;

- la possibilité, pour le Receveur des impôts, de recourir aux Huissiers de justice, pour exercer les poursuites en recouvrement ;

- la compétence reconnue à l'Huissier d'effectuer les ventes des biens immobiliers saisis en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur Général des Impôts ou du Directeur des Impôts compétent sur délégation, en lieu et place du « notaire » ;

- la précision sur le versement du produit de la vente des biens immobiliers saisis, dans un sous-compte du Trésor public ouvert dans les livres de la BCC et sur les conditions de gestion de ce produit de vente ;
- le remplacement de la saisie-exécution par la « saisie-vente » ;

- les précisions sur les contestations relatives au recouvrement des impôts ;

- l'énumération des actes interruptifs de la prescription pour le recouvrement des impôts ;

- la détermination de la juridiction compétente (Cour administrative d'appel) au 1er degré en cas de contentieux d'assiette.

L'équipe qui a conduit les missions dévolues à la DGI au cours de l'année 2017 est composée d'un Directeur Général en la personne de Monsieur **SELE YALAGHULI**, assisté de deux Directeurs Généraux Adjoints chargés respectivement des Questions Fiscales et des Réformes, Monsieur **NGOY YAV N'ZAM** et des Questions Administratives et Financières, Madame **MUVOVA BONDO Lilie**, tous nommés par Ordonnance présidentielle n° 16/095 du 11 novembre 2016.

A la clôture de l'année 2017, la DGI a réalisé des recettes, hors IBP des Pétroliers producteurs, de **CDF 2 196 446 175 355,01** contre des assignations budgétaires de **CDF 2 707 192 872 514,00**, dégageant un gap de **CDF 510 746 697 158,99** et un taux d'exécution de **81,13 %**. Comparativement aux recettes de l'année 2016 de **CDF 1 680 410 215 680,58**, il s'observe une progression de **30,71 %**, soit un écart positif de **CDF 516 035 959 674,43**.

En outre, elle a réalisé **CDF 74 388 893 800,95** au titre d'IBP des Pétroliers producteurs, contre les assignations budgétaires de **CDF 96 511 216 277,00** dégageant un gap de **CDF 22 122 322 476,05** soit un taux d'exécution de **77,08 %**.

Tout compte fait, la DGI a réalisé, au cours de l'année 2017, les recettes globales de
CDF 2 270 835 069 155,96 contre les assignations budgétaires de
CDF 2 803 704 088 791,00, soit un taux d'exécution de **80,99%**.

Bâtiment du Ministère des Finances

I

EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

I.1. Rappel des missions de la DGI

Créée par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003, la Direction Générale des Impôts exerce, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale relevant du Pouvoir central. Ces missions et prérogatives comprennent notamment l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal.

La DGI est, en outre, chargée d'étudier et de soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, de décrets et d'arrêtés en la matière. Elle doit également être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire.

Elle exerce ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

I.2. Activités de la Haute Direction de la Direction Générale des Impôts

Les actions menées par la Haute Direction de la DGI visent la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de la DGI, la participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales, les mécanismes de collaboration avec d'autres structures et la participation à la conclusion des conventions fiscales internationales.

I.2.1 Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI

Sous l'autorité de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, **Henri YAV MULANG**, la Haute Direction a supervisé et coordonné l'ensemble des activités de la DGI. Elle a impulsé les Services par la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des recettes à travers les réunions de la Commission d'Assiette et de Recouvrement (CAR) tenues au début et à la fin de chaque mois et exécutées par les Services opérationnels, chargés de la gestion quotidienne de l'impôt, et ceux de l'Administration Centrale, chargés d'accompagner les Services opérationnels dans l'exécution de leurs missions.

Aussi, les réunions mensuelles de pilotage des missions d'assiette et de recouvrement ont-elles permis l'évaluation régulière de l'ensemble des activités de la DGI.

Outre les réunions mensuelles de la CAR et de pilotage, les activités spécifiques suivantes ont été menées par la Haute Direction au cours de l'année 2017 :

- mission d'itinérance, du 19 au 28 février 2017, dans les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga, pour la sensibilisation des services à la mobilisation des recettes ;

- participation à la réunion avec le Président de l'Association Congolaise des Banques (ACB), le Directeur des opérations Bancaires et des marchés (OBAMA) de la Banque Centrale du Congo, tenue le 20 avril 2017, sur la définition des modalités pratiques en vue de procéder au remboursement des crédits de TVA, en exécution des instructions de son Excellence Monsieur le Ministre des Finances contenues dans sa lettre n° CAB/MIN/Finances/FIS/CNB/2017/1441 du 14 avril 2017 ;

- organisation de la matinée fiscale sur la présentation à la Fédération des Entreprises du Congo des mesures fiscales contenues dans la Loi de Finances n° 17/005 du 23 juin 2017 pour l'exercice 2017, le jeudi 10 août 2017, à l'Hôtel Memling ;

- participation au forum sur la Réforme du Système Fiscal en République Démocratique du Congo, organisé du 11 au 14 septembre 2017 par le Ministère des Finances, au Pullman Hôtel ;

- participation à la réunion avec les sociétés minières et autres sur la proposition des remboursements des crédits TVA ;

- participation de la DGI à la FIKIN, du 15 au 28 août 2017 ;

- participation à l'émission télévisée « SPECIALE ECONOMIA » portant sur le paiement du 2ème acompte provisionnel 2017/2016, enregistrée le jeudi 16 novembre 2017 à B-ONE et diffusée jusqu'au 30 novembre sur plusieurs chaines notamment B-ONE, DIGITAL et CONGO WEB.

I.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales

Le Directeur Général des Impôts a pris part aux réunions de suivi des services mobilisateurs des recettes, tenues régulièrement au Ministère des Finances, aux côtés notamment des responsables de deux autres Régies financières : la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et de Participations (DGRAD).

Dans le cadre des rencontres internationales touchant à la politique fiscale ou à l'administration des impôts, la Haute Direction a également pris part :

- Au sommet annuel CEBIT 2017, du 18 au 26 mars 2017 à Hannover, en Allemagne ;

- Au séminaire sur le thème : « le prix de transfert et l'échange de renseignements », organisé conjointement par le Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF), du 22 au 27 juin 2017, à Paris en France ;

- Au séminaire sur le thème : « Tableau de bord des ressources humaines et bilan social » organisé par le Centre International de Formation et de Perfectionnement « CIFOPE », du 30 octobre au 10 novembre 2017, en France.

I.2.3. Mécanismes de collaboration avec d'autres structures

Au cours de l'année 2017, la Haute Direction a collaboré avec les responsables d'autres administrations et structures techniques ci-après :

- DGDA, DGRAD et DGRK : sur l'opérationnalisation du Comité Technique institué par l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2016/015 du 16 mars 2016 portant mise en place d'une équipe de travail chargée de l'élaboration d'un protocole d'échange réciproque d'informations entre les Régies ;

- BCCO : signature du protocole d'accord élaboré dans le cadre de la mise en place d'un système informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis ;

- SYNTELL : sur la définition des modalités pratiques de mise en œuvre du partenariat, telles que préconisées par son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, notamment le chronogramme des activités pour le lancement du système d'identification nationale des véhicules et le projet de protocole de collaboration entre Syntell et DGI ;

- Hôtel de Ville de Kinshasa : réunion de la commission mixte pour la mise en place d'un protocole d'accord de collaboration ;

- INSS, INPP et ONEM : réunion d'évaluation du Protocole d'accord de collaboration relatif à l'institution de la déclaration et du paiement uniques des Impôts, cotisations sociales et contributions patronales sur les rémunérations ;

- RTNC : réunion du comité mixte de suivi du protocole d'accord de collaboration pour la perception de la redevance sur les appareils récepteurs d'émission audiovisuelles.

I.2.4. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales

Au cours de l'année 2017, la DGI n'a pas participé à la conclusion de nouvelles conventions fiscales internationales. Toutefois, elle a pris part à la négociation d'une convention fiscale avec le Maroc en vue d'éviter une double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière de l'impôt sur les revenus.

I.3. Mission de législation fiscale

Quelques textes fiscaux et Notes de service ont été élaborés tout au long de l'année 2017.

1.3.1. Textes fiscaux sanctionnés

Les textes ci-dessous, proposés par la DGI, ont été sanctionnés par les autorités compétentes. Il s'agit de :

1. Loi de finances n° 17/005 du 23 juin 2017 pour l'exercice 2017 a modifié et complété certaines dispositions de :

- l'ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires sur les revenus :
Articles 13, 22 bis, 31 bis, 38 bis, 43 bis A, 43 bis B, 43 bis C, 46 et 94.

- l'ordonnance-Loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits :
Article 2.

- L'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée :
Articles 15, 17, 53, 56, 59 ter, 59 quater, 64 alinéa 1er, 74 ter et 74 quater.

- La Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures :
Articles 24 bis, 24 ter, 51, 63, 64, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 81bis, 108 et 109.

2. Loi de Finances n°17/014 du 24 décembre 2017pour l'exercice 2018, modifiant et complétant certaines dispositions de :

- L'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires sur les revenus :
Articles 69, 69 bis, 69 ter A, 69 ter B et 75.

- L'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée :
Articles 15, point 20 ; 23 bis ; 15 ; 41, point 3 ter ; 53 alinéa 2 et 64 alinéa 1er.

- La Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures : Articles 83, 84, 85, 86 et 110.

3. Arrêté Ministériel n° 002/CAB/MIN FINANCES/2017 du 18 janvier 2017 portant majoration de la taxe relative à l'immatriculation des véhicules ;

4. Arrêté Ministériel n° CAB/MIN FINANCES/2017/003 du 03 mars 2017 portant fixation des coefficients de réévaluation applicables au bilan clos au 31 décembre 2016 ;

5. Arrêté Ministériel n° CAB/MIN FINANCES/2017/020 du 12 août 2017 fixant les taux forfaitaires de l'impôt sur les rémunérations versées au personnel domestique et aux salariés relevant des Micro-Entreprises ;

6. Circulaire Ministérielle n° CAB/MIN/FINANCES/2017/001 du 12 avril 2017 portant répartition du produit de la vente des imprimés relatifs à l'immatriculation des véhicules entre le Trésor et les Partenaires associés à l'opération ;

7. Circulaire Ministérielle n° CAB/MIN/FINANCES/2017/003 du 07 octobre 2017 précisant la date d'application de la retenue à la source de la Taxe sur la Valeur Ajoutée par les entreprises minières pour compte des entreprises publiques ;

I.3.2. Elaboration des notes de service

Plusieurs notes de service ont été élaborées pour assurer la diffusion des textes fiscaux à caractère législatif et réglementaire. Les notes de service sanctionnées par le Directeur Général des Impôts au cours de l'année 2017 ont porté sur :

- La diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 0320/CAB/MIN/PL.SRM/2016 et n° 333/CAB/MIN/FINANCES/2016 du 16 décembre 2016 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'ASBL dénommée « Fondation Daniel MADIMBA » ;

- La diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 0901/CAB.MIN/MINES/01/2016 et n° 335/CAB/MIN/FINANCES/2016 du 30 décembre 2016 modifiant l'Arrêté Interministériel n° 0122/CAB.MIN/MINES/01/2013 portant réglementation des exportations des produits miniers marchands ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/003 du 03 mars 2017 portant fixation des coefficients de réévaluation applicables au bilan clos au 31 décembre 2016 ;

- Les dispositions relatives à l'octroi des avances sur traitement du personnel de la DGI ;

- La diffusion de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République Démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ;

- La diffusion de la Convention entre le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° 002/CAB/MIN/FINANCES/2017 du 18 janvier 2017 portant majoration de la taxe relative à l'immatriculation des véhicules ;

- La constitution d'une équipe chargée du pilotage des conventions fiscales internationales ;

- La diffusion de l'Arrêté interministériel accordant des exonérations fiscales à douze (12) Sociétés dans le cadre du code des investissements ;

- La diffusion de l'Arrêté interministériel accordant des avantages fiscaux à vingt et trois (23) Associations Sans But Lucratif ;

- La diffusion de l'Arrêté interministériel accordant des avantages dans le cadre du régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Centre des Impôts de Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la 3eme liste additionnelle des contribuables de Direction des Grandes Entreprises sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2017, revenus de 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège modélisé et modernisé de la DPI EQUATEUR, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication d'un contribuable actif additionnel du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siege Modélisé et Modernisé de la DPI BANDUNDU, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La distribution des colis de vivres de fin d'année 2017 au Personnel de la DGI ;

- La mise en service d'un modèle de déclaration comportant une documentation allégée sur le prix de transfert ;

- La réhabilitation et affectation de quelques Agents à la DUIK ;

- La participation aux formations longues organisées par la DGFiP Française pour l'année 2018 ;

- L'organisation de la formation des agents devant œuvrer au CDI-Kisangani ;

- L'affectation de quelques Inspecteurs à l'Inspection des Services ;

- L'affectation des Cadres et Agents à la Coordination, à la Cellule Technique et aux Secrétariats, Services rattachés à la Haute Direction ;

- La mise en service du modèle de déclaration de la quotité trimestrielle de l'impôt professionnel sur les rémunérations du personnel domestique et des salariés relevant de micro-entreprises ;

- Les instructions relatives à la gestion des répertoires des contribuables des Services réformés ;

- La promotion et affectation de quelques cadres et Agents à la Direction des Etudes, Statistiques et Communication ;

- La création d'une Commission chargée d'élaborer le projet du Budget de la DGI pour l'exercice 2018 ;

- La diffusion du modèle de fiche de souscription et du contrat de construction des maisons pour Cadres et Agents de la DGI du 02 Août 2017 ;

- Le réaménagement du modèle de formulaire de demande de remboursement des crédits de TVA ;

- La constitution d'une Commission chargée de la mise en œuvre du contrat de construction des maisons pour Cadres et Agents de la DGI ;

- La mise en service d'un modèle de déclaration de la taxe sur la valeur ajoutée retenue à la source par les entreprises minières ;

- La définition de modalités de recouvrement de la part de pénalités fiscales revenant à la DGI ;

- La publication de la liste des contribuables du CDI-Kinshasa sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017 ;

- La création d'une Commission chargée d'appuyer les Services opérationnels dans le traitement des réclamations contentieuses ;

- La création d'un Comité de suivi de l'exécution du PAMRI ;

- L'interdiction d'affection et d'utilisation dans les Services de la DGI des personnes autres que les Agents recrutés ;

- La définition des principes et modalités de classification des soldes débiteurs des contribuables ;

- La diffusion des formulaires de demande d'immatriculation au Numéro Impôt ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANNCES/2017/020 du 12 août 2017 fixant les taux forfaitaires de l'impôt sur les rémunérations versées au personnel domestique et aux salariés relevant des micro-entreprises ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/013 du 1er juillet 2017 portant agrément de la Société FERME ESPOIR SARL au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaines de valeur ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/012 du 1er juillet 2017 portant agrément de la société CIMENTERIE DE LUKALA SARL au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaines de valeur ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/011 du 1er juillet 2017 portant agrément de la société KASHEKE TOMATO FACTORY SARL au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaines de valeur ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/010 du 1er juillet 2017 portant agrément de la société GROUPE TAVERNE CIMENTERIE DE KATANA SARL au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaines de valeur ;

- La désignation des membres de l'Unité prix de transfert ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2016 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Centre des Impôts de Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2016 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2016 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2016 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï-Oriental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2016 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de décembre 2016 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- L'affectation de quelques agents dans les Directions de la Législation, des Grandes Entreprises et Urbaine de Kinshasa ;

- La publication de la liste des candidats retenus pour le concours d'admission en Master 2 Administration fiscale à l'Université Paris-IX Dauphine pour l'année 2017 ;

- La création d'une commission chargée de tester le logiciel de gestion des ressources humaines ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de l'Equateur, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï-Oriental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La cotation des Hauts Fonctionnaires, Cadres Supérieurs et Agents de la DGI ;

- La publication de la 3ème liste additionnelle des contribuables de la DGE sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de janvier 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï-Occidental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- Les dispositions pour la tenue des réunions dans la grande salle du 7ème niveau de l'Hôtel des Impôts ;

- La recomposition du Groupe CREDAF ;

- La diffusion du guide de contrôle sur pièces ;

- La diffusion du guide de contrôle sur place (vérification de comptabilité) ;

- L'affectation de quelques Cadres de commandement de la DGI ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/003 du 03 mars 2017 portant fixation des coefficients de réévaluation applicables aux bilans clos au 31 décembre 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de février 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de février 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de février 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de février 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de février 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de l'Equateur, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de février 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï-Occidental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de février 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï-Oriental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de février 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de février 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La rectification de la liste des candidats retenus pour le concours d'admission en Master 2 « Administration fiscale » à l'Université Paris-IX Dauphine pour l'année 2017 ;

- L'autorisation pour la programmation d'un dossier de la DGE au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2016, revenus de 2015 ;

- Les dispositions pratiques pour l'entreposage des biens, Matériels et archives des services dans le premier magasin aménagé dans la cave de l'Hôtel des Impôts ;

- La création d'une Equipe DGI Projet SYSCO-GD TVA ;

- La surséance du transfert de la gestion des contribuables relevant de la DGE vers les structures inférieures opéré par Notes de Service portant publication des listes additionnelles du mois de janvier 2017 ;

- La surséance de l'application de la Note de Service n° 01/024/DGI/DG/DIRAF/-DIGR/GR/2017 portant publication de la liste additionnelle du mois de janvier au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la Direction des Grandes Entreprises, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication du répertoire des contribuables assujettis à la TVA, arrêté au 31 mars 2017 ;

- La création d'un Comité mixte DGI-SYNTELL RDC ;

- La recomposition de l'Unité prix de transfert ;

- L'institution des Divisions de la DPI Katanga chargées du suivi des opérations d'assiette, de recouvrement et du contentieux en interface entre les Directions Centrales et ses Services opérationnels ;

- L'affectation de quelques Agents des Directions Provinciales des Impôts à la Direction des Ressources Humaines ;

- L'alignement de quelques Vérificateurs Polyvalents des Impôts au grade d'Attaché d'Administration de 1ère classe ;

- L'avancement en grade de quelques Huissiers Fiscaux de la DGI ;

- La diffusion de la Circulaire Ministérielle n° CAB/MIN FINANCES/2017/001 du 12 avril 2017 portant répartition du produit de la vente des imprimés relatifs à l'immatriculation des véhicules entre le Trésor public et les Partenaires associés à l'opération ;

- La diffusion de la fiche de suivi du solde débiteur (FSSD) ;

- L'affectation de quelques agents au CDI-Kinshasa ;

- La création de la Commission chargée de la correction des épreuves d'évaluation des agents ayant suivi la formation sur la vulgarisation du guide de contrôle sur pièces et du guide de contrôle sur place ;

- La publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mars 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mars 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mars 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Maniema, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mars 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mars 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mars 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mars 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï-Oriental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Maniema, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mars 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois d'avril 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La mise en place de la Sous-commission d'Analyse à la DGI ;

- La désignation des membres de la Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics à la DGI ;

- L'offre de bourses du Gouvernement Japonais pour l'année fiscale 2018 ;

- La publication de la liste des contribuables du SMM de la DPI Maniema sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017/Revenus 2016 ;

- La publication de la liste des contribuables du SMM de la DPI Equateur sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017/Revenus 2016 ;

- La publication de la liste des contribuables du CDI-Lubumbashi sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017/Revenus 2016 ;

- La publication de la liste des contribuables du SMM de la DPI Province Orientale sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017/Revenus 2016 ;

- La publication de la liste des contribuables du CDI-Goma sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017/Revenus 2016 ;

- La publication de la liste des contribuables de la DPI Kasaï Oriental sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017/Revenus 2016 ;

- L'affectation de quelques Agents à la Direction du Recouvrement ;

- Les modalités de recouvrement de la part des pénalités fiscales revenant à la DGI ;

- La publication de la liste des contribuables du SMM de la DPI Kasaï Occidental sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017/Revenus 2016 ;

- La publication de la liste des contribuables du SMM de la DPI Bandundu sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017/Revenus 2016 ;

- La publication de la liste des contribuables du CDI-Matadi sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice 2017/Revenus 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mai 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mai 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2016 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mai 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï-Oriental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mai 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Maniema, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de mai 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La diffusion de nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de finances n° 17/005 du 23 juin 2017 pour l'exercice 2017 ;

- La modification de la Note de Service n° 01/0021/DGI/DG/IS/GUY/2015 du 19 février 2015 portant constitution d'une Commission permanente chargée de mettre en place les outils de maitrise des risques et de réorganiser l'audit interne à la DGI ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de juin 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de juin 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de juin 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de juin 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de juin 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de juin 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Bandundu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de juin 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï-Occidental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La publication de la liste additionnelle du mois de juin 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï-Oriental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/018 du 07 août 2017 portant agrément de la SOCIETE MASHAMBA ENTREPRISE DRC S.A au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;

- La diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/017 du 07 août 2017 portant agrément de la SOCIETE CONGO INTERNATIONAL INVESTMENT GROUP S.A au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Maniema, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de juillet 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/020 du 12 août 2017 fixant les taux forfaitaires de l'impôt sur les rémunérations versées au personnel domestique et aux salariés relevant des micro-entreprises ;

- la création de la Commission chargée de la correction des épreuves d'évaluation des agents de la Direction Provinciale des Impôts du Katanga ayant suivi la formation des huissiers fiscaux organisée du 14 août au 06 septembre 2017 à Lubumbashi ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'août 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'août 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'août 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'août 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'août 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'août 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 046/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 07 décembre 2011 portant modalités de perception, recouvrement, fixation des taux de contrôle de la redevance sur les appareils récepteurs d'émissions audiovisuelles ;

- la diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 025/CAB/MIN.ETAT/PL/2017 et n° 083/CAB/MIN/FINANCES/2017 du 21 septembre 2017 portant octroi de certaines facilités administratives et fiscales à l'Association Sans But Lucratif dénommée « EGLISE DU CHRIST AU CONGO/ECC » ;

- la permutation et affectation de quelques Inspecteurs des Impôts et Inspecteurs stagiaires des Impôts ;

- la diffusion de la Circulaire Ministérielle n° CAB/MIN/FINANCES/2017/003 du 07 octobre 2017 précisant la date d'application de la retenue à la source de la Taxe sur la Valeur Ajoutée par les entreprises minières pour compte des entreprises publiques ;

- la réhabilitation et affectation de quelques Agents à la Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa ;

- la diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 105/CAB/MIN/PLAN/2017 et n° 091/CAB/ MIN/FIN/2017 du 05 octobre 2017 modifiant et complétant l'Arrêté Interministériel n° 074/CAB/MIN/PL.SMRM/2014 et n° 125/CAB/ MIN/FIN/2014 du 29 juillet 2014 portant agrément du projet d'investissement de la Société GROUPE NUMBER ONE SARL ;

- la publication de la liste des candidats retenus pour le concours d'admission à l'Ecole Nationale des Finances Publiques Françaises pour l'année 2018 ;

- la diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 60/CAB/MIN/PLAN/2017 et n° 086/CAB/MIN/FIN/2017 du 05 octobre 2017 complétant l'Arrêté Interministériel n° 169/CAB/ MIN/PL.SMRM/2010 et n° 264/CAB/MIN/FIN/2014 du 23 novembre 2010 portant agrément du projet d'investissement de la Société SELTON HOTEL S.A.R.L ;

- la diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 61/CAB/MIN/PLAN/2017 et n° 087/CAB/ MIN/FIN/2017 du 05 octobre 2017 complétant l'Arrêté Interministériel n° 147/CAB/ MIN/PLAN/2016 et n° 189/CAB/MIN/FIN/2016 du 05 septembre 2016 portant agrément du projet d'investissement de la Société TERMINAL INTERNATIONAL CONTAINERS MATADI (TICOM SA) ;

- la mise en service d'un modèle de déclaration comportant une documentation allégée sur le prix de transfert ;

- la diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 106/CAB/MIN/PLAN/2017 et n° 097/CAB/ MIN/FIN/2017 du 20 octobre 2017 portant retrait d'agrément du projet d'investissement de la Société DEVELOPPEMENT TOUS AZIMUTS SARL ;

- la diffusion de 06 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à certaines Sociétés ;

- la diffusion de 04 Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à certaines Sociétés ;

- l'affectation des Cadres Supérieurs et de quelques agents du CDI-Kinshasa ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication d'un contribuable actif additionnel du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de Bandundu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de l'Equateur, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication d'un contribuable actif additionnel du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï Occidental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication d'un contribuable actif additionnel du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï Oriental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de septembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- l'affectation de quelques Agents à la Direction de l'Assiette Fiscale ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Goma, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Kinshasa, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Matadi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de l'Equateur, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication d'un contribuable actif additionnel du mois d'octobre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Kasaï Occidental, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Maniema, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois d'octobre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la mise en place des Directeurs des Impôts ;

- la constitution d'une Commission chargée d'examiner les modalités de la distribution des colis de vivres de fin d'année 2017 au Personnel de la DGI ;

- la diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/ FINANCES/FIS/2017/035 du 22 novembre 2017 modifiant et complétant l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/ FINANCES/PDPC/2013/132 du 05 novembre 2013 portant agrément de la SOCIETE CONGO OIL AND DERIVATIVES « COD » au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI-Lubumbashi, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication d'un contribuable actif additionnel du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de Bandundu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts de l'Equateur, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la liste additionnelle du mois de novembre 2017 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du Siège Modélisé et Modernisé de la Direction Provinciale des Impôts du Sud-Kivu, arrêté au 30 avril 2016 ;

- la publication de la 3ème liste additionnelle des contribuables de la DGE sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2017, revenus de 2016 ;

- la diffusion de 11 Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;

- la diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 128/ CAB/MIN/PLAN/2017 et n° 147/CAB/ MIN/ FIN/2017 du 22 novembre 2017 complétant l'Arrêté Interministériel n° 080/CAB/ MIN/PL.SRM/2014 et 1152/CAB/MIN/2014 du 05 juillet 2014 portant agrément du projet d'investissement de la Société BRASIMBA S.A ;

- la diffusion d'un Arrêté Interministériel n° 127/ CAB/MIN/PLAN/2017 et n° 146/CAB/ MIN/ FIN/2017 du 22 novembre 2017 portant agrément du projet d'investissement de la Société SEHNEN KIN « CLINIQUE CHIK » SARL ;

- la diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/ FINANCES/2017/036 du 08 décembre 2017 portant mesures d'exécution des dispositions relatives à la documentation sur le prix de transfert ;

- la publication de la 1ère liste additionnelle des contribuables du CDI-Kinshasa sélectionnés au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2017, revenus de 2016.

I.4. Budget des recettes DGI 2017

La Loi de finances n° 17/005 du 23 juin 2017 pour l'exercice 2017 assigne à la DGI des prévisions des recettes de l'ordre de **CDF 2 803 704 088 791,00** éclatées comme suit :

Prévisions des recettes hors TVA	: CDF	1 751 426 429 094,49
Prévisions des recettes TVA	: CDF	955 766 443 419,51
Prévisions IBP des Pétroliers prod.	: CDF	96 511 216 277,00

Comparées aux assignations budgétaires contenues dans la Loi de finances rectificative pour l'année 2016 de l'ordre de **CDF 1 798 335 422 991,00**, ces prévisions connaissent un taux de croissance nominal de **55,91 %**, dû notamment à la reprise des activités par certaines entreprises minières, à l'augmentation du prix du baril ainsi qu'à la mise en œuvre des mesures législatives et administratives devant améliorer l'assiette imposable.

I.4.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts

Pour la réalisation des prévisions des recettes des Impôts en 2017, les principales mesures ci-après ont été préconisées :

Mesures législatives

- La révision du chiffre d'affaires des entreprises de petite taille dans la fourchette de **CDF 10 000 000** à **CDF 80 000 000** ;
- L'instauration à charge des entreprises minières exportatrices de la retenue à la source de la TVA sur les factures leur adressées par les entreprises du Portefeuille de l'Etat ;
- La certification des états financiers des petites entreprises.

Mesures administratives

- L'implémentation du dispositif de la remontée au serveur installé à la DGI des informations sur la TVA collectée (caisses enregistreuses) ;
- La mise en œuvre de l'unité sur le prix de transfert ;
- Le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale ;
- La restauration de la structure « contrôle qualité » ;
- L'intensification de la sensibilisation, du recensement et du recouvrement de l'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises au titre d'IBP en impliquant les Autorités des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées ;
- Le recouvrement effectif de l'IPR sur l'ensemble de l'assiette imposable (émoluments, salaires, primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages) à charge des membres des Institutions Politiques (nationales et provinciales) et assimilés ainsi que des fonctionnaires et agents publics ;
- L'amélioration de l'assiette imposable de l'IPR des Régies financières en tenant compte de 5% de la rétrocession ;
- La poursuite de fiscalisation des engagés locaux des Missions diplomatiques et représentations des Organismes Internationaux en République Démocratique du Congo ;
- L'application rigoureuse de la réglementation sur le numéro impôt par l'ensemble des services publics (Ministères, Etablissements et Organismes publics, Provinces, Entités Territoriales Décentralisées, etc.) ;
- L'intensification des contrôles mixtes DGDA-DGI sur l'origine des produits revendus sur le territoire national ;
- L'intensification de la campagne de sensibilisation sur l'émission obligatoire de la facture par les assujettis à la TVA ;
- La facturation et la collecte de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements Central et provinciaux ;
- L'application rigoureuse et le renforcement de mesures de recouvrement forcé à l'encontre des défaillants en paiement (Avis à tiers détenteurs, saisies mobilières, immobilières et les ventes qui en découlent, fermeture provisoire des établissements par l'apposition de scellés);
- Le respect du délai limite (30 jours de la saisine du Tribunal) d'instruction juridictionnelle des recours contre la validité et la forme des actes de poursuites en recouvrement établis à l'initiative du Receveur des Impôts ;

- Le reversement effectif, dans les délais, de l'IPR et de la TVA collectés par les entreprises du portefeuille de l'Etat ;

- Le recouvrement sans interférence des créances fiscales des entreprises du portefeuille de l'Etat constatées au 13 février 2017 ;

- La création d'un guichet unique pour le paiement de l'IBP des micro-entreprises et de la patente perçue par les services provinciaux et entités administratives décentralisées ;

- La signature d'un protocole d'accord DGI-CENAREF ;

- Le respect de l'intégrité de la loi sur la TVA ;

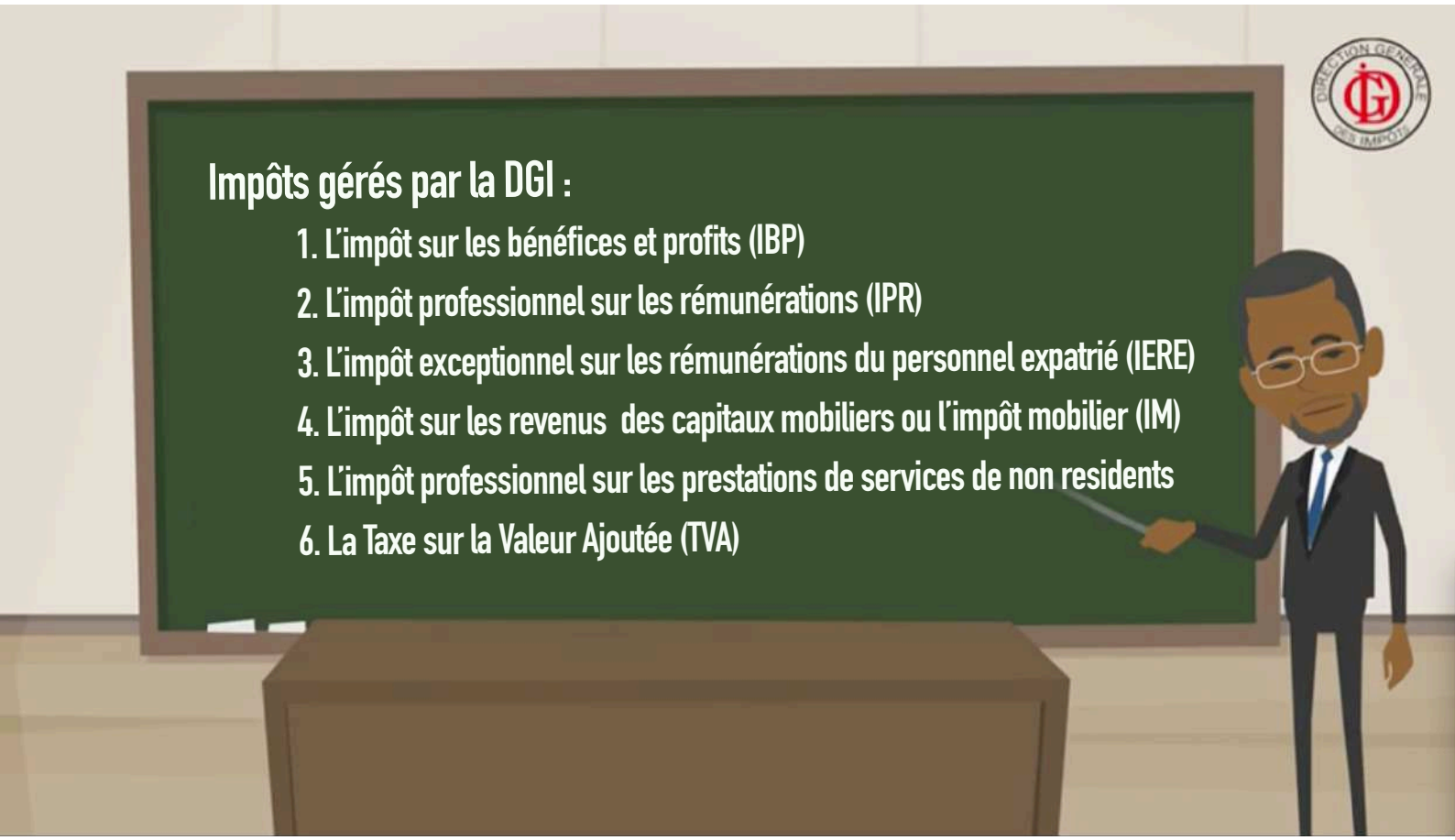
- La communication, par le Ministère du Budget, des informations relatives aux bénéficiaires de paiement au titre des marchés publics.

I.4.2. Exécution du Budget des recettes des impôts

A la clôture de l'année 2017, les recettes de la DGI comptabilisées se chiffrent à **CDF 2 270 835 069 155,96** réparties comme suit :

Par rapport aux prévisions budgétaires de l'année de **CDF 2 803 704 088 791,00**, Il se dégage un gap de **CDF 532 869 019 635,04**, soit un taux d'exécution de **80,99 %.**

Recettes hors TVA	: CDF	1 490 818 240 055,03
Recettes TVA	: CDF	705 627 935 299,98
Recettes IBP des Pétroliers producteurs	: CDF	74 388 893 800,95



I.4.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt

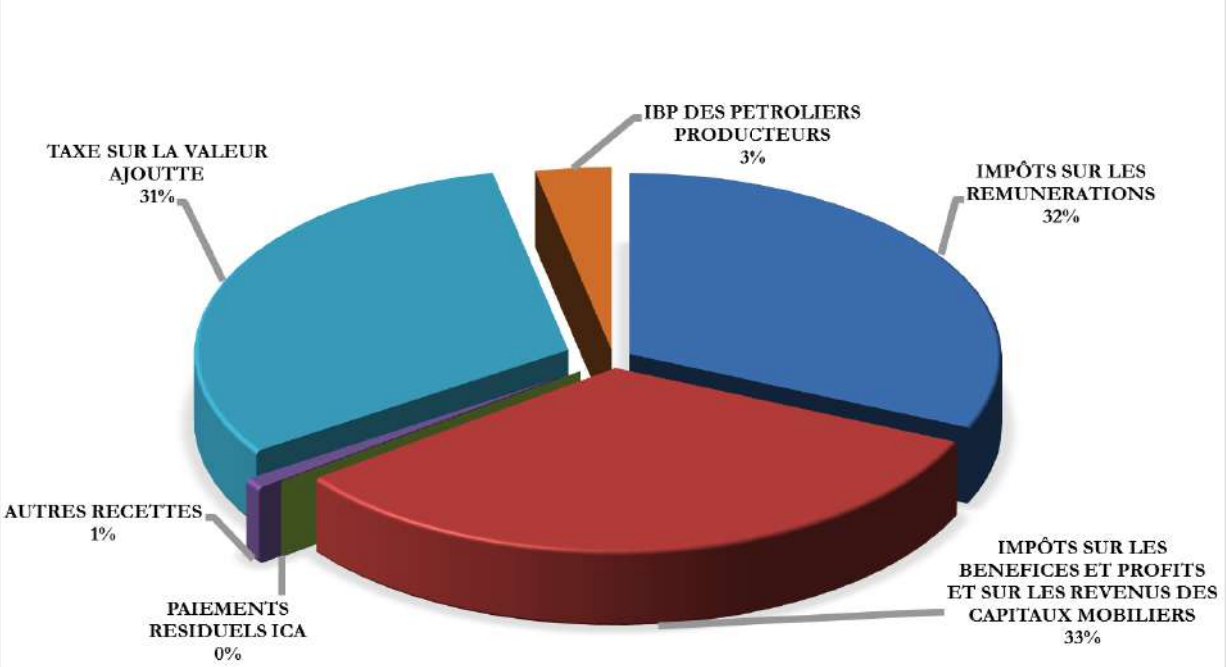
Au regard des assignations budgétaires de l'exercice 2017, les réalisations de la DGI, par nature d'impôt, se présentent de la manière suivante :

NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIP.
RECETTES HORS TVA					
IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	047 973 475 405,04	718 567 906 085,96	-329 405 569 319,08	68,57%	31,64%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	713 254 528 778,74	507 845 397 132,43	-205 409 131 646,31	71,20%	22,36%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	145 666 679 266,36	17 189 717 930,33	-128 476 961 336,03	11,80%	0,76%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics	0,00	0,00			0,00%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	21 547 264 937,00	9 631 917 398,00	-11 915 347 539,00	44,70%	0,42%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	25 887 939 018,84	5 021 603 444,88	-20 866 335 573,96	19,40%	0,22%
Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	82 190 229 688,62	119 706 675 668,51	37 516 445 979,89	145,65%	5,27%
Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	59 426 833 715,48	59 172 594 511,81	-254 239 203,67	99,57%	2,61%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	642 091 643 160,54	751 073 507 815,30	108 981 864 654,76	116,97%	33,07%
Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	476 307 967 916,42	604 456 313 191,88	128 148 345 275,46	126,90%	26,62%
Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	46 890 131 349,52	6 590 413 887,20	-40 299 717 462,32	14,06%	0,29%
Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	62 146 305 877,12	75 010 148 966,17	12 863 843 089,05	120,70%	3,30%
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	56 747 238 017,48	65 016 631 770,04	8 269 393 752,56	114,57%	2,86%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	0,00	195 693 770,99	195 693 770,99	100,00%	0,01%
Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	0,00	195 693 770,99	195 693 770,99	100,00%	0,01%
AUTRES RECETTES	61 361 310 528,92	20 981 132 382,78	-40 380 178 146,13	34,19%	0,92%
Immatriculation des véhicules	3 166 346 484,00	2 425 043 554,31	-741 302 929,69	76,59%	0,11%
Vente des imprimés	2 419 444 143,25	52 383 195,15	-2 367 060 948,11	2,17%	0,00%
Amendes et pénalités	55 775 519 901,67	18 503 705 633,33	-37 271 814 268,34	33,18%	0,81%
SOUS-TOTAL HORS TVA	1 751 426 429 094,49	1 490 818 240 055,03	-260 608 189 039,46	85,12%	65,65%
RECETTES TVA					
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	908 496 107 966,48	679 962 893 625,99	-228 533 214 340,49	74,84%	29,94%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	47 270 335 453,03	25 665 041 673,99	-21 605 293 779,04	54,29%	1,13%
SOUS-TOTAL TVA	955 766 443 419,51	705 627 935 299,98	-250 138 508 119,53	73,83%	31,07%
TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	2 707 192 872 514,00	2 196 446 175 355,01	-510 746 697 158,99	81,13%	96,72%
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	96 511 216 277,00	74 388 893 800,95	-22 122 322 476,05	77,08%	3,28%
TOTAL RECETTES	2 803 704 088 791,00	2 270 835 069 155,96	-532 869 019 635,04	80,99%	100,00%

De manière agrégée en grandes rubriques budgétaires, la situation se présente suivant le tableau ci-dessous :

GRANDE MASSE	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	1 047 973 475 405,04	718 567 906 085,96	-329 405 569 319,08	68,57%	31,64%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	642 091 643 160,54	751 073 507 815,30	108 981 864 654,76	116,97%	33,07%
PAIEMENTS RESIDUELS ICA	0,00	195 693 770,99	195 693 770,99	100,00%	0,01%
AUTRES RECETTES	61 361 310 528,92	20 981 132 382,78	-40 380 178 146,13	34,19%	0,92%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	955 766 443 419,51	705 627 935 299,98	-250 138 508 119,53	73,83%	31,07%
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	96 511 216 277,00	74 388 893 800,95	-22 122 322 476,05	77,08%	3,28%
RECETTES GLOBALES	2 803 704 088 791,00	2 270 835 069 155,96	-532 869 019 635,04	80,99%	100,00%

Graphiquement, la situation se présente comme suit :



Du tableau et du graphique des recettes ci-dessus, il ressort les constats suivants :

- Les impôts indirects constitués de la TVA et des recettes résiduelles de l'ICA sont intervenus à raison de **31 %** ;

- Les impôts directs constitués d'une part de l'impôt sur les rémunérations, et d'autre part de l'impôt sur les bénéfices et profits ainsi que de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers ont participé respectivement dans les recettes globales à hauteur de **32 %** et **33 %** ;

- Les autres recettes ont participé à 1 % dans les recettes globales ;

- Quant à l'IBP des Pétroliers producteurs, il intervient à la hauteur de 3 % dans les réalisations globales de l'année.

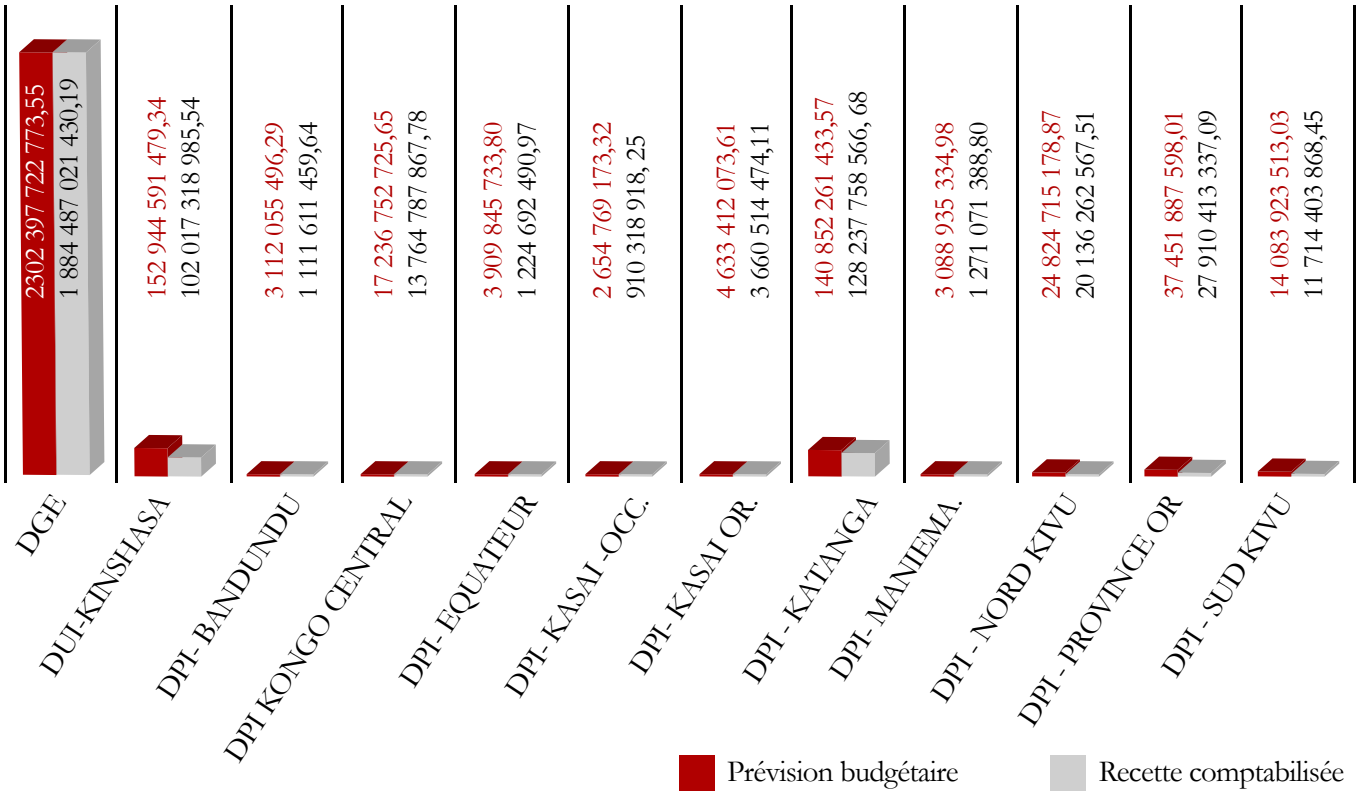
En outre, il sied de signaler que les recettes TVA nette en régime intérieur de l'année 2017 sont de l'ordre de **CDF 705 627 935 299,98** dont **CDF 679 962 893 625,99** sur les déclarations autoliquidatives et **CDF 25 665 041 6 73,99** sur les AMR A.

I.4.2.2 Exécution du Budget des recettes par Centre de perception

L'exécution du Budget des recettes par Centre de perception est présentée de la manière suivante :

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
DGE	2 302 397 722 773,55	1 884 487 021 430,19	-417 910 701 343,36	81,85%	85,80%
DUI-KIN	152 944 591 479,34	102 017 318 985,54	-50 927 272 493,80	66,70%	4,64%
S/TOTAL KINSHASA	**2 455 342 314 252,88**	**1 986 504 340 415,73**	**-468 837 973 837,16**	**80,91%**	**90,44%**
BANDUNDU	3 112 055 496,29	1 111 611 459,64	-2 000 444 036,65	35,72%	0,05%
BAS-CONGO	17 236 752 725,65	13 764 787 867,78	-3 471 964 857,87	79,86%	0,63%
EQUATEUR	3 909 845 733,80	1 224 692 490,97	-2 685 153 242,83	31,32%	0,06%
KASAI OCCIDENTAL	2 654 769 173,32	910 318 918,25	-1 744 450 255,07	34,29%	0,04%
KASAI ORIENTAL	4 635 412 073,61	3 660 514 474,11	-974 897 599,50	78,97%	0,17%
KATANGA	140 852 261 433,57	128 237 758 566,68	-12 614 502 866,89	91,04%	5,84%
MANIEMA	3 088 935 334,98	1 271 071 388,80	-1 817 863 946,18	41,15%	0,06%
NORD KIVU	24 824 715 178,87	20 136 262 567,51	-4 688 452 611,36	81,11%	0,92%
PROVINCE ORIENTALE	37 451 887 598,01	27 910 413 337,09	-9 541 474 260,92	74,52%	1,27%
SUD KIVU	14 083 923 513,03	11 714 403 868,45	-2 369 519 644,57	83,18%	0,53%
S/TOTAL DPI	**251 850 558 261,11**	**209 941 834 939,28**	**-41 908 723 321,83**	**83,36%**	**9,56%**
TOTAL GENERAL	**2 707 192 872 514,00**	**2 196 446 175 355,01**	**-979 584 670 996,15**	**81,13%**	**100,00%**

La situation est représentée graphiquement de la manière ci-après :



De ce qui précède, il ressort que la DGE a participé à hauteur de 85,80 % aux recettes de la DGI, suivie de la DPI Katanga avec 5,84 %, de la DUI-K avec 4,64 % et de la DPI-Province Orientale avec 1,27 %. Les autres DPI ont participé globalement à hauteur de 2,45 % des recettes totales.

Il se constate aussi qu'aucun Service opérationnel n'a dépassé ses assignations des recettes.

En outre, il se révèle de l'évaluation faite des instructions de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances contenues dans sa lettre référencée CAB/ MIN/ FINANCES/ CMR/ NGM/2016/5825 du 08 août 2016, exigeant l'atteinte du seuil de 80 % des assignations des recettes, les observations suivantes :

- Quatre (04) Services ont atteint le seuil exigé, il s'agit de la DPI/Katanga, de la DPI/Sud-Kivu, de la DGE et de la DPI/Nord-Kivu, avec des taux d'exécution respectifs de 91,04 %, 83,18 %, 81,85 % et 81,11 % ;

- Quatre (04) autres Services ont dépassé la barre de 60 %, en l'occurrence la DPI/Kongo-Central, la DPI/Kasaï-Oriental, la DPI/Province-orientale et la DUI-Kinshasa, avec des taux d'exécution respectifs de 79,86 %, 78,97 %, 74,52 % et 66,70 % ;

- Quatre (04) Services se situent-ils en deçà de la moitié de leurs assignations. Il s'agit des DPI Maniema, Bandundu, Kasaï occidental et Equateur, avec des taux d'exécution respectifs de 41,15 %, 35,72 %, 34,29 % et 31,32 %.

I.4.2.3. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts

Les recettes réalisées par la DGI à fin 2017, hors Pétroliers producteurs, se situent à 81,13 % des assignations budgétaires. Ce niveau d'exécution est consécutif notamment à :

- Un meilleur encadrement des contribuables avec un impact positif sur les recettes de l'IBP des Grandes et Moyennes entreprises avec un montant de **CDF 604 456 313 191,88** par rapport aux prévisions de **CDF 476 307 967 916,42** ainsi qu'au paiement des avances exceptionnelles effectué par les sociétés MUTANDA MINING et TENKE FUNGURUME MINING ;

- Une amélioration des recettes de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers suite à un paiement significatif effectué par la société MMG KINSEVERE au mois de juillet 2017.

Ces recettes se chiffrent à **CDF 65 016 631 770,04** contre les prévisions de **CDF 56 747 238 017,48** ;

- Une amélioration des recettes de l'impôt sur les prestations de services des non-résidents de **CDF 75 010 148 966,17** sur les prévisions de **CDF 62 146 305 877,12 ;**

- Une amélioration des recettes de l'IPR des expatriés, consécutive à l'effet inflationniste sur les rémunérations indexées des expatriés. Ces recettes s'élèvent à **CDF 119 706 675 668,51** contre les prévisions de **CDF 82 190 229 688,62**.

Toutefois, les faits ci-après peuvent justifier la non réalisation des prévisions des recettes assignées à la DGI pour l'année 2017 :

1. l'exécution partielle des mesures d'accompagnement du budget 2017 du fait de la promulgation tardive de la Loi de finances 2017, intervenue au mois de juin 2017, rendant ainsi inconfortable le recouvrement de certains impôts dont les échéances étaient déjà échues ;

2. Et les autres faits suivants :

a. En matière d'impôt sur les rémunérations des nationaux :

- La non retenue de l'IPR à charge des membres des institutions politiques nationales et provinciales, sur l'ensemble de leur assiette imposable (émoluments, salaires, primes, collations et autres avantages) ;

- L'interférence des autorités politiques ne permettant pas le recouvrement intégral des droits dus par les entreprises du portefeuille de l'Etat suite au reversement partiel de l'IPR ;

- La non application de la mesure portant fiscalisation effective des engagés locaux des Missions diplomatiques et représentations des Organismes internationaux en République Démocratique du Congo ;

- Le non reversement par la DGDA et la DGRAD de l'IPR retenu sur les rémunérations des fonctionnaires des Régies financières pendant quelques mois de l'année 2017:

b. En matière d'Impôt sur les Bénéfices et Profits des entreprises de petite taille :

- La promulgation de la Loi de finances 2017 en juin 2017 n'a pas permis de recouvrer efficacement cet impôt. En effet, les grandes échéances pour le paiement de cet impôt, à savoir les mois de janvier et avril, étaient déjà échues et aucun mécanisme n'a été prévu pour rétroagir ;

- La faible culture fiscale des entreprises de petite taille et le non aboutissement du processus de la création d'un guichet unique pour le paiement de l'IBP des micro-entreprises et de la patente perçue par les services provinciaux et entités administratives décentralisées.

c. En matière de TVA :

- La non facturation de la TVA sur les marchés publics financés par le Gouvernement Congolais ;

- L'octroi des exonérations dérogatoires en matière de TVA en marge des dispositions de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

- Le reversement partiel de la TVA nette collectée par les entreprises du Portefeuille de l'Etat ;

- La prise en charge de la fiscalité indirecte par le Gouvernement de la République, constituant un manque à gagner évalué à fin 2017 à **CDF 13 670 537 090,22** au niveau des grandes entreprises ;

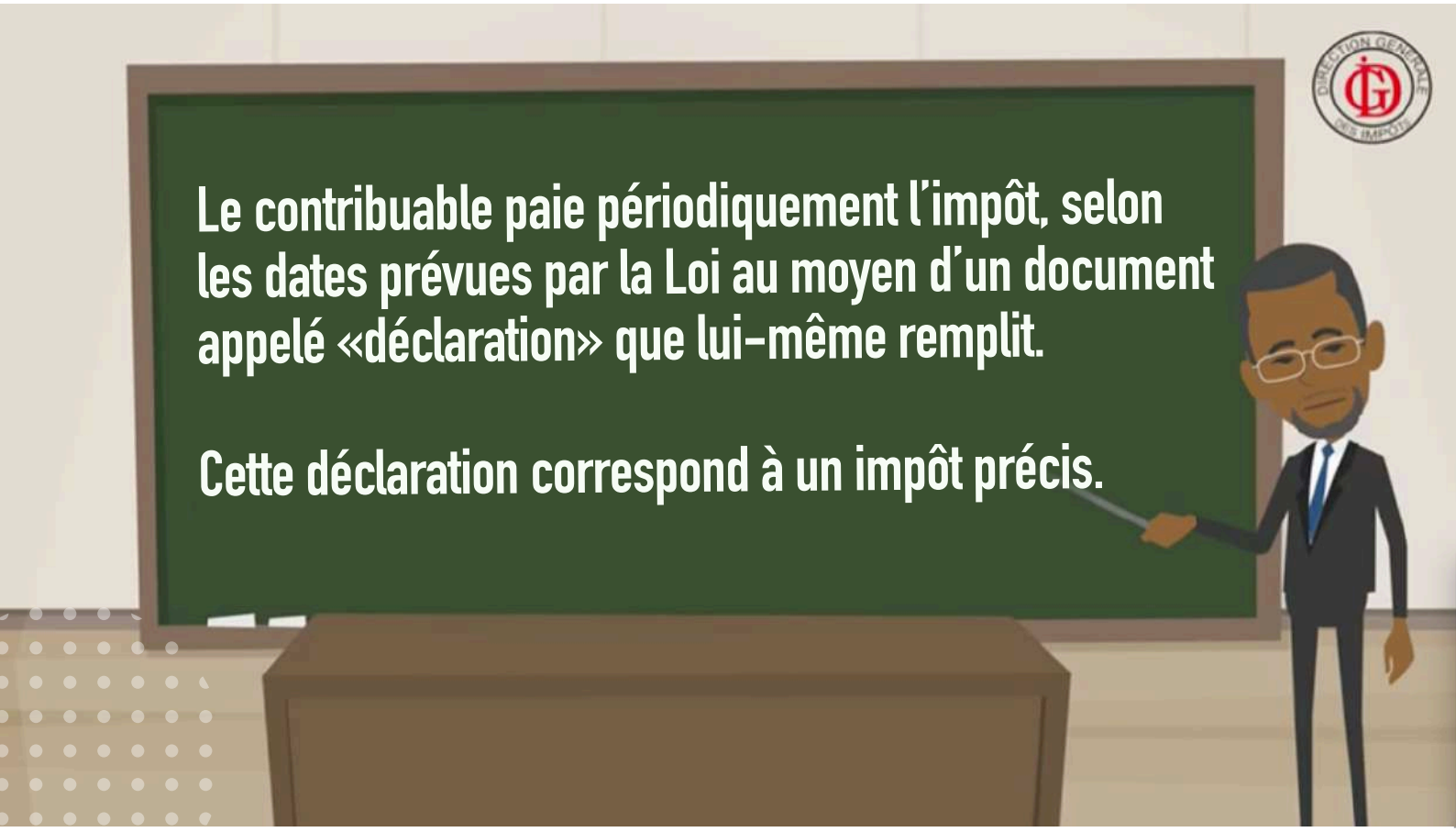
- La fraude fiscale inhérente au phénomène de vente sur le marché local des produits importés par les bénéficiaires d'exonérations (Missions Diplomatiques et Consulaires, entreprises exécutant des travaux de réhabilitation des infrastructures publiques, etc.).

Aussi, d'autres causes exogènes ont-elles annihilé l'effort de mobilisation des recettes, il s'agit notamment de :

1. Difficultés d'assurer la traçabilité de certains flux des marchandises mises en vente sur le marché national, sans manifestement avoir acquitté les droits d'entrée et la TVA au cordon douanier ;

2. Difficulté de faire aboutir les poursuites en recouvrement auprès des sociétés commerciales relevant du portefeuille de l'Etat, à la suite des créances nées des régularisations effectuées par les Services ;

3. Interférence de la justice dans les actions en recouvrement de créances fiscales dont le contentieux n'est pas en phase juridictionnelle.



I.4.3. Suivi des paiements issus des ressources naturelles

Les secteurs des ressources naturelles (Mines, Hydrocarbures et Forêts) ont contribué à hauteur de **CDF 968 559 013 967,05**. Par rapport aux recettes globales de la DGI de l'ordre de **CDF 2 270 835 069 155,96**, la participation du secteur des ressources naturelles atteint un taux de 42,65 %. Les détails de ces paiements, par nature d'impôt, se présentent comme suit :

NATURE D'IMPOT	SECTEURS			CUMUL
	MINES	HYDROCARBURES	FORÊTS	
IBP	438 411 668 761,44	74 388 893 800,95	326 336 911,50	513 126 899 473,89
IPPNR	17 545 707 665,95		0,00	17 545 707 665,95
IM	27 501 146 344,93		12 708 225,73	27 513 854 570,66
IPR/NATIONAUX	155 699 848 384,59	3 775 534 079,61	172 529 634,40	159 647 912 098,60
IPR/EXPATRIES	99 538 459 268,37	408 397 985,81	53 011 448,03	99 999 868 702,21
IERE	36 271 022 486,86		48 815 035,15	36 319 837 522,01
TVA	111 849 338 774,90		21 590 503,52	111 870 929 278,42
ICA/I	34 487 769,65		0,00	34 487 769,65
IMPRIMES	109 200,00		0,00	109 200,00
PENALITES	2 490 993 872,70	8 369 687,02	44 125,94	2 499 407 685,66
TOTAL	**889 342 782 529,39**	**78 581 195 553,39**	**635 035 884,27**	**968 559 013 967,05**
TAUX DE PARTICIPATION	**91,82%**	**8,11%**	**0,07%**	**100,00%**

I.4.4. Suivi des statistiques des Pétroliers producteurs

Les statistiques des Pétroliers producteurs se présentent, par entreprise, de la manière ci-dessous :

REPERTOIRE		PRODUCTION EN BARIL	EXPORTATION EN BARIL	VENTES EN USD	PAIEMENTS EFFECTUE EN CDF	PRIX MOYEN DU BARIL
ON SHORE	1. LIREX	1 539 116,65	1 449 000,00	77 882 753,00	17 710 457 286,52	53,11
	2. PERENCO-REP	1 846 943,35	1 748 000,00	94 447 061,00	19 099 949 323,61	53,11
TOTAL ON SHORE		3 386 060,00	3 197 000,00	172 329 814,00	36 810 406 610,13	
OFF SHORE	1. MIOC	2 074 746,50	1 947 215,00	04 503 604,12	19 560 866 450,58	53,99
	2. TEIKOKU	1 339 456,32	1 289 000,00	69 376 928,00	12 360 427 177,64	53,99
	3. CHEVRON	735 290,16	686 750,00	36 946 168,50	5 657 193 562,60	53,99
TOTAL OFF SHORE		4 149 492,98	3 922 965,00	210 826 700,62	37 578 487 190,82	
TOTAL GENERAL		7 535 552,98	7 119 965,00	383 156 514,62	74 388 893 800,95	

Le prix du baril pour la production du pétrole on shore s'est situé, pour l'année 2017, dans l'intervalle de **USD 48,00 à 62,00**, tandis que celui du pétrole off shore dans l'intervalle de **USD 44,81 à 63,94**.

Pour l'exercice 2017, contre les prévisions IBP des Pétroliers producteurs de **CDF 96 511 216 217,00**, les paiements y relatifs sont de **CDF 74 388 893 800,95**, ce qui représente un taux d'exécution de 77,08 %. Par rapport aux recettes enregistrées en 2016 de l'ordre de **CDF 35 539 576 747,36**, il se dégage un taux de progression de 109,31 % lié à la hausse du prix du baril.

I.4. 5. Situation de remboursements des crédits de TVA exprimés en 2017

LIBELLE	MONTANT (en CDF)
PREVISIONS DES DEMANDES DE REMBOURSEMENT	459 968 936 273,23
DEMANDES DE REMBOURSEMENT EXPRIMEES	468 117 475 074,16
REMBOURSEMENTS ACCORDES	116 615 553 549,74

NB : Aucune demande exprimée au cours de l'année 2017 n'a été remboursée. Par conséquent, le montant des remboursements accordés en 2017 de l'ordre de **CDF 116 615 553 549,74**, se rapportent aux demandes exprimées les années antérieures.

I.5. Missions d'assiette

I.5.1. Attribution du Numéro Impôt

Institué par Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003, le Numéro Impôt sert à l'identification des contribuables. Il est le seul identifiant de toute personne physique ou morale, redevable d'impôts et autres droits dus à l'Etat. Il répond au triple souci de :

- Maîtriser les répertoires généraux des contribuables et assujettis de tous les Services opérationnels ;
- Faciliter le recoupement d'informations à caractère fiscal entre différentes Administrations ;
- Elargir l'assiette fiscale.

A fin 2017, trois postes déconcentrés de saisie (DUI-KIN, DPI KATANGA et DPI KONGO CENTRAL) en réseau dont le serveur central est installé à l'Administration Centrale, ont été les seuls opérationnels contrairement à l'option levée jadis, qui consistait à la mise en service des postes déconcentrés de saisie des fiches d'identification des contribuables dans tous les chefs-lieux des provinces, dans le but d'accélérer l'attribution du Numéro Impôt.

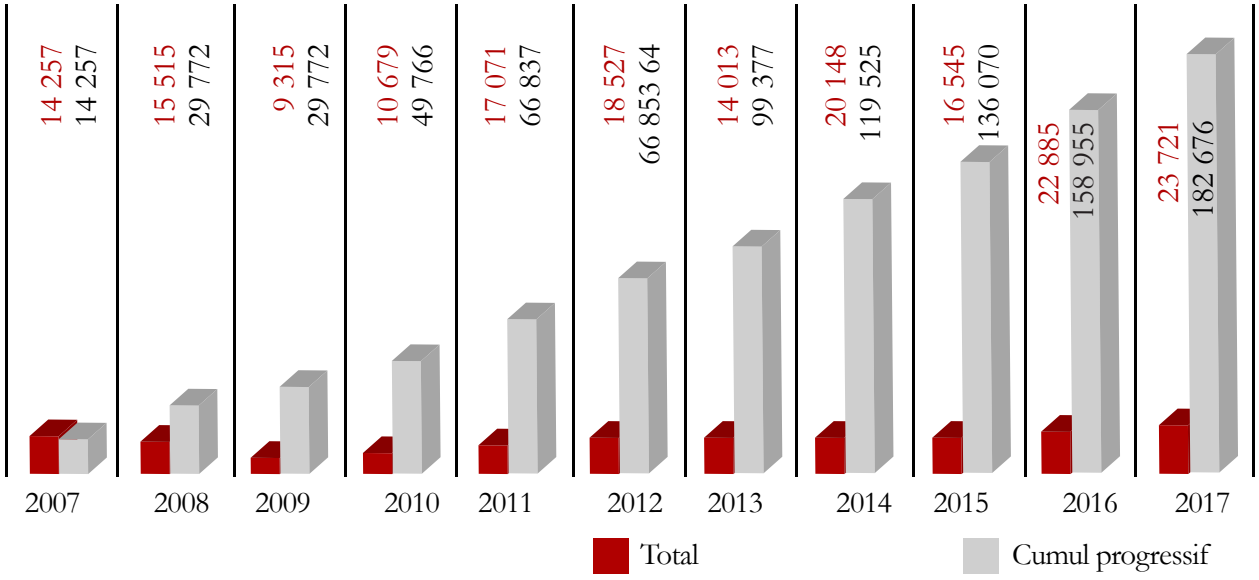
Les statistiques d'attribution du Numéro Impôt au cours de l'année 2017 se présentent de la manière suivante :

PP	PM	ASBL	TOTAL
20 028	2 952	741	23 721

Depuis le début de l'opération en 2007, l'attribution du Numéro Impôt a évolué jusqu' à fin 2017, de la manière ci-après :

ANNEE D'ATTRIB.	PP	PM	ASBL	TOTAL	CUMUL PROGRESSIF
2007	12 336	1 415	506	14 257	14 257
2008	13 905	1 103	507	15 515	29 772
2009	8 050	929	336	9 315	39 087
2010	9596	750	333	10 679	49 766
2011	15 100	1 072	899	17 071	66 837
2012	15 738	1 771	1 018	18 527	85364
2013	11 716	1 617	680	14 013	99 377
2014	17 519	2 052	577	20 148	119 525
2015	15 607	357	581	16 545	136 070
2016	19 245	2 923	717	22 885	158 955
2017	20 028	2 952	741	23 721	182 676

L'évolution de l'opération d'attribution du numéro impôt, de 2007 à 2017, est représentée graphiquement de la manière ci-dessous :



I.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires

I.5.2.1. Répertoires généraux des Services opérationnels

A fin 2017, les répertoires généraux des Services opérationnels se présentent comme suit :

STRUCTURE	SERVICES REFORMES					CIS	TOTAL GENERAL
	EN ACTIVITE	EN CESSATION D'ACTIVITE	SANS ACTIVITE	EN LIQUIDATION	TOTAL		
DGE	635	120	33	17	805		805
DUI-KINSHASA	3 831	1 266	4 078	1 156	10 331	15 380	25 711
DPI/BANDUNDU	254	5	28		287	1 620	1 907
DPI/KONGO-CENTRAL	532	337	51	5	925	2 754	3 679
DPI/EQUATEUR	181	101	2	4	288	1 801	2 089
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	225	150	11		386	1 061	1 447
DPI/KASAI-ORIENTAL	261	172	6	1	440	1 588	2 028
DPI/KATANGA	1 928	115	1 558	87	3 688	3 501	7 189
DPI/MANIEMA	128	85	32	1	246	2 292	2 538
DPI/NORD-KIVU	1 125	593	84		1 802	10 572	12 374
DPI/PROV. ORIENTALE	598	765	7	2	1 372	8 931	10 303
DPI/SUD-KIVU	845	928	12	3	1 788	3 859	5 647
TOTAL	**10 543**	**4 637**	**5 902**	**1 276**	**22 358**	**53 359**	**75 717**

I.5.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels par nature d'impôt

En fonction des assujettissements opérés partant de leurs répertoires généraux, les Services opérationnels ont confectionné des répertoires sectoriels par nature d'impôt en vue d'assurer le suivi du respect des obligations déclaratives (notamment la délivrance des récépissés de dépôt de déclaration, l'émission des mises en demeure de déclarer, la taxation d'office pour absence de déclaration à l'échéance). Le tableau ci-dessous en donne les détails :

STRUCTURE	SERVICES REFORMES					CIS	
	IBP/GRANDES ENTREPRISES	IBP/MOYENNES ENTREPRISES	IPR/NATIONAUX	IERE	TVA	IBP/PETITES ENTREPRISES	IBP/MICRO-ENTREPRISES
DGE	743		635		755		
DUI-KINSHASA		2 584	3 831		3 168	6 476	8 904
DPI/BANDUNDU		42	254	14	46	559	1 061
DPI/KONGO-CENTRAL		247	532	27	261	1 302	1 452
DPI/EQUATEUR		64	181	14	43	993	808
DPI/KASAI-OCCIDENTAL		89	225	26	71	720	341
DPI/KASAI-ORIENTAL		117	261	13	105	848	740
DPI/KATANGA		1 364	1 928		1 525	1 958	1 543
DPI/MANIEMA		55	128	13	54	825	1 467
DPI/NORD-KIVU		347	1 125	48	323	4 135	6 437
DPI/PROV. ORIENTALE		174	598	53	195	3 812	5 119
DPI/SUD-KIVU		371	845	36	358	1 925	1 934
TOTAL	**743**	**5 454**	**10 543**	**244**	**6 904**	**23 553**	**29 806**

I.5.3. Suivi des déclarations souscrites en 2017

Cette section reprend la situation des déclarations de l'IBP souscrites au 28 avril 2017 par les Grandes et Moyennes entreprises, les entreprises de petite taille (petites entreprises et micro-entreprises) ainsi que la situation des déclarations en matière de l'IPR, de l'IERE et de la TVA telles qu'illustrées dans les tableaux ci-dessous :

I.5.3.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises

La situation au 31 décembre 2017 des déclarations IBP 2017/2016 souscrites à l'échéance du 28 avril 2017 par les grandes et moyennes entreprises relevant des Services réformés se présente de la manière ci-après :

N°	SERVICES REFORMES	NBRE D'ASSUJETTIS	NBRE DECL. RENTREES	DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	MED DEPOSEES	DECL. SUITE AUX MED	DEF. CORRIGE	TAUX DE DEF. CORRIGE	CHIFFRE D'AFFAIRES DECLARE	BENEFICE DECLARE	PERTE DECLAREE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE DU	SOLDE PAYE	TROP VERSE	T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
																		Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur
1	DGE	743	565	178	24%	0	0	178	24%	17 550 060 710 598,00	661 857 964 931,00	3 487 791 181 544,00	316 300 558 967,00	256 984 993 764,00	123 518 534 966,00	91 959 595 076,00				6	35 669 102 101,00	75	4 518 466 129,00
2	DUIK/CDI KIN	2 584	1 714	870	34%	406	331	539	21%	772 918 153 568,00	31 827 805 107,00	133 455 325 037,00	13 936 739 763,00	5 469 576 193,00	5 729 238 689,00	5 729 238 689,00		143	2 512 739 970,00			27	1 423 894 470,00
3	DPIKAT/CDI L'SHI	1 364	584	780	69%		79	701	51%	588 617 844 007,00	26 280 786 438,00	98 261 222 454,00	11 950 578 162,00	5 667 946 744,00	4 891 069 565,00	4 883 025 711,00		178	1 585 744 007,00	92	265 324 792,00	19	264 741 288,00
4	DPINK/CDI GOMA	347	341	6	2%	6		6	2%	131 033 997 478,00	3 491 861 975,00	4 827 472 446,00	1 757 734 030,00	1 300 376 691,00	908 324 927,00			5	16 494 546,00				
5	DPIBC/CDI MATADI	247	123	124	50%	55	16	108	44%	21 819 788 512,00	1 579 245 500,00	14 684 460 943,00	562 710 514,00	431 037 205,00	66 699 661,00			23	155 784 242,00			14	26 829 728,24
6	SMM BANDUNDU	42	30	12	14%			12	29%	3 088 017 366,00	56 233 843,00	569 218 038,00	33 084 066,00	35 704 693,00	6 651 915,00								
7	SMM EQUATEUR	64	35	29	45%			29	45%	4 312 924 224,00	131 287 351,00	544 074 841,00	68 965 015,00	60 642 313,00		19 269 480,00		14	70 208 106,00			26	167 796 897,00
8	SMM KASAI OCC.	89	53	36	40%	31	2	34	38%	4 657 340 269,00	110 231 487,00	313 843 259,00	72 000 369,00	57 237 437,00	14 372 241,00			26	167 796 897,00				
9	SMM KASAI ORIENT.	117	94	23	20%	23	11	12	10%	90 107 121 383,00	2 717 816 656,00	15 981 424 921,00	990 062 552,00	339 440 964,00	540 439 443,00	540 439 443,00		5	10 083 209,00			3	10 284 120,00
10	SMM MANIEMA	55	47	8	15%	4	4	4	7%	19 521 785 480,00	149 601 562,00	15 259 743,00	123 141 983,00	153 911 258,00	28 144 867,00			4	20 142 261,00			14	683 087 665,00
11	SMM PROVINCE OR.	174	138	36	21%	36	17	19	11%	115 358 602 697,00	5 105 398 249,00	4 148 288 901,00	1 693 695 092,00	2 783 554 177,00	270 690 634,00	270 690 634,00		31	827 532 473,00			5	48 063 263,00
12	SMM SUD KIVU	371	191	180	49%	187		180	49%	308 146 495 434,00		4 683 194 225,00	422 833 015,00	375 298 816,00		83 899 693,00	40 670 967	20	606 929 319,00			140	1 687 954 828,00
	TOTAL	**6 197**	**3 915**	**2 282**	**37%**	**748**	**460**	**1 822**	**29%**	**19 609 642 781 016,00**	**733 308 233 099,00**	**3 765 274 966 352,00**	**347 912 103 528,00**	**273 659 720 255,00**	**135 974 166 908,00**	**103 486 158 726,00**	**40 670 967**	**449**	**5 973 455 030,00**	**98**	**35 934 426 893,00**	**323**	**8 831 118 388,24**

I.5.3.2. Situation des déclarations IBP des petites entreprises

A fin décembre 2017, la situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 28 avril 2017 par les Petites Entreprises relevant des services non réformés est indiquée dans le tableau suivant :

SERVICE	NBRE ASSUJETTIS	NBRE DECL. RENTREES	DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAIL.	MED	CA DECLARE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	IBP PAYE	T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
										NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DUI-KIN	6 476	2 036	4 440	69%		45 217 686 540,00	565 834 498,00	313 192 452,00	268 276 947,00						
DPI KATANGA	1 958	991	967	49%		18 781 138 719,00	195 978 458,00	84 038 706,00	1 585 666,00						
DPI NORD KIVU	4 135	1 860	2 275	55%				256 912 652,52	126 995 656,79						
DPI KONGO CENTRAL	1 302	692	610	47%		9 325 617 350,00	105 072 233,00	63 945 480,00	105 072 231,00						
DPI BDD	559	328	231	41%	156	5 949 947 163,00	76 288 407,00	35 391 733,00	35 391 733,00	5	434 800,00				
DPI EQUATEUR	993	833	160	16%		6 006 188 166,00	60 461 881,00		23 184 833,00						
DPI KASAI OCC.	720	394	326	45%		6 127 324 039,00	23 932 859,00	30 243 587,00	15 287 883,00						
DPI KASAI OR.	848	437	411	48%	411	11 543 699 434,00	72 093 360,00	48 068 246,00	120 161 606,00	411	64 738 060,00			411	64 738 060,00
DPI MANIEMA	825	482	343	42%		5 551 736 600,00	57 719 126,00	35 631 476,00	21 115 140,00						
DPI PROVINCE OR.	3 812	2 039	1 773	47%		32 236 639 179,00	422 472 936,00	265 575,00							
DPI SUD KIVU	1 925	253	1 672	87%		28 585 650 344,00	486 391 558,00	44 260 188,00	143 542 859,00	72	696 212 644,00				
TOTAL	**23 553**	**10 345**	**13 208**	**56%**	**567**	**169 325 627 534,00**	**2 066 245 316,00**	**911 950 095,52**	**860 614 554,79**	**488**	**761 385 504,00**	**0**	**0**	**411**	**64 738 060,00**

I.5.3.3. Situation des déclarations des micro-entreprises

Au 31 décembre 2017, la situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 28 avril par le micro-entreprises relevant des services non réformés se présente comme suit :

SERVICE	NBRE ASSUJETTIS	NBRE DECL. RENTREES	DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAIL.	IMPOT GLOBAL	IBP PAYE	T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
							NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DUI KINSHASA	8 904	1 838	7 066	79%	445 200 000,00	90 853 464,00						
DPI KATANGA	1 543	655	888	58%	32 750 000,00	32 433 000,00						
DPI NORD-KIVU	6 437	3 691	2 746	43%		98 239 800,48						
DPI KONGO CENTRAL	1 452	659	793	55%	72 600 000,00	26 980 500,00						
DPI BANDUNDU	1 061	607	454	43%		62 939 690,00	5	312 500,00				
DPI EQUATEUR	808	189	619	77%	18 398 459,00	7 152 800,00						
DPI KASAI OCCIDENTAL	341	107	234	69%	17 050 000,00	4 340 000,00						
DPI KASAI ORIENTAL	740	328	412	56%		38 571 300,00	412	30 900 000,00			412	30 900 000,00
DPI MANIEMA	1 467	822	645	44%	1 787 286 400,00	41 100 000,00						
DPI PROVINCE OR.	5 119	935	4 184	82%	46 500 000,00	57 033 786,00						
DPI SUD KIVU	1 934											
TOTAL	**29 806**	**9 831**	**18 041**	**61%**	**2 419 784 859,00**	**459 644 340,48**	**417**	**31 212 500,00**	**0**	**0**	**412**	**30 900 000,00**

I.5.3.4. Situation des déclarations IPR

La situation des déclarations IPR communiquée par les Services réformés au cours de l'année 2017 se présente comme suit :

N°	Structures réformées	Nbre assujettis	Nbre déclarations	Nbre travailleurs	Masse salariale	Nbre déclarations payantes	Impôt déclaré	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Nbre MED expédiées	Nbre MED suivies des déclarations	Nbre travailleurs suite aux MED	Masse salariale suite aux MED	Impositions						Dossiers pris en charge	
														T.O		Régularisations		Total			
														Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1	DGE	635	6 273	829 249	2 534 113 866 374,29	5 031	516 017 163 012,43	1 242		1 462	337	674 798	399 129 701 502,38	44	4 932 205 218,31	34	100 001 972 999,56	78	104 934 178 217,87	71	111 060 038 450,89
2	DUIK/CDI KIN	3 831	32 347	25 858	131 376 834 026,00	24 100	30 905 592 372,00	8 247		3 547	19 092	16 807	84 281 954 679,00	950	3 216 878 066,50	132	992 954 985,61	1 082	4 209 833 052,11	871	3 503 919 330,25
3	DPIKAT/CDI L'SHI	1 928	15 498	21 035	99 455 232 229,79	8 833	23 304 573 974,71	6 665		2 193	1 898	1 831	4 756 894 538,00	703	4 529 700 166,65	289	10 899 505 940,94	992	15 429 206 107,59	658	4 346 617 980,31
4	DPINK/CDI GOMA	1 125	7 015	14 898	39 220 599 148,67		9 332 073 004,91	729	40	517	339	756	1 437 591 041,70	168	103 042 592,20	28	21 271 397,55	196	124 313 989,75	196	124 313 990,75
5	DPIBC/CDI MATADI	532	3 804	5 086	24 771 594 079,46	3 151	4 922 340 827,11	653		1 095	556	769	1 773 434 349,00	358	160 114 739,90			358	160 114 739,90	316	104 928 177,53
6	SMM BANDUNDU	254	1 189	915	1 497 973 072,45	969	217 671 411,77	220		89	18			73	14 967 794,14			73	14 967 794,14		
7	SMM EQUATEUR	181	1 502	3 852	5 554 074 946,30	1 185	788 183 859,66	306	11	91	113	485	277 125 095,45	234	90 631 349,28	1	151 125,00	235	90 782 474,28	235	90 782 477,53
8	SMM KASAI OCC.	225	1 826	1 694	3 291 696 928,00	1 446	772 945 931,87	380		1 069	446		744 646 594,04	392	99 606 069,40	3	795 267,00	395	100 401 336,40	249	60 471 231,70
9	SMM KASAI ORIENT.	261	1 567	1 810	3 491 564 629,38	1 314	789 990 073,83	253		201	138	113	159 380 991,00	29	6 257 548,92			29	6 257 548,92	23	5 757 608,92
10	SMM MANIEMA	128	1 267	671	1 427 951 698,56	953	264 889 700,94	310	4	82	41		144 784 120,66	45	11 451 882,10			45	11 451 882,10	46	11 728 262,10
11	SMM PROVINCE OR.	598	4 386	7 203	37 768 745 156,00	4 154	6 721 993 231,00	232		241	97	26	92 852 582,00	61	27 705 270,00	1	412 152,00	62	28 117 422,00	58	25 060 830,00
12	SMM SUD KIVU	845	5 594	8 335	40 259 182 482,92	5 077	5 549 285 173,50	517		786	592		1 086 180 829,00	149	378 977 747,05	228	383 170 522,32	377	762 148 269,37	84	172 226 149,55
	TOTAL	**10 543**	**82 268**	**920 606**	**2 922 229 314 771,82**	**56 213**	**599 586 702 573,73**	**19 754**	**55**	**11 373**	**23 667**	**695 585**	**493 884 546 322,23**	**3 206**	**13 571 538 444,45**	**716**	**112 300 234 389,98**	**3 922**	**125 871 772 834,43**	**2 807**	**119 505 844 489,53**

I.5.3.5. Situation des déclarations IERE

La situation des déclarations IERE souscrites auprès des Services réformés en 2017 est reprise dans le tableau ci- dessous :

N°	Structures réformées	Nbre assujettis	Nbre déclarations reçues	Nbre travailleurs	Masse salariale	Nbre déclarations payantes	Impôt déclaré	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonerées	Nbre MED expédiées	Nbre MED suivies des déclarations	Impositions						Dossiers pris en charge	
												T.O		Régularisations		Total			
												Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1	DGE																		
2	DUIK/CDI KIN																		
3	DPIKAT/CDI L'SHI																		
4	DPINK/CDI GOMA	48	569	85	2 067 486 524,00	569	416 443 397,00			1		1	918 000,00	3	3 036 034,00			4	3 954 034,00
5	DPIBC/CDI MATADI	27	258	69	2 538 071 158,68	258	663 811 062,77			8	46							1	499 573,00
6	SMM BANDUNDU	14	156	25	97 017 735,00	126	19 504 964,05			5		8	3 171 269,00						
7	SMM EQUATEUR	14	139		130 261 065,00	127	29 625 163,01	3	9					1	50 375,00			1	50 375,00
8	SMM KASAI OCC.	26	169	11	216 875 124,00	159	46 880 432,00	10		138	52	29	12 752 377,00	2	192 517,00			23	9 038 456,50
9	SMM KASAI ORIENT.	13	152	32	295 453 072,00	152	65 928 841,00			4	3							2	1 003 000,00
10	SMM MANIEMA	13	135	23	87 176 347,00	115	18 010 505,00	20		4	2	2	719 950,00					2	719 950,00
11	SMM PROVINCE OR.	53	444	255	14 692 698 273,00	441	1 667 329 095,00	3		4	3								
12	SMM SUD KIVU	36	167	52	174 141 023,00	167	39 186 294,00			13	8	2	1 333 341,00	10	13 066 574,00				
TOTAL		**244**	**2 189**	**552**	**20 299 180 321,68**	**2 114**	**2 966 719 753,83**	**36**	**9**	**177**	**114**	**42**	**18 894 937,00**	**16**	**16 345 500,00**			**33**	**15 265 388,50**

N.B : La DGE, les CDI KIN et LUBUMBASHI intègrent leurs données de l'IERE dans celles de l'IPR.

I.5.3.6. Situation des déclarations TVA

La situation des déclarations TVA souscrites en 2017 se présente comme suit :

N°	Structures réformées	Nbre assujettis	Nbre déclarations reçues	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Déclarations créditrices	Nbre déclarations payantes	Chiffre d'Affaires global déclaré	C.A. exonéré	C.A. hors champs	C.A. à 0%	C.A. imposable à 16%	TVA collectée	Total des déductions	TVA nette	Crédit TVA réportable	Nbre MED expédiées	Nbre MED suivies des déclarations	CA imposable à 16% pour les déclarations suite aux MED	Impositions						Dossiers pris en charge	
																				T.O		Régularisations		Total			
																				Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1	DGE	755	6 336	3 313			3 023	21 898 177 414 389,00	1 270 564 748 520,00	878 779 033 850,16	11 729 990 269 402,00	8 101 838 259 959,00	1 296 294 121 594,00	2 384 971 033 949,00	550 762 640 137,00	1 348 774 509 594,00	1 369	410	503 849 704 029,00	36	18 976 152 519,06	161	80 085 376 777,78	197	99 061 529 296,84	157	54 140 458 374,61
2	DUIK/CDI KIN	3 168	24 159	10 088	1 606		12 465	794 000 687 445,00	113 264 439 135,00	37 241 273 145,00	26 971 998 649,00	615 649 903 788,00	98 343 984 606,00	358 220 625 652,00	37 619 347 445,00	297 336 283 752,00	3 467	16 620	293 186 587 912,00	894	4 501 117 858,31	224	18 994 019 370,49	1 118	23 495 137 228,80	890	15 953 197 075,35
3	DPIKAT/CDI LSHI	1 525	13 978	9 136			4 842	1 263 694 148 004,97	187 122 354 664,73	1 327 172 673,54	123 048 455 854,03	933 847 007 095,71	149 151 356 842,76	570 803 203 777,10	62 558 531 468,24	447 229 951 787,93	1 475	1 415	3 122 652 540,64	711	13 049 947 347,49	421	27 167 764 673,14	1 132	40 217 712 020,63	816	30 408 452 184,31
4	DPINK/CDI GOMA	323	2 642				2 642	76 816 092 844,03	5 039 850 831,50	2 580 909 019,00		56 310 865 753,83	5 377 832 327,21	1 633 870 092,00	3 743 962 034,26	1 346 906 692,00	274	168	3 657 853,79	106	78 012 524,45	109	280 377 813,95	215	358 390 338,40	176	210 917 941,58
5	DPIBC/CDI MATADI	261	1 792	900			892	129 138 419 557,60	38 344 608 102,51	3 228 624 258,00	3 861 009 018,00	87 717 935 849,94	14 034 921 990,17	9 478 115 921,91	2 201 864 230,89	67 321 840 876,00	435	213	4 409 221 436,00	165	145 073 843,27			165	145 073 843,27	151	112 505 282,25
6	SMM BANDUNDU	46	509				167	3 057 913 715,30	428 901 868,42			2 419 727 140,75	315 361 819,54	444 085 783,02	32 617 953,60	998 591 195,25	8			12	2 167 766,00			12	2 167 766,00		
7	SMM EQUATEUR	43	346				346	1 809 726 765,62	22 250 000,00			1 791 276 765,62	286 585 602,42	181 183 517,90	111 455 045,02	56 516 925,78	3	4	22 352 251,00	98	20 669 864,44			98	20 669 864,44	92	19 543 726,32
8	SMM KASAI OCC.	71	413	168			245	2 177 875 445,00	1 637 494 316,19			649 274 524,81	147 561 042,79	81 424 903,48	89 367 517,69	285 297 560,00	436	180	462 276 890,75	153	198 942 685,58			153	198 942 685,58	122	144 313 564,34
9	SMM KASAI ORIENT.	105	756	59			697	35 118 157 974,73	31 578 487 831,03	1 090 500,00	269 829 301,69	3 284 536 341,81	502 001 931,28	148 398 793,00	377 446 062,39	55 373 879,00	42	25	17 820 000,00	3	4 927 999,65			3	4 927 999,65	3	4 927 999,65
10	SMM MANIEMA	54	582	219	26	81	256	4 167 491 790,95	125 654 099,00	4 884 000,00	2 948 385 241,00	1 090 267 196,95	162 416 027,81	4 002 556 388,04	51 732 824,77	102 917 221,00	23	21	59 607 896,00	3	311 080,00			3	311 080,00	2	311 080,00
11	SMM PROVINCE OR.	195	1 188	172	9		223	87 931 610 337,00	225 814 969,00		980 848 574,00	86 724 766 694,00	13 879 954 235,00	2 656 614 090,00	10 241 107 157,00		88	18	9 394 125,00	7	10 816 277,00			7	10 816 277,00	7	10 816 177,00
12	SMM SUD KIVU	358	2 590	244	151			26 887 319 604,51	1 179 069 539,89			25 765 262 015,76	4 103 033 634,73	2 674 761 597,63	1 523 309 430,98	14 605 790 134,11	888	325	1 237 408 095,25	38	173 978 478,13	82	733 718 263,20	120	907 696 741,33	17	53 388 863,92
	TOTAL	6 904	55 291	24 299	1 792	81	25 798	24 322 976 857 873,70	1 649 533 673 877,27	923 162 987 445,70	11 888 070 796 039,70	9 917 089 083 126,18	1 582 599 131 653,71	3 335 295 874 465,08	669 313 381 306,84	2 178 113 979 617,07	8 508	19 399	806 380 683 029,43	2 226	37 162 118 243,38	997	127 261 256 898,56	3 223	164 423 375 141,94	2 433	101 058 832 269,33

I.5.5. Mission de contrôle fiscal

L'Administration des Impôts a le pouvoir de vérifier, sur pièces et sur place, l'exactitude des déclarations de tous les impôts et autres droits dus par les redevables. Cette vérification se fait au 1er degré, elle peut également se faire au second degré.

S'agissant du contrôle fiscal au premier degré, la programmation se fait sur base de Notes de Service alignant les entreprises autorisées à être contrôlées sur place.

Ainsi, au terme de l'article 28 de l'Ordonnance-loi n° 13/005 du 23 février 2013 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, le contrôle fiscal peut être général ou ponctuel. Le contrôle est général s'il porte sur tous les impôts et taxes sur toute la période non prescrite. Il est ponctuel s'il consiste à la vérification d'un seul impôt sur une période inférieure à un exercice fiscal.

Aussi, la structure de contrôle-qualité, instituée par la Note de Service n° 01/0085/DGI/DG/MM/2011 du 8 juillet 2011, est-elle chargée de procéder à l'examen, en formulant des avis aux Services opérationnels avant notification au contribuable, des conclusions du contrôle sur place effectué, tant au premier qu'au second degrés. Ce contrôle-qualité s'effectue uniquement sur les dossiers fiscaux repris sur une liste arrêtée par le Directeur Général. Il concerne essentiellement quelques dossiers fiscaux à fort enjeux.

Par ailleurs, dans les conditions fixées par l'article 45 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Inspection des Services de la DGI peut procéder à une nouvelle vérification fiscale au second degré.

I.5.5.1. Le contrôle fiscal au premier degré

I.5.5.1.1 Programmation du contrôle sur place

A la clôture de l'année 2017, la situation de programmation des missions de contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2017, revenus de 2016, se présente comme suit :

SERVICE	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES AU 29/04/2017	DOSSIERS PROPOSES AU CONTRÔLE	DOSSIERS AUTORISES A ETRE PROGRAMMES			DOSSIERS PROGRAMMES			TAUX DE PROGRAM.
			NORMAL	CONTRÔLE QUALITE	TOTAL	NORMAL	CONTRÔLE QUALITE	TOTAL	
DGE	565	449	429	20	449	360	15	375	83,52%
CDIKIN	2 045	841	789	8	797	167	8	175	21,96%
CDI- LUBUMBASHI	653	501	463	12	475	471		471	99,16%
CDI-GOMA	341	218	209		209	209		209	100,00%
CDI-MATADI	139	142	136		136	130		130	95,59%
SMM BANDUNDU	30	28	28		28	28		28	100,00%
SMM EQUATEUR	35	35	35		35	21		21	60,00%
SMM KASAI-OCCID.	55	45	44		44	44		44	100,00%
SMM KASAI-ORIENT.	105	87	87		87	87		87	100,00%
SMM MANIEMA	51	38	38		38	38		38	100,00%
SMM PROVINCEOR.	155	132	126		126	125		125	99,21%
SMM SUD-KIVU	191	173	173		173	173		173	100,00%
TOTAL	**4 365**	**2 689**	**2 557**	**40**	**2 597**	**1 853**	**23**	**1 876**	**72,24%**

I.5.5.1.2. Résultats du contrôle sur place

a. Vérification polyvalente

Les détails des résultats des travaux de vérification polyvalente concernant l'exercice 2017, revenus 2016 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES								DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS RECOUVRES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL								
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	185	118 500 627 812			4	189	118 500 627 812	53%	147	38 282 563 055	9	76 421 837 644	114	24 559 243 398
CDIKIN	150	3 698 138 648				150	3 698 138 648	90%	147	2 762 125 572	2	706 590 724	104	1 427 958 092
CDI- L'SHI	237	15 372 552 613			5	242	15 372 552 613	51%	189	5 694 511 280	33	6 394 277 296	146	3 229 470 999
CDI-GOMA	194	568 629 371	4	11 521 653	9	207	580 151 024	99%	198	580 151 024	2	11 205 683	151	417 192 319
CDI-MATADI	106	405 001 429			8	114	405 001 429	88%	93	304 372 206	6	34 251 933	41	48 396 561
SMM BDD	16	44 923 019				16	44 923 019	57%	11	22 754 485	7	13 668 507	14	19 024 775
SMM EQUATEUR	18	28 805 197				18	28 805 197	86%	18	28 805 197				
SMM KASAI-OCC.	45	67 154 651				45	67 154 651	98%	38	52 043 815			32	19 052 513
SMM KASAI-OR.	45	42 581 297	1	489 034	4	50	43 070 331	57%	42	49 666 123			32	17 041 972
SMM MANIEMA	35	138 189 991				35	138 189 991	92%	33	110 468 903			46	82 234 223
SMM PROV.OR.	111	1 968 320 145	1	30 256 000		112	1 998 576 145	90%	98	1 953 032 561			35	489 541 405
SMM SUD-KIVU	61	500 389 941	1	26 411 030		62	526 800 971	36%	42	176 370 439	9	293 567 993	44	89 825 598
TOTAL	**1 203**	**141 335 314 114**	**7**	**68 677 717**	**30**	**1 210**	**141 403 991 831**	**65%**	**1 056**	**50 016 864 660**	**68**	**83 875 399 780**	**759**	**30 398 981 855**

Concernant le rappel en 2017 des revenus de 2015, la situation se présente dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES								DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS RECOUVRES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL								
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	94	111 250 703 104	1	321 669 955	4	99	111 572 373 059		117	67 129 193 213	5	34 482 591 683	158	45 077 918 811
CDI-KINSHASA	173	14 843 138 274	2	406 674 399		175	15 249 812 673		165	13 059 469 079	4	3 106 308 535	92	3 519 050 356
CDI- L'SHI	132	9 994 989 239	4	151 158 330	39	175	10 146 147 569		184	5 103 480 281	32	7 015 719 189	183	2 354 433 883
CDI-GOMA	23	181 392 079	2	26 939 726		25	208 331 805		8	97 701 995			12	112 314 865
CDI-MATADI	14	33 298 229			3	17	33 298 229		33	133 372 024	2	3 177 900	57	52 609 078
SMM BDD	3	12 541 686			2	5	12 541 686						7	26 259 867
SMM EQUATEUR														
SMM KASAI-OCC.														
SMM KASAI-OR.	33	8 541 770 203			5	38	8 541 770 203		31	45 088 255	1	8 496 890 225	40	19 640 313
SMM MANIEMA													33	12 741 000
SMM PROV.OR.	6	2 122 227 969				6	2 122 227 969		13	2 468 085 495	2	2 857 059 466	37	217 870 769
SMM SUD-KIVU	27	325 419 560				27	325 419 560		56	469 164 711	12	253 308 296	48	111 800 984
TOTAL	**505**	**147 305 480 343**	**9**	**906 442 410**	**53**	**514**	**148 211 922 753**		**607**	**88 505 555 053**	**58**	**56 215 055 294**	**667**	**51 504 639 926**

Le cumul des résultats de contrôle polyvalent réalisés en 2017, concernant les revenus de 2016 et 2015 se présente de la manière ci-dessous :

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES								DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS RECOUVRES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL								
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	279	229 751 330 916	1	321 669 955	8	288	230 073 000 871	77%	264	105 411 756 268	14	110 904 429 327	272	69 637 162 209
CDI-KINSHASA	323	18 541 276 922	2	406 674 399		325	18 947 951 321	186%	312	15 821 594 651	6	3 812 899 259	196	4 947 008 448
CDI- L'SHI	369	25 367 541 852	4	151 158 330	44	417	25 518 700 182	89%	373	10 797 991 561	65	13 409 996 485	329	5 583 904 882
CDI-GOMA	217	750 021 450	6	38 461 379	9	232	788 482 829	111%	206	677 853 019	2	11 205 683	163	529 507 184
CDI-MATADI	120	438 299 658			11	131	438 299 658	101%	126	437 744 230	8	37 429 833	98	101 005 639
SMM BDD	19	57 464 705			2	21	57 464 705	75%	11	22 754 485	7	13 668 507	21	45 284 642
SMM EQUATEUR	18	28 805 197				18	28 805 197	86%	18	28 805 197				
SMM KASAI-OCC.	45	67 154 651				45	67 154 651	98%	38	52 043 815			32	19 052 513
SMM KASAI-OR.	78	8 584 351 500	1	489 034	9	88	8 584 840 534	101%	73	94 754 378	1	8 496 890 225	72	36 682 285
SMM MANIEMA	35	138 189 991				35	138 189 991	92%	33	110 468 903			79	94 975 223
SMM PROV.OR.	117	4 090 548 114	1	30 256 000		118	4 120 804 114	94%	111	4 421 118 056	2	2 857 059 466	72	707 412 174
SMM SUD-KIVU	88	825 809 501	1	26 411 030		89	852 220 531	51%	98	645 535 150	21	546 876 289	92	201 626 582
TOTAL	**1 708**	**288 640 794 457**	**16**	**975 120 127**	**83**	**1 724**	**289 615 914 584**	**92%**	**1 663**	**138 522 419 713**	**126**	**140 090 455 074**	**1 426**	**81 903 621 781**

Le tableau ci-avant révèle qu'au 31 décembre 2017, 1 724 dossiers soumis au contrôle polyvalent ont été clôturés pour un montant total de **CDF 289 615 914 584,00** dont :

- 1 708 dossiers clôturés par redressement pour un montant de **CDF 288 640 794 457,00** ;
- 16 dossiers clôturés par taxation d'office pour un montant de **CDF 975 120 127,00** ;
- 83 autres dossiers clôturés par un non-lieu.

b. Contrôle-qualité

A fin 2017, les résultats du contrôle-qualité, du reste déjà inclus dans la situation récapitulative des résultats de contrôle polyvalent, se présentent, à titre illustratif, de la manière ci-dessous :

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES			DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS RECOUVRES	
	NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	3	1 526 737 818	20%	2	461 717 369			1	146 313 354
CDI-KINSHASA	2	99 042 468	25%	1	25 287 810			1	25 287 810
TOTAL	**5**	**1 625 780 286**	**22%**	**3**	**487 005 179**	**0**	**0**	**2**	**171 601 164**

c. Contrôle ponctuel

Le tableau ci-dessous présente les résultats du contrôle ponctuel à fin 2017 :

STRUCTURE	DOSSIERS CLOTURES							DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS RECOUVRES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL							
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	37	37 180 893 455	15	956 399 845		52	38 137 293 300	32	70 561 789 905	26	2 420 640 370		
CDI-KINSHASA	12	9 831 878 916				12	9 831 878 916	8	441 244 954	5	3 600 683 615	6	7 164 660
CDI- L'SHI	30	5 023 277 940	1	175 277 611	61	92	5 198 555 551	24	4 130 544 712			12	512 407 896
CDI-GOMA	180	259 252 834	9	16 448 297	47	236	275 701 131	134	377 463 572			22	53 735 631
CDI-MATADI	62	156 743 332	2	12 003 764	13	77	168 747 096	81	276 939 006	4	18 195 675	46	53 291 765
SMM KASAI-OCC.	8	8 572 813				8	8 572 813	13	77 687 347			4	522 554
SMM SUD-KIVU	16	17 591 818				16	17 591 818	14	51 346 387	7	14 487 829	8	6 547 489
TOTAL	**345**	**52 478 211 108**	**27**	**1 160 129 517**	**121**	**372**	**53 638 340 625**	**306**	**75 917 015 883**	**42**	**6 054 007 489**	**98**	**633 669 995**

d. Cumul des résultats de contrôle fiscal

A fin 2017, le cumul des résultats des travaux de contrôle fiscal (vérification polyvalente et contrôle ponctuel) ont donné lieu aux détails ci-dessous :

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES							DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS RECOUVRES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL							
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	316	266 932 224 371	16	1 278 069 800	4	336	268 210 294 171	296	175 973 546 173	40	113 325 069 697	272	69 637 162 209
CDI-KINSHASA	335	28 373 155 838	2	406 674 399		337	28 779 830 237	320	16 262 839 605	11	7 413 582 874	202	4 954 173 108
CDI- L'SHI	399	30 390 819 792	5	326 435 941	66	470	30 717 255 733	397	14 928 536 273	65	13 409 996 485	341	6 096 312 778
CDI-GOMA	397	1 009 274 284	15	54 909 676	56	468	1 064 183 960	340	1 055 316 591	2	11 205 683	185	583 242 815
CDI-MATADI	182	595 042 990	2	12 003 764	21	205	607 046 754	207	714 683 236	12	55 625 508	144	154 297 404
SMM BDD	19	57 464 705				19	57 464 705	11	22 754 485	7	13 668 507	21	45 284 642
SMM EQUATEUR	18	28 805 197				18	28 805 197	18	28 805 197				
SMM KASAI-OCC.	53	75 727 464				53	75 727 464	51	129 731 162			36	19 575 067
SMM KASAI-OR.	78	8 584 351 500	1	489 034	4	83	8 584 840 534	73	94 754 378	1	8 496 890 225	72	36 682 285
SMM MANIEMA	35	138 189 991				35	138 189 991	33	110 468 903			79	94 975 223
SMM PROV.OR.	117	4 090 548 114	1	30 256 000		118	4 120 804 114	111	4 421 118 056	2	2 857 059 466	72	707 412 174
SMM SUD-KIVU	104	843 401 319	1	26 411 030		105	869 812 349	112	696 881 537	28	561 364 118	100	208 174 071
TOTAL	2 053	341 119 005 565	43	2 135 249 644	151	2 096	343 254 255 209	1 969	214 439 435 596	168	146 144 462 563	1 524	82 537 291 776

Le tableau ci-avant renseigne que :

- 2 096 dossiers ont été clôturés pour un montant total de **CDF 343 254 255 209** ;
- 1 969 dossiers ont été pris en charge pour un montant de **CDF 214 439 435 596** dont 1 524 dossiers recouvrés pour un montant de **CDF 82 537 291 776** ;
- 168 dossiers sont en procédure contradictoire pour un montant de **CDF 146 144 462 563**.

I.5.5.1.3. Participation des travaux d'assiette dans les recettes

La participation des travaux d'assiette (contrôle polyvalent au premier degré et contrôle ponctuel) dans les recettes de l'année 2017 se présente comme suit :

CENTRE DE PERCEPTION	RECETTES COMPTABILISEES	SUPPLEMENTS RECOUVRES	TAUX DE PARTICIP.
DGE	1 884 487 021 430,19	69 637 162 209,00	3,70%
DUI-KINSHASA	102 017 318 985,54	4 954 173 108,00	4,86%
DPI/BANDUNDU	1 111 611 459,64	45 284 642,00	4,07%
DPI/KONGO-CENTRAL	13 764 787 867,78	154 297 404,00	1,12%
DPI/EQUATEUR	1 224 692 490,97		
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	910 318 918,25	19 575 067,00	2,15%
DPI/KASAI-ORIENTAL	3 660 514 474,11	36 682 285,00	1,00%
DPI/KATANGA	128 237 758 566,68	6 096 312 778,00	4,75%
DPI/MANIEMA	1 271 071 388,80	94 975 223,00	7,47%
DPI/NORD-KIVU	20 136 262 567,51	583 242 815,00	2,90%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	27 910 413 337,09	707 412 174,00	2,53%
DPI/ SUD-KIVU	11 714 403 868,45	208 174 071,00	1,78%
TOTAL	**2 196 446 175 355,01**	**82 537 291 776,00**	**3,76%**

Du tableau ci-dessus, il s'observe que la participation de travaux de contrôle fiscal dans l'ensemble des recettes réalisées en 2017 de l'ordre de **CDF 2 196 446 175 355,01** est évaluée à **3,76 %.** En d'autres termes, si l'on déduit les suppléments d'impôts recouvrés de **CDF 82 537 291 776,00,** celui issu des déclarations autoliquidatives sera de **CDF 2 113 908 883 579,01**, représentant **96,24 %** de ces réalisations.

Par rapport à l'année 2016 où la participation de l'ensemble des suppléments d'impôts était de l'ordre de **CDF 130 050 735 426,** il se dégage un écart négatif de **CDF 47 513 443 650,00** soit un taux de régression de **36,53 %.**

I.5.5.2. Le contrôle fiscal au second degré

Les résultats de la contre-vérification fiscale présentés ci-dessous concernent les suppléments d'impôt issus des ordres de mission signés en 2017 et clôturés au cours de la même année.

Ainsi, l'Inspection des Services a, au cours de l'année 2017, contre vérifié 37 dossiers pour un montant définitif de **CDF 35 807 902 804,06** et **USD 18 567 760,27**. Comparé à l'année 2016 où le total notifié était de **CDF 31 173 162 115,81** et **USD 9 875 284,98,** il s'observe un écart positif de **CDF 4 634 740 688,25** et de **8 692 475,29 USD.**

IMPOSITIONS	EN CDF			EN USD		
	TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
INITIALES	31 724 460 893,73	17 629 143 197,33 49	353 604 091,06	89 996 521,72	47 078 177,33	137 074 699,05
ABANDONNEES	6 719 642 870,36	6 826 058 416,64 13	545 701 287,00	77 439 437,89	41 067 500,89	118 506 938,78
DEFINITIVES	**25 004 818 023,37**	**10 803 084 780,69 35**	**807 902 804,06**	**12 557 083,83**	**6 010 676,44**	**18 567 760,27**

I.6. Missions de recouvrement

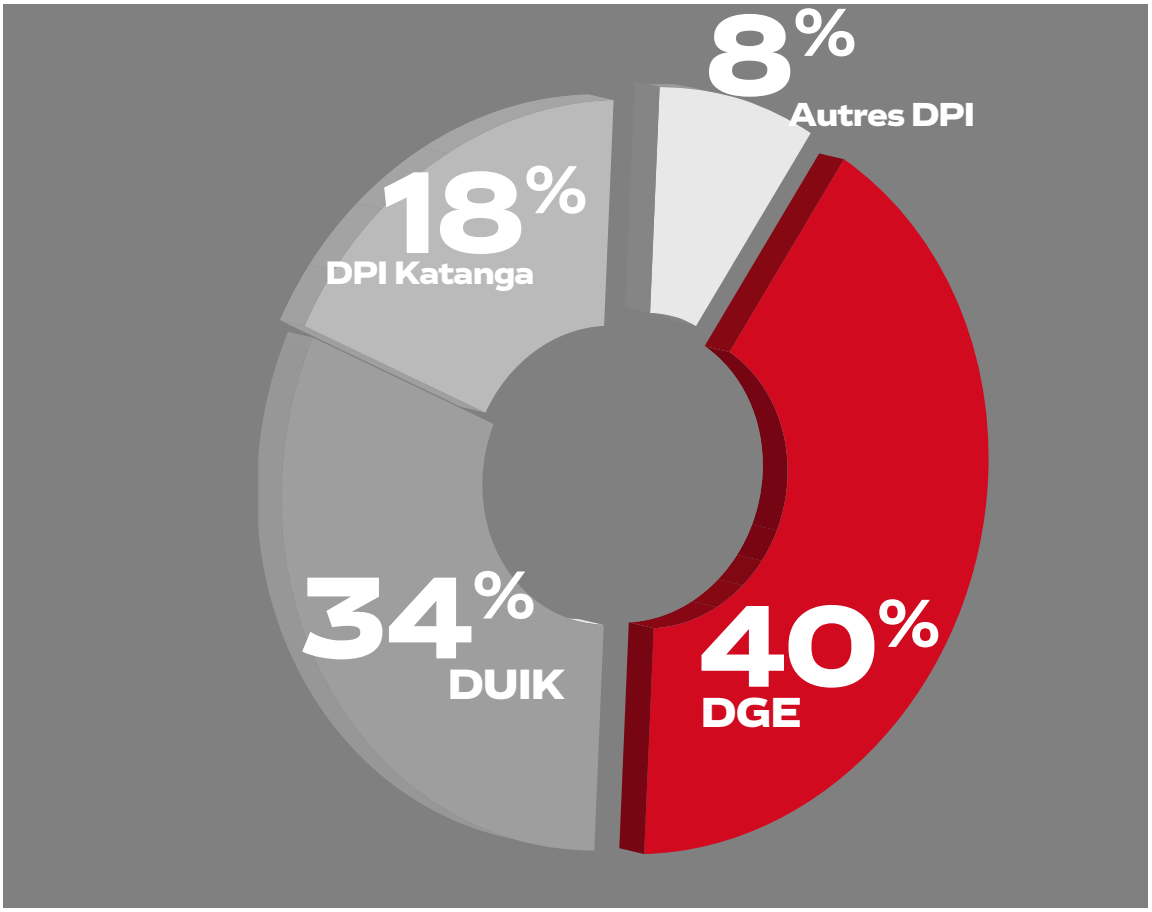
- Situation du solde débiteur

Le solde débiteur de la DGI est constitué essentiellement des restes à payer des entreprises commerciales du portefeuille de l'Etat au titre d'IPR, de TVA et d'ICA/I, du solde antérieur à la création de la DGE et de la prise en charge des redressements, régularisations et autres taxations d'office opérés.

La situation du solde débiteur, par degré de solvabilité, à fin 2017 se présente comme suit :

STRUCTURE	SOLDE SANS PROBLEME	SOLDE A PROBLEME	SOLDE EN SURSIS DE PAIEMENT	SOLDE EN ATTENTE D'APUREMENT	SOLDE GENERAL
DGE	96 588 388 052,68			91 865 413 929,10	188 453 801 981,78
DUI-KINSHASA	54 595 381 151,00	90 360 113 431,00	17 287 171 629,00	36 000 276 625,00	198 242 942 836,00
DPI BANDUNDU	23 687 842,00	483 145 726,29	8 311 613,00		515 145 181,29
DPI KONGO CENTRAL	1 001 624 331,00	4 966 672 922,00	49 440 303,00	774 344 326,00	6 792 081 882,00
DPI EQUATEUR	137 363 305,78	751 639 733,93	9 678 550,11	9 733 183,30	908 414 773,12
DPI KASAI OCCIDENTAL	15 746 675,00	417 856 190,00	279 271 321,00		712 874 186,00
DPI KASAI ORIENTAL	8 856 483,00	3 279 420 832,00			3 288 277 315,00
DPI KATANGA	13 966 931 139,44	159 970 657 081,32	5 239 218 077,67	2 465 339 595,75	181 642 145 894,18
DPI MANIEMA	81 558 697,51	388 706 899,12	3 780 229,99		474 045 826,62
DPI NORD KIVU	781 107 538,30	21 096 619 510,47	11 369 722,89		21 889 096 771,66
DPI PROVINCE ORIENTALE	2 308 240 744,00	13 639 551 678,00	974 216 192,00	456 934 895,00	17 378 943 509,00
DPI SUD KIVU	74 575 170,00	609 394 505,09	627 226 660,80	272 803 191,31	1 583 999 527,20
TOTAL	**169 583 461 129,71**	**295 963 778 509,22**	**24 489 684 299,46**	**131 844 845 745,46**	**621 881 769 683,85**

La répartition en pourcentage, par Service gestionnaire, de ce solde débiteur se présente comme suit :
répartition du solde débiteur général par service gestionnaire



I.7. Suivi des exonerations et autres allègements fiscaux

Conformément à l'article 174 de la Constitution, il est prévu des exemptions, exonérations et allègements fiscaux, repris dans le Code des Impôts, Code des Investissements, Code minier et autres textes législatifs particuliers.

Des dispositions dérogatoires à la législation fiscale de droit commun s'expriment en termes d'exonérations, de réductions de taux ou de taux préférentiels de perception d'impôt et de la prise en charge de la fiscalité indirecte par l'Etat.

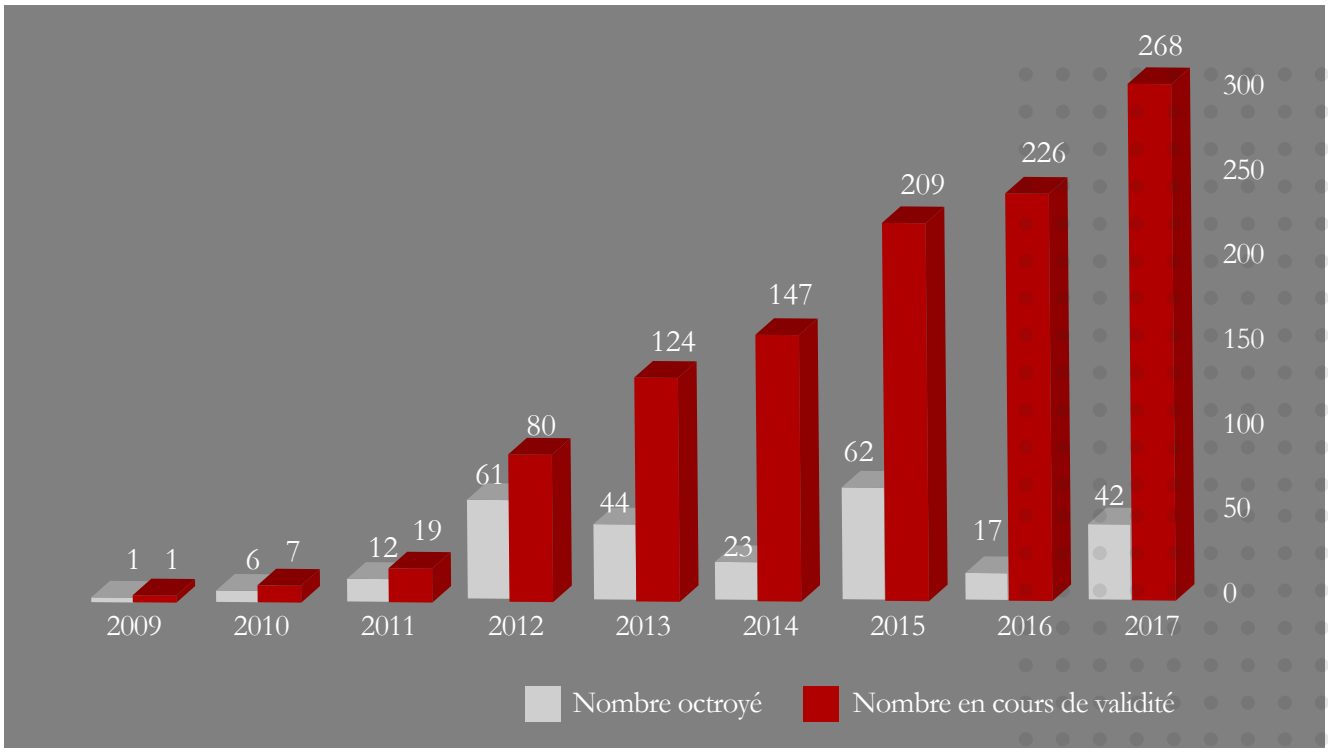
Par ces mesures dérogatoires, le Gouvernement poursuit le développement de certains secteurs d'activités (agricole, minier etc.) principalement ceux porteurs de croissance économique du pays. Néanmoins, ces mesures dérogatoires représentent un enjeu budgétaire important, leurs effets sur le budget de l'Etat est comparable à celui des dépenses publiques, car elles occasionnent des pertes des recettes pour l'Etat.

I.7.1. Exonérations suivant code des investissements

En vertu du Code des Investissements, les exonérations accordées par les Arrêtés Interministériels des Ministres des Finances et du Plan au cours de l'année 2017 ont concerné 42 entreprises. A la clôture de l'année, la situation des exonérations en cours de validité est reprise dans le tableau ci-après :

ANNEE D'OCTROI	NOMBRE OCTROYE	CUMUL
2009	1	1
2010	6	7
2011	12	19
2012	61	80
2013	44	124
2014	23	147
2015	62	209
2016	17	226
2017	42	268

L'évolution du repertoire des entreprises agréées au régime général du code des Investissements peut également être retracé par le graphique ci-après :



I.7.2. Dépense fiscale résultant des exonérations en cours de validité en 2017

Au cours de l'année 2017, les exonérations accordées à certaines entreprises ont occasionné un manque à gagner de **CDF 319 147 456 421,96**, tel que ventilé dans le tableau suivant :

NATURE D'IMPOT	BASE IMPOSABLE / CHIFFRE D'AFFAIRES	MANQUE A GAGNER (EN CDF)
I. Code des Investissements		
IBP (Impôt sur les Bénéfices et Profits)	17 050 389 327,43	11 882 677 889,03
S/TOTAL (1)	**17 050 389 327,43**	**11 882 677 889,03**
II. Taxe sur la Valeur Ajoutée		
Exonérations TVA	1 341 436 949 382,89	214 629 911 901,26
Marchés Publics à financement extérieur (prise en charge de la fiscalité indirecte)	81 909 222 962,83	13 670 537 090,22
S/TOTAL (2)	**1 423 346 172 345,72**	**228 300 448 991,48**
III. Code Minier		
IBP (Impôts sur les Bénéfices et Profits) soit une réduction de 5% par rapport au taux de droit commun qui est de 35%	388 824 722 430,06	27 504 532 087,27
IM (Impôt Mobilier) au taux de 10%, soit une réduction par rapport au droit commun	37 045 136 225,27	3 704 513 622,52
IERE (Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés) au taux de 10%, soit une réduction par rapport au droit commun	318 368 558 874,69	47 755 283 831,66
S/TOTAL (3)	**744 238 417 530,02**	**78 964 329 541,45**
TOTAL GENERAL		**319 147 456 421,96**

Ce manque à gagner, s'il était effectivement taxé et ajouté aux recettes réalisées par la DGI au cours de l'année 2017, hors Pétroliers producteurs, de **CDF 2 270 835 069 155,96**, porterait ces réalisations à hauteur de **CDF 2 589 982 525 577,92**.

Hôtel du Gouvernement

I.8. Mission de traitement du contentieux fiscal

Conformément à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, les réclamations des contribuables doivent être instruites d'abord par l'Administration des Impôts et, en cas d'insatisfaction du réclamant, par la Cour d'Appel territorialement compétente.

I.8.1. Situation du contentieux d'assiette

Pendant l'année 2017, l'Administration Fiscale a géré 2 224 réclamations pour un montant de **CDF 1 288 754 743 645,11** dont 1 010 réclamations pour un montant de **CDF 892 282 564 359,00** en 2017 et 1 214 réclamations pour un montant de **CDF 396 472 179 286,11** représentant le solde reporté de 2016.

I.8.1.1. Contentieux en phase administrative

La situation des réclamations reçues, traitées ainsi que des décisions y relatives se présente comme suit :

LIBELLE	NOMBRE	MONTANT
Réclamations en traitement au début de l'année	1 214	396 472 179 286,11
Réclamations reçues au cours de l'année	1 010	892 282 564 359,00
Réclamations traitées au cours de l'année	754	311 897 188 563,97
Rejets	161	62 827 050 223,11
Dégrèvement total	378	144 431 768 587,33
Dégrèvement partiel	215	69 457 613 496,13
Restes à recouvrer résultant des dégrèvements partiels		35 180 756 257,40
Dossiers en traitement à fin 2017	1 470	976 857 555 081,14

I.8.1.2. Contentieux en phase juridictionnelle

A fin 2017, 70 recours ont été gérés en phase juridictionnelle dont 24 jugements rendus et 46 dossiers sont restés en cours.

LIBELLE	NOMBRE
Recours gérés en 2017	70
Jugements rendus	24
Affaires en cours à fin 2017	46

Par juridiction, la situation se présente comme suit :

Nature / Juridiction	Recours gérés en 2017	Jugements rendus	Affaires en cours à fin 2017
Tribunal de Commerce	1		1
Tribunal de Grande Instance	56	21	35
Cour d'Appel	12	3	9
Cour Suprême de Justice	1		1
Total	**70**	**24**	**46**

Il sied de relever que des vingt-quatre (24) décisions rendues par les Cours et Tribunaux, deux (02) seulement les sont en faveur de la RDC/DGI et les vingt-deux (22) autres en défaveur de la République.

I.8.2. Situation du contentieux de recouvrement

Le règlement du contentieux de recouvrement est présenté dans sa phase juridictionnelle. A fin 2017, la situation se présente de la manière ci-dessous :

LIBELLE	NOMBRE
Recours gérés en 2017	10
Jugements rendus	1
Affaires en cours à fin 2017	9

Par juridiction, la situation se présente comme suit :

Nature / Juridiction	Recours gérés en 2017	Jugements rendus	Affaires en cours à fin 2017
Tribunal de Commerce	1		1
Cour d'Appel	9	1	8
Total	10	1	9

DIRECTION GENERALE
DES IMPOTS

II

GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Pour faire face à ses missions, la DGI a tout naturellement recours aux moyens humains, matériels et financiers.

II.1. Gestion des ressources humaines

Bien qu'elle n'ait pas de personnalité juridique, la DGI est une régie relevant de l'autorité directe du Ministre des Finances et bénéficiant d'une autonomie administrative. Dans ce cadre, le Décret n° 018/2003 du 2 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la Direction Générale des Impôts pris conformément au statut de la Fonction Publique régit spécifiquement son personnel. Ce texte particulier accorde une certaine souplesse de gestion de ces fonctionnaires en matière d'affectation, de motivation ou d'application du régime disciplinaire.

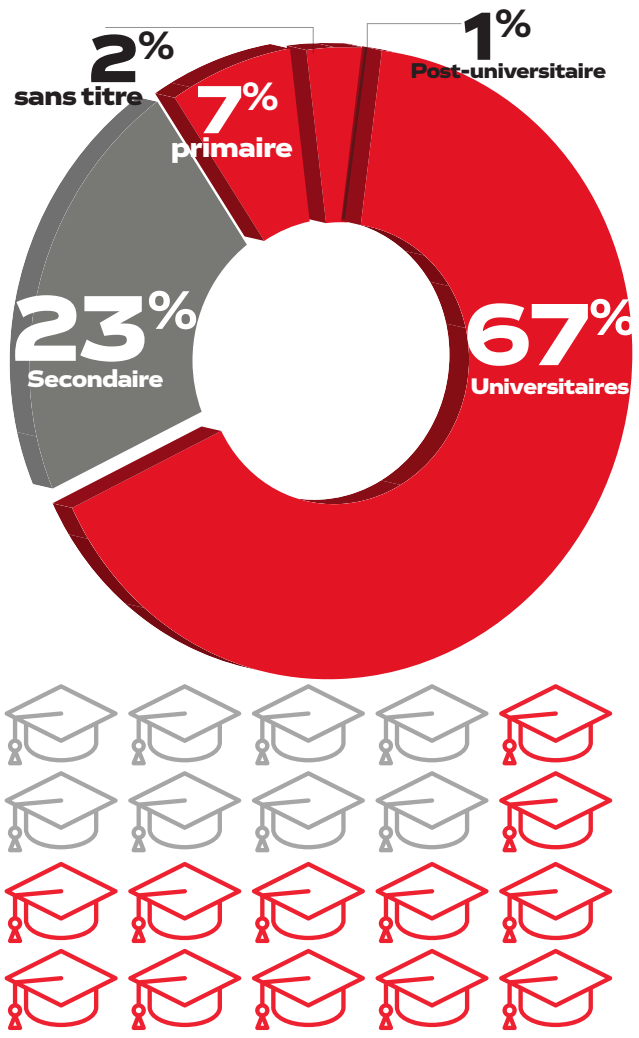
II.1.1. Effectifs de la Direction Générale des Impôts

Les effectifs de la DGI s'établissent, à fin décembre 2017, à 6.596 unités. Leur ventilation par niveau d'études et par genre ainsi que leur évolution sont retracés à travers les tableaux et graphiques ci-après :

II.1.1.1 Répartition des effectifs par niveau d'études

Niveau d'études	Nombre	Particip.
Post Universitaire	75	1%
Universitaire	4 402	67%
Secondaire	1 552	23%
Primaire	450	7%
Sans Titre	117	2%
TOTAL	6 596	100%

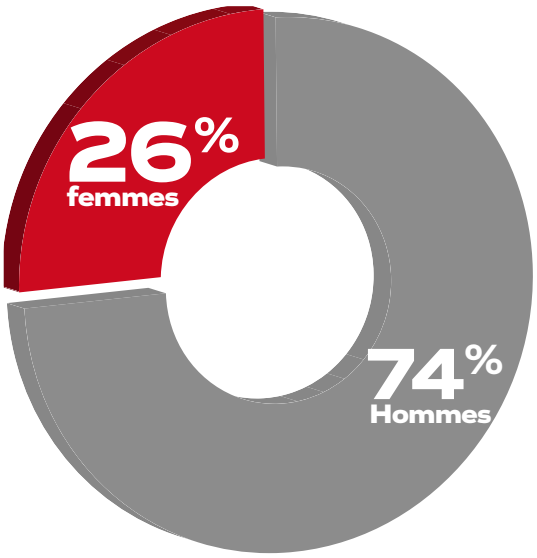
La représentation graphique est donnée de la manière ci-dessous :



II.1.1.2 Répartition des effectifs par genre

SERVICE	EFFECTIFS	HOMMES		FEMMES	
		NOMBRE	%	NOMBRE	%
DPI (TOUTES)	3 096	2 452	79,20%	644	20,80%
DUIK	2 415	1 666	68,99%	749	31,01%
ADMIN. CENTRALE	833	613	73,59%	220	26,41%
DGE	252	177	70,24%	75	29,76%
TOTAL	**6 596**	**4 908**	**74,41%**	**1 688**	**25,59%**

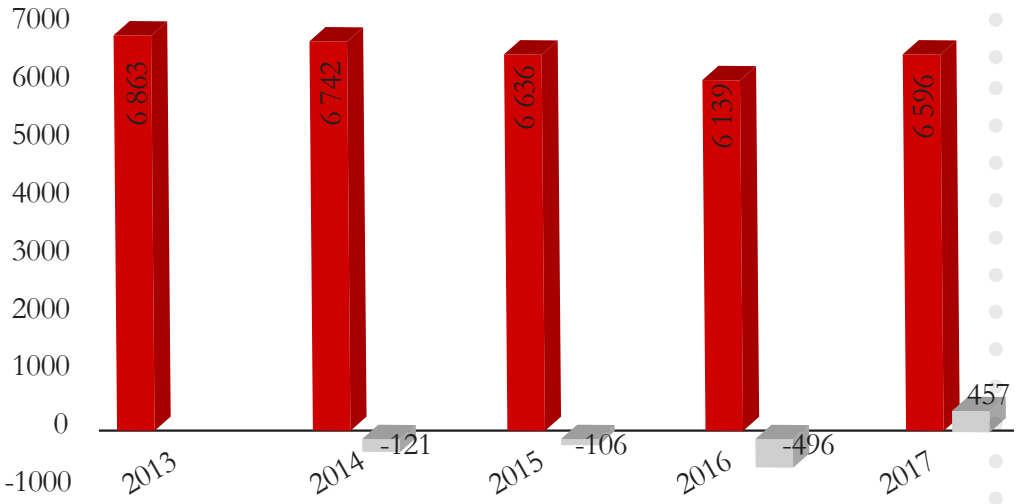
Cette situation est représentée graphiquement de la manière ci-dessous :



II.1.1.3. Evolution globale des effectifs de 2013 à 2017

	2013	2014	2015	2016	2017
VARIATION	6 863	6 742	6 636	6 139	6 596
EN NOMBRE		-121	-106	-497	457
EN POURC.		-1,76%	-1,54%	-7,49%	7,44%

La représentation graphique de l'évolution des effectifs de 2013 à 2017 est donnée comme suit :



II.1.2. Formation du personnel de la Direction Générale des Impôts

La formation est un volet essentiel de la politique de renforcement des capacités développée par la DGI. Elle est assurée de manière permanente tout au long de la carrière, sur place ou sous forme de participation à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger.

II.1.2.1. Formation sur place

En 2017, les efforts de formation sur place du personnel peuvent se résumer comme suit :

N°	THEME DE LA FORMATION	PERIODE
1	Organisation d'une formation au profit de quelques Cadres de la DGI sur le thème : « les enjeux et la problématique de la réévaluation des immobilisations en Système Comptable OHADA au terme de l'exercice comptable 2016 : difficultés pratiques et pièges à éviter »	Du 01 au 06 avril 2017
2	Organisation d'une formation sur la vulgarisation du guide de contrôle sur pièce et du guide de contrôle sur place au profit des quelques Inspecteurs, Cadres et Agents de la DGE et du CDI, à Kinshasa	Du 04 au 08 avril 2017
3	Organisation d'une formation en matière des hydrocarbures au profit des quelques Inspecteurs et Agents de la DGI, à Kinshasa	Du 31 juillet au 10 août 2017
4	Organisation d'une formation en micro-informatique en faveur des Cadres et Agents de la Direction du recouvrement, à Kinshasa	Du 12 au 22 septembre 2017
5	Organisation d'une formation au profit des Agents devant œuvrer au Centre des Impôts de Kisangani	Du 16 octobre au 06 décembre 2017
6	Organisation d'une formation en faveur de la Délégation Syndicale et quelques représentants du personnel sur le thème : « Santé et Sécurité au travail », qui s'est tenue à Mbanza-ngungu	Du 27 au 30 novembre 2017

Ecole Nationale des Finances (ENF)

II.1.2.2. Formation à l'étranger

En 2017, les efforts en terme de participation des agents à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger sont résumés dans le tableau ci-après :

N°	THEME DE LA FORMATION	PAYS
1	Participation à la réunion du Cadre inclusif sur le BEPS, tenue au Centre de Conférences de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), à Paris, du 26 au 27 janvier 2017	FRANCE
2	Participation au Séminaire du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) sur le thème: « les prix de transfert », organisé conjointement avec la Direction Générale des Impôts et des Domaines du Congo, à Brazzaville, du 13 au 16 février 2017	REPUBLIQUE DU CONGO
3	Participation à la formation sur le système informatique d'Identification Nationale des Véhicules (INV), organisée par la Société SYNTELL (PTY) LIMITED, à Cap Town, dans le cadre du projet de modernisation du trafic routier en RDC	AFRIQUE DU SUD
4	Participation à la réunion du Sous-comité Taxes de la SADC et à l'atelier sur les conventions fiscales, à Gaborone	BOTSWANA
5	Participation au séminaire interrégional sur le thème : « l'intégration des missions douanières et fiscales dans la lutte contre les fraudes », organisé par AFRITAC Centre à Libreville, du 13 au 17 mars 2017	GABON
6	Participation à la réunion d'experts de l'ATAF sur le thème : « les pratiques de falsification des prix », tenue à Pretoria, du 16 au 17 mars 2017	AFRIQUE DU SUD
7	Participation à l'atelier régional sur le thème : « évaluation en Douane et les prix de transfert », organisé par l'Organisation Mondiale des Douanes en collaboration avec la Direction Générale des Douanes à Ouagadougou, du 20 au 24 mars 2017	BURKINA FASO
8	Participation à la visite d'étude organisée par la GIZ, dans le cadre du projet de conseil pour la mobilisation du potentiel de recettes publiques en RDC (GIZ-MRP), à Berlin, du 25 mars au 02 avril 2017	ALLEMAGNE
9	Participation au 16ème colloque international des services du Trésor Francophones sur le thème : « La mobilisation des ressources intérieures et la gestion de trésorerie dans un contexte de crise », organisé par la Direction Générale des Finances Publiques Française en collaboration avec la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor du Gabon à Libreville, du 27 au 28 mars 2017	GABON

10	Participation à la 4ème réunion du Forum Mondial sur la TVA, organisée par l'organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) à Paris, du 12 au 14 avril 2017	FRANCE
11	Participation à la 1ère réunion du Groupe de travail du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) sur l'élaboration d'un guide d'aide méthodologique sur le thème : « la sécurisation du recouvrement des impôts en période de crise », organisée conjointement avec la Direction Générale des Impôts de la Côte d'Ivoire, du 24 au 27 avril 2017	COTE D'IVOIRE
12	Participation au séminaire de formation portant sur le module: « audit comptable et financier avec cartographie des risques », qui s'est tenu à Paris, du 02 au 17 octobre 2017	FRANCE
13	Participation à la formation sur le thème : « le contrôle fiscal et la lutte contre la fraude fiscale », tenue à la Rochelle, du 08 au 27 octobre 2017	FRANCE
14	Participation au séminaire de formation sur le thème: « la passation et l'exécution des marchés de services, fournitures et travaux » qui s'est tenu à la Rochelle, du 06 au 24 novembre 2017	FRANCE
15	Participation à la 12ème édition du Forum Santé et Social inter africain (FSSI) organisée par Caper Assistance Médicale Interafricaine à Abidjan, du 18 au 26 novembre 2017	COTE D'IVOIRE
16	Participation à la 12ème édition du Congrès International de la Femme Africaine sur le thème : « Innovation, coopération sud-sud et développement durable», tenue à Conakry, du 26 au 30 novembre 2017	GUINEE
17	Participation à la réunion régionale de plaidoyer sur le commerce transfrontalier, sur le thème: « De la politique à l'action », organisée à Kigali par le collectif PRO-FEMMES/TWESE HAMVE, le 27 novembre 2017	RWANDA
18	Participation aux formations organisées par l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Internes (IFACI) à Paris, sur les thèmes : « Maîtriser les situations de communication orale de l'auditeur » et « Piloter un dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne », du 07 au 14 décembre 2017	FRANCE
19	Participation à l'atelier d'information et de transfert de compétence sur l'accompagnement du projet SYCO-GD-TVA, organisé par le Cabinet Indépendant Radix Africa Limited à Sofia, du 12 au18 décembre 2017	BULGARIE

II.1.3. Politique sociale

II.1.3.1. Prise en charge des soins de santé

La DGI dispose d'un Centre Médical qui assure les soins de santé des agents et leurs ayants droit. A cet effet, en 2017, le Centre Médical a bénéficié de crédits subdélégués de l'ordre de **CDF 405 978 835,50** pour prendre directement en charge les soins de santé de plus de 24 434 cas (toutes pathologies confondues).

Face aux cas exigeant les spécialités particulières, la DGI a procédé, au courant de l'année 2017, à l'évacuation sanitaire à l'étranger de 56 cas pour un coût de **CDF 599 180 584,23.**

Par ailleurs, une somme de **CDF 548 009 912,35** a également été libérée par la DGI pour honorer les appels de fonds établis en faveur du personnel et de **CDF 58 717 863,50** à titre des provisions médicales. En revanche, un montant de **CDF 109 981 784,00** a été affecté au remboursement des dépenses de santé pré-financées par le personnel.

II.1.3.2. Assistance sociale

Au-delà des droits et avantages sociaux statutairement reconnus aux Cadres et Agents, la DGI a apporté son assistance à quelques membres de son personnel pour rencontrer les difficultés liées à des besoins d'ordre social.

Dans ce cadre, elle a assisté son personnel pour les cas de décès des membres de leurs familles n'entrant pas en ligne de compte des bénéficiaires des allocations familiales, pour une valeur de **CDF 316 861 566,21**. Elle a en outre, accordé des avances sur rémunérations au personnel d'un montant de **CDF 200 412 821,98**, pour lui permettre entre autres, de faire face à la problématique de garantie locative.

II.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

En 2017, la DGI a bénéficié, pour son fonctionnement et la motivation de son personnel des rétrocessions de 5 % sur les recettes réalisées ainsi que de 50 % des pénalités fiscales recouvrées.

Dans le cadre de sa motivation, en sus du traitement d'activité de l'ensemble des agents de carrière des services publics de l'Etat, le personnel de la DGI reçoit des primes spécifiques (prime de mobilisation des recettes et prime de contentieux) prévues par le Décret n° 018/2003 du 2 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif à son personnel de carrière.

II.2.1. Des ressources

Au cours de l'année 2017, les ressources totales de la DGI se sont élevées à **CDF 123 557 424 818,96** dont **CDF 88 644 508 710,20** provenant des rétrocessions mensuelles et **CDF 34 912 916 108,76** générées par les pénalités recouvrées.

Le tableau ci-après en donne les détails :

ORIGINE	MONTANT (en CDF)	TAUX DE PARTIC.
RETROCESSION	88 644 508 710,20	71,74%
PENALITES RECOUVREES	34 912 916 108,76	28,26%
TOTAL	123 557 424 818,96	100,00%

II.2.2. Des emplois

II.2.2.1. Utilisation de la rétrocession

Les ressources provenant de la rétrocession sont destinées au paiement de la prime de mobilisation des recettes et aux frais de fonctionnement des Services de la DGI.

II.2.2.1.1. Prime de mobilisation des recettes

La prime de mobilisation des recettes est couverte par les ressources provenant de la rétrocession revenant à la DGI sur les recettes mobilisées. Au cours de l'année 2017, l'enveloppe globale de cette prime s'est évaluée à **CDF 47 561 697 495,69**. Cette somme a été totalement reversée au personnel.

II.2.2.1.2. Crédits de fonctionnement alloués aux Services

Pour une meilleure gestion de la part de la rétrocession revenant aux frais de fonctionnement, un plan de trésorerie-type conforme à la nomenclature et au cadre comptable prévus dans le manuel de procédures d'exécution de la dépense est appliqué au niveau aussi bien de l'Administration Centrale que des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts.

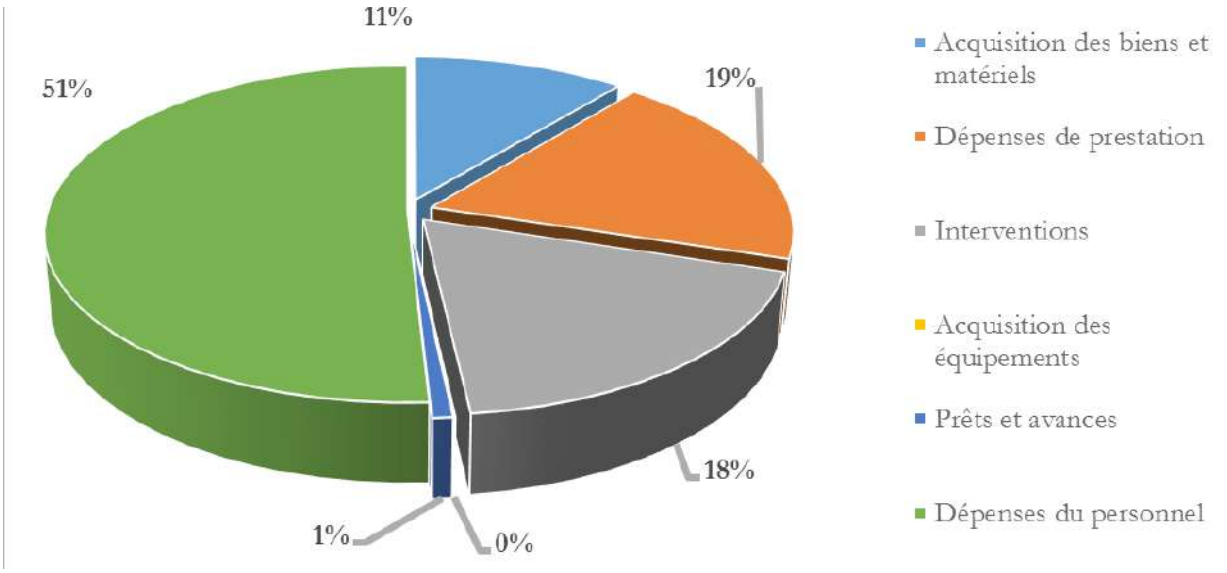
En 2017, les crédits de fonctionnement ont représenté un montant de **CDF 41 082 811 214,51,** dont **CDF 9 214 822 101,86** au titre de crédits subdélégués aux Services, soit **22,43 %** de la part de la rétrocession allouée pour le fonctionnement de la DGI, et **CDF 31 867 989 112,65** au titre de dépenses centralisées au niveau de l'Administration centrale, soit **77,57 %**.

S'agissant des dépenses de fonctionnement centralisées au niveau de l'Administration Centrale, elles sont exécutées, au cours de l'année 2017, à hauteur de **CDF 28 152 863 742,84** sur un crédit total de **CDF 37 584 255 911,12** (CDF 31 867 989 112,65 augmenté de CDF 5 716 266 798,47 au titre de solde de l'exercice 2016), dégageant ainsi un solde créditeur de **CDF 9 431 392 168,28.**

Le tableau ci-dessous en donne les details par nature de dépense :

LIBELLE	MONTANT (en CDF)	TAUX DE PARTIC.
Acquisition des biens et matériels	3 070 811 055,28	10,91%
Dépenses de prestation	5 334 184 536,68	18,95%
Interventions	5 190 630 935,97	18,44%
Acquisition des équipements	16 464 078,00	0,06%
Prêts et avances	225 781 434,58	0,80%
Dépenses du personnel	14 314 991 702,33	50,85%
TOTAL	28 152 863 742,84	100,00%

La répartition en pourcentage des dépenses centralisées se présente comme suit :



II.2.2.2. Utilisation des pénalités recouvrées

Conformément à l'article 22 du Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la Direction Générale des Impôts, il est attribué aux agents de la DGI ainsi qu'aux aviseurs, dans le cadre de la lutte contre la fraude, une prime de contentieux pour toute infraction en matière fiscale par eux découverte, constatée ou signalée. Elle est assise sur 40% de l'ensemble des pénalités fiscales recouvrées, sur pied de l'article 4 alinéa 1erin fine, du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour.

Au cours de l'année 2017, la part des pénalités fiscales recouvrées revenant à la DGI a représenté un montant total de **CDF 34 912 916 108,76**. Cette somme comprend la part des pénalités réservées aux investissements de **CDF 12 866 638 396,55** ainsi que celle affectée à la prime du contentieux versée au personnel de **CDF 22 046 277 712,21**.

II.2.2.2.1. Prime de contentieux

Au cours de l'année 2017, l'enveloppe de la prime du contentieux revenant au personnel s'est évaluée à **CDF 22 046 277 712,21**. Cette enveloppe a été totalement reversée.

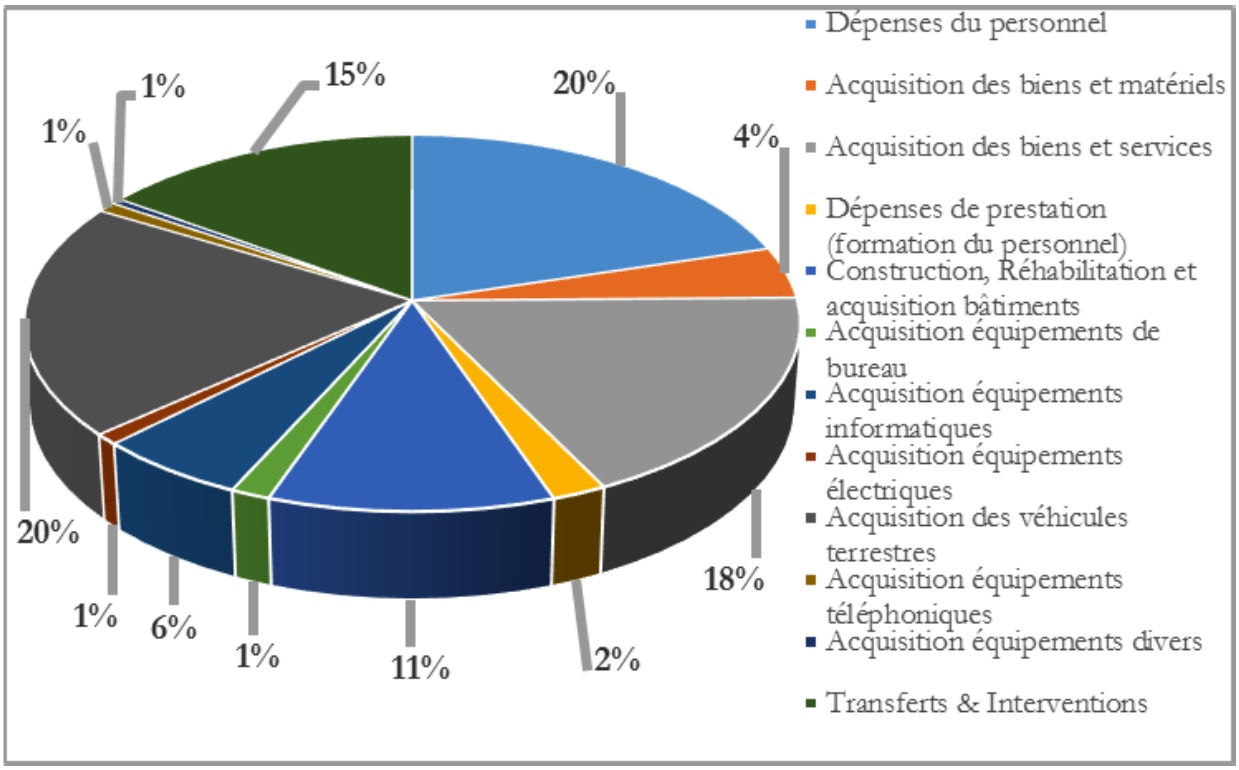
II.2.2.2.2. Dépenses d'investissement

En 2017, l'enveloppe globale affectée aux dépenses d'investissement s'est chiffrée à **CDF 13 434 932 815,12** dont **CDF 12 866 638 396,55** provenant des pénalités recouvrées par les services et **CDF 568 294 418,57** représentant le solde de l'année 2016.

Sur cette enveloppe, les dépenses d'investissement effectuées au cours de l'année 2017 sont évaluées à **CDF 10 217 405 590,44** telles que renseignées dans le tableau ci-après, dégageant ainsi un solde créditeur de **CDF 3 217 527 224,68 :**

LIBELLE	MONTANT EN CDF	TAUX DE PARTIC.
Dépenses du personnel	2 075 897 695,61	20,32%
Acquisition des biens et matériels	453 897 380,66	4,44%
Acquisition des biens et services	1 830 714 808,10	17,92%
Dépenses de prestation (formation du personnel)	207 876 717,80	2,03%
Construction, Réhabilitation et acquisition bâtiments	1 087 270 120,87	10,64%
Acquisition équipements de bureau	150 308 559,74	1,47%
Acquisition équipements informatiques	579 952 500,97	5,68%
Acquisition équipements électriques	94 178 206,50	0,92%
Acquisition des véhicules terrestres	2 058 957 074,96	20,15%
Acquisition équipements téléphoniques	88 382 969,36	0,87%
Acquisition équipements divers	50 263 371,93	0,49%
Transferts & Interventions	1 539 706 183,94	15,07%
TOTAL	**10 217 405 590,44**	**100,00%**

La répartition en pourcentage des dépenses d'investissement se présente comme suit :



II.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR ET IMPRIMES SPECIFIQUES

II.3.1. Gestion de stock des plaques mineralogiques

Au cours de l'année 2017, la Direction Générale des Impôts a reçu et mis à la disposition des services un stock de plaques autos, plaques motos, cartes roses et vignettes autocollantes.

Les tableaux ci- dessous en donnent les détails :

Situation de stock

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A DISP. DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
01	Plaque auto	0	47 070	44 721	2 349
02	Plaque moto	0	4 447	4 147	300
03	Carte rose	0	35 500	35 500	0
04	Vignette autocollante	0	56	36	20

Situation de mise à la disposition des services

N°	SERVICE / DESIGNATION	DUI-K	DPI-BDD	DPI-EQ	DPI-K.OCC	DPI-K.OR	DPI-KAT	DPI-KC	DPI-MNM	DPI-P.OR	DPI-NK	DPI-SK	TOTAL
01	Plaque auto	22 973	0	0	0	0	11 799	3 775	200	2 474	2 600	900	**44 721**
02	Plaque moto	1 998	0	0	0	0	400	250	0	999	500	0	**4 147**
03	Carte rose	28 500	0	0	0	0	6 000	1 000	0	0	0	0	**35 500**
04	Vignette autocollante	32	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	**36**

II.3.2. Gestion de stock des imprimes de valeur

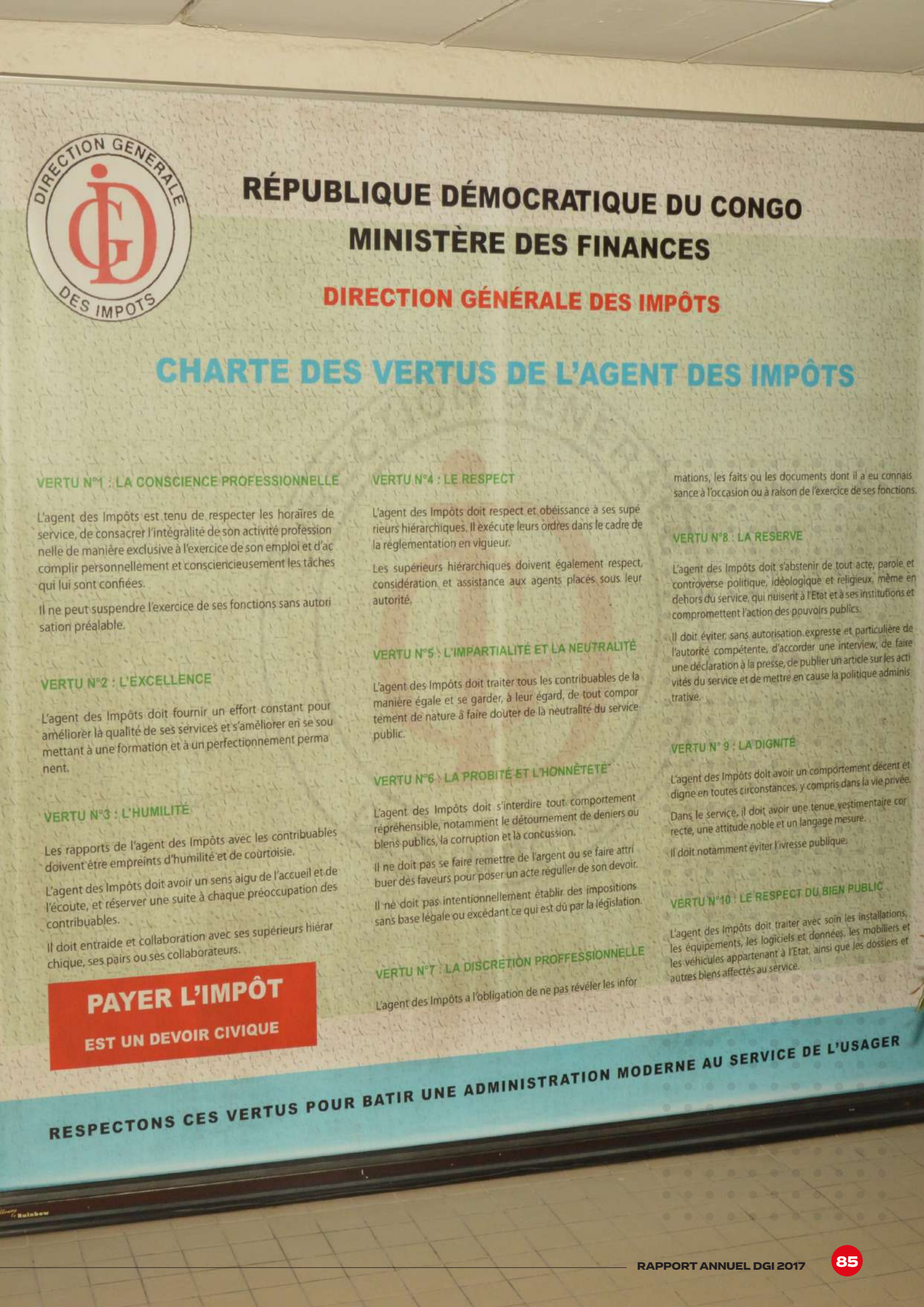
Au cours de l'année 2017, la variation de stock des imprimés de valeur se présente de la manière ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Attestation de situation Fiscale	495 000		4 500	490 500
2	Attestation d'exemption	272 000	250 000	387 000	135 000
3	Code des impôts	2 919			2 919

II.3.3. Gestion de stock des imprimes specifiques

Au cours de la même période, la DGI a utilisé les imprimés spécifiques renseignés dans le tableau ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Avis à tiers détenteur	57 500	0	0	57 500
2	Bon à payer	38 266	0	0	38 266
3	Bordereau de versement Acompte IBP des petites entreprises	2 000	150 000	107 000	45 000
4	Bordereau de versement Acompte Provisionnel	18 500	30 000	28 050	20 450
5	Commandement	433 000	0	32 000	401 000
6	Contrainte	239 500	0	37 500	202 000
7	Déclaration d'assujettissement TVA	23 900	0	0	23 900
8	Déclaration IBP des grandes et moyennes entreprises (Nouveau modèle)	24 500	50 000	55 050	19 450
9	Déclaration IBP des Micro-Entreprises	3 500	100 000	103 500	0
10	Déclaration IBP des Petites Entreprises	4 500	100 000	103 050	1 450
11	Déclaration IM	35 450	0	3 050	32 400
12	Déclaration mens. TVA (nouveau modèle)	0	50 000	39 500	10 500
13	Déclaration mensuelle IPR	7 000	230 000	232 000	5 000
14	Déclaration mensuelle TVA (ancien modèle)	22 500	70 000	91 550	950
15	Demande de remboursement crédit TVA	990	20 000	5 990	15 000
16	Demande d'immatriculation véhicule	593	1 000	1 340	253
17	Demande d'immatriculation propriétaire	15 712	0	15 712	0
18	Etat récapitulatif IPR	2 000	30 000	32 000	0
19	Fiche de recensement PM	410 500	10 000	0	420 500
20	Fiche de recensement PP	7 800	50 000	40 300	17 500
21	Fiche intercalaire	13 500	0	13 000	500
22	Main – levée	198 500	0	500	198 000
23	Note de calcul	121 000	0	5 000	116 000


DIRECTION GENERALE DES IMPOTS
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
CHARTE DES VERTUS DE L'AGENT DES IMPÔTS
VERTU N°1 : LA CONSCIENCE PROFESSIONNELLE
L'agent des Impôts est tenu de respecter les horaires de service, de consacrer l'intégralité de son activité professionnelle de manière exclusive à l'exercice de son emploi et d'accomplir personnellement et consciencieusement les tâches qui lui sont confiées.
Il ne peut suspendre l'exercice de ses fonctions sans autorisation préalable.
VERTU N°2 : L'EXCELLENCE
L'agent des Impôts doit fournir un effort constant pour améliorer la qualité de ses services et s'améliorer en se soumettant à une formation et à un perfectionnement permanent.
VERTU N°3 : L'HUMILITÉ
Les rapports de l'agent des Impôts avec les contribuables doivent être empreints d'humilité et de courtoisie.
L'agent des Impôts doit avoir un sens aigu de l'accueil et de l'écoute, et réserver une suite à chaque préoccupation des contribuables.
Il doit entraide et collaboration avec ses supérieurs hiérarchique, ses pairs ou ses collaborateurs.
VERTU N°4 : LE RESPECT
L'agent des Impôts doit respect et obéissance à ses supérieurs hiérarchiques. Il exécute leurs ordres dans le cadre de la réglementation en vigueur.
Les supérieurs hiérarchiques doivent également respect, considération et assistance aux agents placés sous leur autorité.
VERTU N°5 : L'IMPARTIALITÉ ET LA NEUTRALITÉ
L'agent des Impôts doit traiter tous les contribuables de la manière égale et se garder, à leur égard, de tout comportement de nature à faire douter de la neutralité du service public.
VERTU N°6 : LA PROBITÉ ET L'HONNÊTETÉ
L'agent des Impôts doit s'interdire tout comportement répréhensible, notamment le détournement de deniers ou biens publics, la corruption et la concussion.
Il ne doit pas se faire remettre de l'argent ou se faire attribuer des faveurs pour poser un acte régulier de son devoir.
Il ne doit pas intentionnellement établir des impositions sans base légale ou excédant ce qui est dû par la législation.
VERTU N°7 : LA DISCRÉTION PROFFESSIONNELLE
L'agent des Impôts a l'obligation de ne pas révéler les informations, les faits ou les documents dont il a eu connaissance à l'occasion ou à raison de l'exercice de ses fonctions.
VERTU N°8 : LA RESERVE
L'agent des Impôts doit s'abstenir de tout acte, parole et controverse politique, idéologique et religieux, même en dehors du service, qui nuisent à l'Etat et à ses institutions et compromettent l'action des pouvoirs publics.
Il doit éviter, sans autorisation expresse et particulière de l'autorité compétente, d'accorder une interview, de faire une déclaration à la presse, de publier un article sur les activités du service et de mettre en cause la politique administrative.
VERTU N° 9 : LA DIGNITÉ
L'agent des Impôts doit avoir un comportement décent et digne en toutes circonstances, y compris dans la vie privée.
Dans le service, il doit avoir une tenue vestimentaire correcte, une attitude noble et un langage mesuré.
Il doit notamment éviter l'ivresse publique.
VERTU N°10 : LE RESPECT DU BIEN PUBLIC
L'agent des Impôts doit traiter avec soin les installations, les équipements, les logiciels et données, les mobiliers et les véhicules appartenant à l'Etat, ainsi que les dossiers et autres biens affectés au service.
PAYER L'IMPÔT
EST UN DEVOIR CIVIQUE
RESPECTONS CES VERTUS POUR BATIR UNE ADMINISTRATION MODERNE AU SERVICE DE L'USAGER

12

III

INFORMATISATION DES SERVICES

Au cours de l'année 2017, la Direction Générale des Impôts a poursuivi ses efforts de l'informatisation des Services tant centraux qu'opérationnels (DGE, DUIK et DPI) et de renforcement des capacités des informaticiens et des utilisateurs pour une meilleure exploitation des applications informatiques, dans le cadre de la gestion de l'impôt et des ressources humaines. Ces efforts se sont traduits par :

1. Dans le domaine de l'informatisation des Services :

- La faisabilité de transfert de données entre le Guichet Unique de Création d'Entreprises (GUCE) et la DGI, et vice versa, à l'issue des séances de travail avec Essor ;

- Le suivi de l'évolution des travaux sur la fiabilisation de la base de données du NIF ainsi que l'application DGIREP et début des tests sur le module disponible de la saisie des personnes physiques ;

- La modification de la notification du NIF pour la prise en compte de la nouvelle codification de la Direction de l'Assiette Fiscale ;

- La modification de l'application DGIREP pour la prise en compte des nouveaux formulaires de demande d'immatriculation ;

- Le suivi des travaux effectués par la société Global Broad Band Solution (GBS) : tirage de la fibre optique, tests de la fibre optique installée dans la salle des serveurs et l'interconnexion avec les autres régies financières, ainsi que la numérotation et l'étiquetage des prises réseaux ;

- La poursuite du développement de l'application « Télé déclaration » dans les modules gestion « Administration » et « Déclaration IBP » ;

- Le suivi des travaux de rétablissement de la liaison data de Vodacom entre DGI et Guichet Unique de Création d'Entreprises ;

- La préparation du dossier d'appel d'offres relatif au recrutement du constructeur du bâtiment devant abriter le Data center du système SYCO-GD-TVA ;

- La préparation du dossier d'appel d'offres relatif au recrutement du Cabinet Indépendant (Firme Internationale) chargé de la supervision de la mise en œuvre du projet SYCO-GD-TVA ;

- La préparation de la demande de proposition de Recrutement d'un consultant (Bureau d'Etudes) chargé du contrôle et de la surveillance des travaux de construction du bâtiment de la DGI devant abriter le Datacenter pour le système de collecte de la TVA ;

- La préparation du dossier d'appel d'offres relatif à la sélection du prestataire devant mettre en place le système SYCO-GD-TVA ;

- La négociation de contrat entre la DGI et le Groupement RADIX AFRICA Limited WEB TECHNOLOGIES Tanzania Limited, Consultant recruté pour apporter son assistance technique à la DGI dans l'implémentation du système d'information de collecte et de gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis ;

- Le suivi des travaux de construction du Data center du système de collecte et de gestion des données de la TVA par la société NEW SOTEM ;

- L'appel d'offre relatif à la mise en place de l'infrastructure nécessaire et du système informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA auprès des assujettis, pour lequel les soumissionnaires ont effectué une visite à la DGI.

2. Dans le domaine du renforcement des capacités des informaticiens et des utilisateurs

- La formation sur la gestion des services, des processus et des fonctions informatiques (ITIL) ;

- La formation sur la gestion des projets informatiques (Prince2 Practitioner) ;

- La formation des informaticiens sur Windows Serveur 2012 ;

- La formation des développeurs en Java et en Glass Fish ;

- La formation avec certification CISCO des administrateurs réseaux de la DGI ;

- La formation des cadres et agents de la Direction du Recouvrement sur les logiciels Word et Excel.

IV

ETAT D'AVANCEMENT DES REFORMES FISCALES

Les réformes mises en œuvre par la Direction Générale des Impôts se déclinent en trois axes ci-après :

1. la modernisation du système fiscal ;
2. la mise en place d'une administration moderne ;
3. et l'amorce de la réforme de la fiscalité directe.

Toutefois, au cours de l'année 2017, la DGI a consolidé la mise en œuvre de ces axes de réformes fiscales en terme de perspectives d'avenir.

V

PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour l'avenir, la Direction Générale des Impôts envisage de poursuivre la mise en œuvre des mesures de réforme ci-dessous, contenue dans son programme de réforme et de modernisation non encore réalisées ou réalisées partiellement, suivant des chronogrammes à définir :

1. En ce qui concerne la réforme des structures

a. Actualisation du cadre organique de la DGI, pour :

- Restructurer l'Inspection des Services dans le sens d'organiser un véritable Service d'audit interne conformément aux normes internationales en dehors des aspects de vérification des services dont elle a la charge, et d'agencer le Corps des Inspecteurs en prenant en compte les aspects d'audit interne, de maîtrise de risques, de vérification des Services et d'enquêtes et contrevérification fiscales ;

- Restructurer la DGE et les CDI pour retirer, notamment, les aspects de ressources humaines, de services généraux et d'informatique, et renforcer les attributions du Service d'Appoint et les structures dédiées à la gestion des comptes des contribuables ;

- Restructurer les Services du siège des Directions Provinciales des Impôts et ceux des Centres d'Impôts Synthétiques, à travers la définition des cadres organiques allégés pour tenir compte de la nouvelle configuration territoriale du pays après le découpage ;

b. Poursuite de l'implantation des CDI dans les chefs-lieux des Provinces où ils n'existent pas encore (Bukavu, Kananga et Mbuji-Mayi notamment) en fonction de la disponibilité des ressources ;

c. Installation d'un 2ème CDI à Kinshasa pour tenir compte du nombre élevé de contribuables suivis par l'actuel CDI.

2. En ce qui concerne la réforme de la législation

- Consolidation de la réforme de la fiscalité indirecte (TVA) ;

- Renforcement du dispositif législatif sur le prix de transfert ;

- Amélioration des procédures fiscales dans le sens de renforcer l'efficacité de l'action de l'Administration des Impôts ;

- Réforme de la fiscalité directe par l'institution d'un impôt sur les sociétés et d'un impôt sur le revenu des personnes physiques.

3. En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt

a. Poursuite de l'installation des postes déconcentrés d'attribution du Numéro Impôt (NIF) au sein des Directions Provinciales des Impôts ci-après : Equateur (Mbandaka), Bandundu (Bandundu), Kasaï-Occidental (Kananga), Kasaï-Oriental (Mbuji-Mayi) et Maniema (Kindu) ;

b. Mise en place du plan de modernisation du système informatique de la DGI, comprenant notamment :

- L'implémentation d'une base de données unifiée et l'intégration avec les bases de données NIF et recoupements ;

- La réorganisation des applications informatiques métiers par leur migration vers les applications Web ;

- Le câblage et la réorganisation du réseau informatique local (LAN) en vue de l'interconnexion de tous les Services ;

- La mise en œuvre des télé-procédures (télé-déclaration et télé-paiement), en commençant par les entreprises minières gérées par la DGE en ce qui concerne la télé-déclaration ;

- L'intégration des logiciels métiers (immatriculation des contribuables, gestion de l'impôt et banque de données des recoupements) ;

c. Acquisition d'un dispositif informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis devant permettre la remontée des informations à la DGI.

4. En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel

a. Poursuite de la vulgarisation de la législation fiscale ;

b. Organisation des sessions de formation :

- En matière de prix de transfert ;
- En matière de contrôle, notamment, des entreprises du secteur minier, bancaire, d'hydrocarbure et de télécommunication ;
- En normes comptables internationales pour le contrôle des banques commerciales ;
- Sur l'exercice du droit d'enquête et du droit de visite et de saisie ;
- En matière de TVA et de droit OHADA ;
- En matière d'évaluation de la dépense fiscale ;
- En matière d'élaboration des prévisions budgétaires des recettes ainsi que de tenue et d'analyse des données statistiques sur les recettes fiscales ;
- Des auditeurs internes en vue de leur certification.

Fait à Kinshasa, le

SELE YALAGHULI

ANNEXES

ANNEXE N° 1 : PREVISIONS BUDGETAIRES DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT / EXERCICE 2017

NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PARTICIP.
RECETTES HORS TVA														
IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	**71 542 641 270,39**	**48 298 602 563,68**	**52 453 164 065,92**	**47 784 988 088,89**	**65 311 573 258,48**	**107 407 675 478,83**	**107 149 504 976,12**	**108 487 228 341,38**	**108 642 301 920,06**	**110 054 095 654,15**	**110 153 297 236,71**	**110 688 402 550,43**	**1 047 973 475 405,04**	**37,38%**
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	51 514 692 716,35	33 192 263 605,46	35 911 698 364,91	29 699 407 375,65	46 038 970 217,50	72 547 625 530,17	72 291 895 260,53	73 523 818 353,22	73 521 705 683,55	74 870 764 627,85	74 861 462 171,73	75 280 224 871,81	713 254 528 778,74	25,44%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	1 953 786 186,73	1 743 661 088,28	1 708 139 940,00	1 867 215 488,20	1 840 157 853,00	19 515 556 149,47	19 506 360 426,78	19 506 360 426,78	19 506 360 426,78	19 506 360 426,78	19 506 360 426,78	19 506 360 426,78	145 666 679 266,36	5,20%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics														
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 428 793,00	1 069 428 793,00	2 290 092 235,07	2 318 367 622,82	2 318 367 622,82	2 318 367 622,82	2 318 367 622,82	2 318 367 622,82	2 318 367 622,82	21 547 264 937,00	0,77%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	0,00	179 630 615,22	169 652 326,52	0,00	658 329 964,11	3 554 332 301,86	3 554 332 301,86	3 554 332 301,86	3 554 332 301,86	3 554 332 301,86	3 554 332 301,86	3 554 332 301,86	25 887 939 018,84	0,92%
Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	11 541 298 598,46	8 214 100 126,52	9 469 021 114,82	10 216 921 781,73	9 907 202 058,84	4 594 990 077,67	4 576 575 975,95	4 628 101 572,74	4 704 652 559,38	4 735 204 914,35	4 788 047 267,31	4 814 113 640,85	82 190 229 688,62	2,93%
Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	5 463 493 975,85	3 899 577 335,20	4 125 282 526,67	4 932 014 650,31	5 797 484 372,03	4 905 079 184,59	4 901 973 388,18	4 956 248 063,96	5 036 883 325,67	5 069 065 760,49	5 124 727 446,21	5 215 003 686,32	59 426 833 715,48	2,12%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	**12 449 571 461,66**	**14 137 033 287,93**	**14 522 374 277,50**	**122 669 753 525,08**	**13 836 154 828,62**	**19 138 098 265,13**	**163 513 276 315,86**	**23 764 553 839,18**	**24 499 406 490,12**	**24 560 672 588,05**	**185 529 271 996,62**	**23 471 476 284,78**	**642 091 643 160,54**	**22,90%**
Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	514 288 905,83	2 045 640 795,32	3 605 765 193,95	111 100 396 698,78	1 651 575 422,58	4 723 655 306,38	147 384 125 333,90	7 501 007 191,59	9 253 263 482,84	9 352 392 617,97	170 582 554 979,55	8 593 301 987,72	476 307 967 916,42	16,99%
Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	1 324 438 973,22	480 815 299,84	199 461 122,59	617 016 924,18	416 806 122,14	6 385 667 224,36	6 251 500 984,50	6 248 749 286,21	6 259 950 875,31	6 236 054 349,34	6 234 819 612,94	6 234 850 574,89	46 890 131 349,52	1,67%
Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	6 045 328 731,38	6 932 762 069,57	6 730 205 497,70	6 418 920 746,20	6 047 875 992,17	4 047 627 869,77	4 320 597 495,05	4 320 597 495,05	4 320 597 495,05	4 320 597 495,05	4 320 597 495,05	4 320 597 495,05	62 146 305 877,12	2,22%
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	4 565 514 851,23	4 677 815 123,20	3 986 942 463,26	4 533 419 155,92	5 719 897 291,73	3 981 147 864,62	5 557 052 502,40	5 694 199 866,32	4 665 594 636,91	4 651 628 125,69	4 391 299 909,07	4 322 726 227,11	56 747 238 017,48	2,02%
IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
AUTRES RECETTES	**932 852 174,50**	**1 228 216 104,45**	**1 174 270 491,42**	**1 027 669 668,47**	**1 102 951 631,81**	**5 283 885 213,71**	**6 520 877 811,69**	**7 925 488 210,08**	**9 289 128 255,78**	**10 265 515 317,77**	**7 333 323 753,40**	**9 277 131 895,84**	**61 361 310 528,92**	**2,19%**
Immatriculation des véhicules	157 858 024,16	144 552 987,22	184 870 181,66	144 671 998,82	182 334 311,12	339 774 139,22	335 380 806,97	335 380 806,97	335 380 806,97	335 380 806,97	335 380 806,97	335 380 806,97	3 166 346 484,00	0,11%
Vente des imprimés	7 386 890,62	4 872 356,51	3 094 234,93	2 828 304,28	2 791 306,23	343 506 017,78	342 494 172,15	342 494 172,15	342 494 172,15	342 494 172,15	342 494 172,15	342 494 172,15	2 419 444 143,25	0,09%
Amendes et pénalités	767 607 259,72	1 078 790 760,72	986 306 074,83	880 169 365,37	917 826 014,46	4 600 605 056,71	5 843 002 832,57	7 247 613 230,97	8 611 253 276,66	9 587 640 338,65	6 655 448 774,28	8 599 256 916,72	55 775 519 901,67	1,99%
SOUS-TOTAL HORS TVA	**84 925 064 906,55**	**63 663 851 956,06**	**68 149 808 834,84**	**171 482 411 282,44**	**80 250 679 718,91**	**131 829 658 957,67**	**277 183 659 103,66**	**140 177 270 390,64**	**142 430 836 665,96**	**144 880 283 559,98**	**303 015 892 986,73**	**143 437 010 731,06**	**1 751 426 429 094,49**	**62,47%**
RECETTES TVA														
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	45 793 692 857,43	45 790 372 849,97	49 230 067 783,00	50 830 624 197,02	51 811 517 667,28	91 802 345 113,96	93 860 659 260,11	93 314 931 907,98	95 029 507 692,52	96 332 155 705,96	97 476 350 733,66	97 223 882 197,60	908 496 107 966,48	32,40%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	2 382 710 508,08	2 382 537 763,41	2 561 509 948,22	2 644 789 158,71	2 695 826 431,16	4 776 605 657,26	4 883 702 648,98	4 855 307 684,19	4 944 519 483,54	5 012 298 099,25	5 071 832 182,34	5 058 695 887,88	47 270 335 453,03	1,69%
SOUS-TOTAL TVA	**48 176 403 365,51**	**48 172 910 613,38**	**51 791 577 731,22**	**53 475 413 355,73**	**54 507 344 098,44**	**96 578 950 771,22**	**98 744 361 909,09**	**98 170 239 592,17**	**99 974 027 176,06**	**101 344 453 805,21**	**102 548 182 916,00**	**102 282 578 085,48**	**955 766 443 419,51**	**34,09%**
TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	**133 101 468 272,06**	**111 836 762 569,44**	**119 941 386 566,06**	**224 957 824 638,17**	**134 758 023 817,35**	**228 408 609 728,89**	**375 928 021 012,75**	**238 347 509 982,81**	**242 404 863 842,02**	**246 224 737 365,19**	**405 564 075 902,73**	**245 719 588 816,53**	**2 707 192 872 514,00**	**96,56%**
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS													**96 511 216 277,00**	**3,44%**
RECETTES GLOBALES	**133 101 468 272,06**	**111 836 762 569,44**	**119 941 386 566,06**	**224 957 824 638,17**	**134 758 023 817,35**	**228 408 609 728,89**	**375 928 021 012,75**	**238 347 509 982,81**	**242 404 863 842,02**	**246 224 737 365,19**	**405 564 075 902,73**	**245 719 588 816,53**	**2 803 704 088 791,00**	**100,00%**

ANNEXE N° 2 : RECETTES COMPTABILISEES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2017

N°	NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PARTICIP.
A.	**RECETTES HORS TVA**														
I.	**IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS**	**71 326 578 469,69**	**49 061 033 569,17**	**53 715 649 011,89**	**48 861 753 239,81**	**67 844 500 012,95**	**49 876 883 916,85**	**65 491 672 059,44**	**59 616 452 473,15**	**62 430 704 880,47**	**63 625 481 996,37**	**61 435 528 455,93**	**65 281 668 000,24**	**718 567 906 085,96**	**31,64%**
711111	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	51 211 188 625,26	33 553 590 067,18	37 103 094 312,29	33 411 369 196,33	48 090 509 063,07	36 942 094 169,38	50 999 467 210,35	41 389 054 479,50	46 831 664 504,47	40 916 902 491,93	44 221 188 321,66	43 175 274 691,01	507 845 397 132,43	22,36%
711112	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	1 953 786 186,73	1 743 661 088,28	1 717 857 737,09	1 905 821 630,20	1 858 374 017,86	54 000 000,00	35 565 911,98	1 887 208 990,40	27 000 000,00	3 889 368 607,80	71 859 809,10	2 045 213 950,89	17 189 717 930,33	0,76%
711113	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics														
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 369 793,00	1 069 428 793,00	1 069 428 793,00			1 066 325 857,00		2 142 475 219,00		1 076 149 357,00	9 631 917 398,00	0,42%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières		179 630 615,22	169 652 326,52		658 329 964,11	653 081 290,30	749 786 280,19	717 363 284,99	1 441 400 191,38			452 359 492,17	5 021 603 444,88	0,22%
71112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	11 596 891 429,38	8 457 731 112,19	9 506 865 029,83	8 480 691 888,00	10 212 534 129,02	8 018 874 248,56	9 289 065 107,93	9 859 680 792,69	9 415 312 510,62	10 547 805 463,14	11 654 339 785,63	12 666 884 171,52	119 706 675 668,51	5,27%
71115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	5 495 342 435,32	4 057 050 893,30	4 148 809 813,16	3 994 441 732,28	5 955 324 045,89	4 208 834 208,61	4 417 787 548,99	4 696 819 068,57	4 715 327 674,00	6 128 930 214,50	5 488 140 539,54	5 865 786 337,65	59 172 594 511,81	2,61%
II.	**IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS**	**12 595 915 468,80**	**14 125 495 713,74**	**14 648 875 224,46**	**122 284 722 871,67**	**13 884 847 531,81**	**11 543 552 867,11**	**128 046 779 393,17**	**14 919 979 248,19**	**10 332 229 790,89**	**13 830 233 685,41**	**252 254 098 757,28**	**142 606 777 262,77**	**751 073 507 815,30**	**33,07%**
71121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	584 712 359,65	2 049 582 098,97	3 632 614 996,45	108 253 657 773,15	1 602 141 458,97	1 654 190 639,09	109 696 022 711,13	3 210 793 528,15	2 398 624 572,13	1 377 226 814,71	239 847 526 585,35	130 149 219 654,13	604 456 313 191,88	27,52%
71123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	1 400 359 526,54	458 619 102,00	275 774 257,59	982 340 457,46	420 591 543,79	170 546 826,47	255 340 753,80	983 357 240,74	634 548 088,74	339 190 894,25	327 402 990,52	342 342 205,30	6 590 413 887,20	0,30%
71124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	6 045 328 731,38	6 939 479 389,57	6 730 205 497,70	8 115 881 506,92	6 108 943 437,17	5 136 648 325,47	5 007 198 293,53	5 837 726 902,04	4 899 544 708,41	6 437 556 613,73	5 910 075 581,56	7 841 559 978,69	75 010 148 966,17	3,30%
7113	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	4 565 514 851,23	4 677 815 123,20	4 010 280 472,72	4 932 843 134,14	5 753 171 091,88	4 582 167 076,08	13 088 217 634,71	4 888 101 577,26	2 399 512 421,60	5 676 259 362,72	6 169 093 599,85	4 273 655 424,65	65 016 631 770,04	2,86%
III.	**IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES**	**10 405 345,19**	**16 706 114,84**	**21 409 930,12**	**15 856 126,88**	**33 820 374,79**	**10 420 117,91**	**13 332 731,73**	**26 690 458,11**	**10 126 996,75**	**11 612 686,26**	**12 640 609,15**	**12 672 279,26**	**195 693 770,99**	
	Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	10 405 345,19	16 706 114,84	21 409 930,12	15 856 126,88	33 820 374,79	10 420 117,91	13 332 731,73	26 690 458,11	10 126 996,75	11 612 686,26	12 640 609,15	12 672 279,26	195 693 770,99	
IV.	**AUTRES RECETTES**	**934 690 004,18**	**1 229 333 049,10**	**1 073 265 673,57**	**932 417 989,71**	**1 107 068 793,52**	**918 280 444,93**	**2 313 618 495,30**	**2 443 090 003,07**	**1 387 096 910,16**	**4 969 341 132,29**	**2 758 211 595,28**	**914 718 291,68**	**20 981 132 382,78**	**0,92%**
714511	Immatriculation des véhicules	157 858 024,16	145 222 676,27	212 976 517,09	159 424 655,76	188 119 186,74	203 223 157,27	240 358 625,48	200 499 915,29	248 585 024,28	232 754 899,29	232 863 127,59	203 157 745,09	2 425 043 554,31	0,11%
742339	Vente des imprimés	7 386 890,62	5 677 863,26	2 702 824,93	2 832 356,95	4 539 657,73	2 242 514,83	4 146 176,21	9 197 789,86	6 236 566,54	3 020 646,70	1 934 231,05	2 465 676,47	52 383 195,15	0,00%
71181	Amendes et pénalités	769 445 089,40	1 078 432 509,57	857 586 331,55	770 160 977,00	914 409 949,05	712 814 772,83	2 069 113 693,61	2 233 392 297,92	1 132 275 319,34	4 733 565 586,30	2 523 414 236,64	709 094 870,12	18 503 705 633,33	0,81%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	**84 867 589 287,86**	**64 432 568 446,85**	**69 459 199 840,04**	**172 094 750 228,07**	**82 870 236 713,07**	**62 349 137 346,80**	**195 865 402 679,64**	**77 006 212 182,52**	**74 160 158 578,26**	**82 436 669 500,33**	**316 460 479 417,64**	**208 815 835 833,95**	**1 490 818 240 055,03**	**65,65%**
B.	**RECETTES TVA**														
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	46 606 957 194,80	46 567 304 856,10	49 033 800 129,26	51 480 808 734,14	49 298 666 739,24	57 599 229 438,72	60 587 225 726,25	61 505 532 062,46	61 876 397 885,15	63 164 283 964,49	62 209 818 823,80	70 032 868 071,58	679 962 893 625,99	29,94%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	1 626 921 789,40	836 889 266,49	1 448 386 596,78	1 416 176 008,71	2 597 167 990,52	2 160 168 697,51	2 863 394 788,12	2 762 875 401,67	2 476 881 272,33	4 380 151 061,40	1 614 055 353,00	1 481 973 448,06	25 665 041 673,99	1,13%
	SOUS-TOTAL TVA	**48 233 878 984,20**	**47 404 194 122,59**	**50 482 186 726,04**	**52 896 984 742,85**	**51 895 834 729,76**	**59 759 398 136,23**	**63 450 620 514,37**	**64 268 407 464,13**	**64 353 279 157,48**	**67 544 435 025,89**	**63 823 874 176,80**	**71 514 841 519,64**	**705 627 935 299,98**	**31,07%**
	TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	**133 101 468 272,06**	**111 836 762 569,44**	**119 941 386 566,08**	**224 991 734 970,92**	**134 766 071 442,83**	**122 108 535 483,03**	**259 316 023 194,01**	**141 274 619 646,65**	**138 513 437 735,74**	**149 981 104 526,22**	**380 284 353 594,44**	**280 330 677 353,59**	**2 196 446 175 355,01**	**96,72%**
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	**4 035 813 719,17**	**6 567 349 254,49**	**2 743 988 287,88**	**15 258 515 864,93**	**6 060 051 158,40**	**7 086 300 160,01**	**5 718 669 165,76**	**2 764 290 839,77**	**4 713 208 788,64**	**5 921 961 302,07**	**6 490 578 172,18**	**7 028 167 087,65**	**74 388 893 800,95**	**3,28%**
	RECETTES GLOBALES	**137 137 281 991,23**	**118 404 111 823,93**	**122 685 374 853,96**	**240 250 250 835,85**	**140 826 122 601,23**	**129 194 835 643,04**	**265 034 692 359,77**	**144 038 910 486,42**	**143 226 646 524,38**	**155 903 065 828,29**	**386 774 931 766,62**	**287 358 844 441,24**	**2 270 835 069 155,96**	**100,00%**

ANNEXE N° 3 : EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES 2017 DE LA DGI /PAR NATURE D'IMPOT

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIP.
A	RECETTES HORS TVA					
I.	**IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS**	**1 047 973 475 405,04**	**718 871 410 177,05**	**-329 102 065 227,99**	**68,60%**	**31,65%**
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	713 254 528 778,74	508 148 901 223,52	-205 105 627 555,22	71,24%	22,37%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	145 666 679 266,36	17 189 717 930,33	-128 476 961 336,03	11,80%	0,76%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics	0,00	0,00			0,00%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	21 547 264 937,00	9 631 917 398,00	-11 915 347 539,00	44,70%	0,42%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	25 887 939 018,84	5 021 603 444,88	-20 866 335 573,96	19,40%	0,22%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	82 190 229 688,62	119 706 675 668,51	37 516 445 979,89	145,65%	5,27%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	59 426 833 715,48	59 172 594 511,81	-254 239 203,67	99,57%	2,61%
II.	**IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS**	**642 091 643 160,54**	**751 073 507 815,30**	**108 981 864 654,76**	**116,97%**	**33,07%**
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	476 307 967 916,42	604 456 313 191,88	128 148 345 275,46	126,90%	26,61%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	46 890 131 349,52	6 590 413 887,20	-40 299 717 462,32	14,06%	0,29%
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	62 146 305 877,12	75 010 148 966,17	12 863 843 089,05	120,70%	3,30%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	56 747 238 017,48	65 016 631 770,04	8 269 393 752,56	114,57%	2,86%
III.	**IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES**	**0,00**	**195 693 770,99**	**195 693 770,99**	**100,00%**	**0,01%**
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	0,00	195 693 770,99	195 693 770,99	100,00%	0,01%
IV.	**AUTRES RECETTES**	**61 361 310 528,92**	**20 981 132 382,78**	**-40 380 178 146,13**	**34,19%**	**0,92%**
71 451 1	Immatriculation des véhicules	3 166 346 484,00	2 425 043 554,31	-741 302 929,69	76,59%	0,11%
74 233 9	Vente des imprimés	2 419 444 143,25	52 383 195,15	-2 367 060 948,11	2,17%	0,00%
71 181	Amendes et pénalités	55 775 519 901,67	18 503 705 633,33	-37 271 814 268,34	33,18%	0,81%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	**1 751 426 429 094,49**	**1 491 121 744 146,12**	**-260 304 684 948,37**	**85,14%**	**65,66%**
B.	**RECETTES TVA**					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	908 496 107 966,48	679 962 893 625,99	-228 533 214 340,49	74,84%	29,94%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	47 270 335 453,03	25 665 041 673,99	-21 605 293 779,04	54,29%	1,13%
	SOUS-TOTAL TVA	**955 766 443 419,51**	**705 627 935 299,98**	**-250 138 508 119,53**	**73,83%**	**31,07%**
	TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	**2 707 192 872 514,00**	**2 196 749 679 446,10**	**-510 443 193 067,90**	**81,14%**	**96,72%**
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	**96 511 216 277,00**	**74 388 893 800,95**	**-22 122 322 476,05**	**77,08%**	**3,28%**
	TOTAL RECETTES	**2 803 704 088 791,00**	**2 271 138 573 247,05**	**-532 565 515 543,95**	**81,00%**	**100,00%**

ANNEXE N° 4 : EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES 2017 DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION/HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
DGE	2 302 397 722 773,55	1 884 487 021 430,19	-417 910 701 343,36	81,85%	85,80%
DUI-KINSHASA	152 944 591 479,34	102 017 318 985,54	-50 927 272 493,80	66,70%	4,64%
S/TOTAL KINSHASA	**2 455 342 314 252,88**	**1 986 504 340 415,73**	**-468 837 973 837,16**	**80,91%**	**90,44%**
DPI-BANDUNDU	3 112 055 496,29	1 111 611 459,64	-2 000 444 036,65	35,72%	0,05%
DPI-KONGO CENTRAL	17 236 752 725,65	13 764 787 867,78	-3 471 964 857,87	79,86%	0,63%
DPI-EQUATEUR	3 909 845 733,80	1 224 692 490,97	-2 685 153 242,83	31,32%	0,06%
DPI-KASAI OCCIDENTAL	2 654 769 173,32	910 318 918,25	-1 744 450 255,07	34,29%	0,04%
DPI-KASAI ORIENTAL	4 635 412 073,61	3 660 514 474,11	-974 897 599,50	78,97%	0,17%
DPI-KATANGA	140 852 261 433,57	128 237 758 566,68	-12 614 502 866,89	91,04%	5,84%
DPI-MANIEMA	3 088 935 334,98	1 271 071 388,80	-1 817 863 946,18	41,15%	0,06%
DPI-NORD KIVU	24 824 715 178,87	20 136 262 567,51	-4 688 452 611,36	81,11%	0,92%
DPI-PROVINCE ORIENTALE	37 451 887 598,01	27 910 413 337,09	-9 541 474 260,92	74,52%	1,27%
DPI-SUD KIVU	14 083 923 513,03	11 714 403 868,45	-2 369 519 644,57	83,18%	0,53%
S/TOTAL DPI	**251 850 558 261,11**	**209 941 834 939,28**	**-41 908 723 321,83**	**83,36%**	**9,56%**
TOTAL GENERAL	**2 707 192 872 514,00**	**2 196 446 175 355,01**	**-510 746 697 158,99**	**81,13%**	**100,00%**

ANNEXE N° 5 : EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/ HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS : de 2013 à 2017

N°	NATURE D'IMPOT	2013	2014	2015	2016	2017
A	**RECETTES HORS TVA**					
I.	**IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS**	**529 158 629 373,27**	**565 034 899 400,94**	**563 575 108 563,72**	**552 272 198 412,68**	**718 871 410 177,05**
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	396 052 283 637,43	421 427 421 218,09	417 442 451 494,91	409 976 807 098,94	508 148 901 223,52
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	16 089 148 664,28	20 027 363 365,49	16 698 190 143,00	18 828 463 546,00	17 189 717 930,33
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	4 900 185 000,00	9 298 431 594,00	12 825 189 023,81	12 788 966 879,00	9 631 917 398,00
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	7 237 327 628,48	9 727 344 049,74	8 186 112 465,38	5 093 909 373,25	5 021 603 444,88
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	55 787 306 872,59	55 507 441 574,34	59 920 642 343,22	62 241 125 064,99	119 706 675 668,51
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	49 092 377 570,49	49 046 897 599,28	48 502 523 093,40	43 342 926 450,50	59 172 594 511,81
II.	**IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS**	**297 669 031 348,50**	**495 784 126 411,31**	**709 095 298 194,45**	**467 230 322 913,31**	**751 073 507 815,30**
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	220 317 690 613,73	390 544 282 341,25	607 004 187 860,34	365 466 418 753,77	604 456 313 191,88
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	8 319 658 489,19	12 426 386 856,64	2 755 728 119,43	2 869 156 114,90	6 590 413 887,20
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	23 360 116 646,51	42 882 354 361,40	46 123 843 311,73	45 449 647 623,73	75 010 148 966,17
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	45 671 565 599,06	49 931 102 852,02	53 211 538 902,95	53 445 100 420,91	65 016 631 770,04
III.	**IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES**	**27 749 016 506,65**	**1 901 206 367,15**	**142 575 506,71**	**47 121 618,46**	**195 693 770,99**
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	27 749 016 506,65	1 901 206 367,15	142 575 506,71	47 121 618,46	195 693 770,99
IV.	**AUTRES RECETTES**	**34 514 287 016,40**	**46 525 366 254,09**	**17 216 688 976,68**	**41 648 861 425,81**	**20 981 132 382,78**
71 451 1	Immatriculation des véhicules	2 353 444 713,50	2 506 550 485,24	1 365 969 639,04	1 372 632 958,73	2 425 043 554,31
74 233 9	Vente des imprimés	1 312 430 329,73	1 880 997 785,85	690 337 705,71	217 756 779,63	52 383 195,15
71 181	Amendes et pénalités	30 848 411 973,17	42 137 817 983,00	15 160 381 631,93	40 058 471 687,45	18 503 705 633,33
	SOUS-TOTAL HORS TVA	**889 090 964 244,82**	**1 109 245 598 433,49**	**1 290 029 671 241,56**	**1 061 198 504 370,26**	**1 491 121 744 146,12**
B.	**RECETTES TVA**					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	583 798 192 221,92	585 321 166 702,81	617 247 229 158,68	561 365 656 409,20	679 962 893 625,99
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	0,00	0,00	22 747 983 340,35	57 846 054 901,12	25 665 041 673,99
	SOUS-TOTAL TVA	**583 798 192 221,92**	**585 321 166 702,81**	**639 995 212 499,03**	**619 211 711 310,32**	**705 627 935 299,98**
	TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	**1 472 889 156 466,74**	**1 694 566 765 136,30**	**1 930 024 883 740,59**	**1 680 410 215 680,58**	**2 196 749 679 446,10**
	TOTAL RECETTES EN USD	**1 602 489 129,40**	**1 831 627 446,99**	**2 084 147 598,66**	**1 672 232 996,33**	**1 506 372 213,88**
	TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES EN CDF		**15,05%**	**13,89%**	**-12,93%**	**30,73%**
	TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES EN USD		**14,30%**	**13,79%**	**-19,76%**	**-9,92%**

ANNEXE N° 6 : EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS : de 2013 à 2017

CENTRE DE PERCEPTION	2013	2014	2015	2016	2017
DGE	1 288 800 902 881,39	1 475 042 788 787,43	1 707 850 068 765,63	1 464 398 203 998,33	1 884 487 021 430,19
DUI-KIN	48 045 553 735,59	68 667 575 930,94	61 165 288 678,33	61 575 124 652,22	102 017 318 985,54
S/TOTAL KINSHASA	**1 336 846 456 616,99**	**1 543 710 364 718,37**	**1 769 015 357 443,96**	**1 525 973 328 650,55**	**1 986 504 340 415,73**
DPI-BANDUNDU	1 562 626 089,53	1 310 097 940,94	1 221 602 503,03	1 162 562 758,20	1 111 611 459,64
DPI-KONGO CENTRAL	10 730 457 978,52	12 133 303 460,33	8 349 059 682,09	9 163 816 639,93	13 764 787 867,78
DPI-EQUATEUR	1 917 925 423,49	1 421 632 512,76	1 130 326 729,53	1 039 841 894,26	1 224 692 490,97
DPI-KASAI OCCIDENTAL	1 321 088 289,78	947 823 225,10	1 144 114 699,00	1 073 573 062,62	910 318 918,25
DPI-KASAI ORIENTAL	1 687 859 598,85	1 314 304 024,09	1 564 932 219,46	2 048 521 642,29	3 660 514 474,11
DPI-KATANGA	74 529 214 522,73	83 610 452 716,30	99 423 360 134,59	81 340 454 514,54	128 237 758 566,68
DPI-MANIEMA	2 377 311 524,44	1 537 785 907,31	1 355 437 125,77	1 280 550 071,78	1 271 071 388,80
DPI-NORD KIVU	12 732 719 077,97	14 402 629 034,48	14 284 874 204,83	14 132 155 971,99	20 136 262 567,51
DPI-PROVINCE ORIENTALE	15 965 297 418,76	23 884 273 274,03	23 468 466 687,03	33 740 121 779,46	27 910 413 337,09
DPI-SUD KIVU	13 218 199 925,68	10 294 098 322,60	9 067 352 311,30	9 455 288 694,96	11 714 403 868,45
S/TOTAL DPI	**136 042 699 849,76**	**150 856 400 417,93**	**161 009 526 296,63**	**154 436 887 030,03**	**209 941 834 939,28**
TOTAL RECETTES EN CDF	**1 472 889 156 466,74**	**1 694 566 765 136,30**	**1 930 024 883 740,59**	**1 680 410 215 680,58**	**2 196 446 175 355,01**
TOTAL RECETTES EN USD	**1 602 489 129,40**	**1 831 627 446,99**	**2 084 147 598,66**	**1 672 232 996,33**	**1 506 164 092,70**
TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES EN CDF		**15,05%**	**13,89%**	**-12,93%**	**30,71%**
TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES EN USD		**14,30%**	**13,79%**	**-19,76%**	**-9,93%**

ANNEXE N° 7 : EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/ HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS : de 2013 à 2017

ANNEXE N° 8 : EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/ HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS : de 2013 à 2017

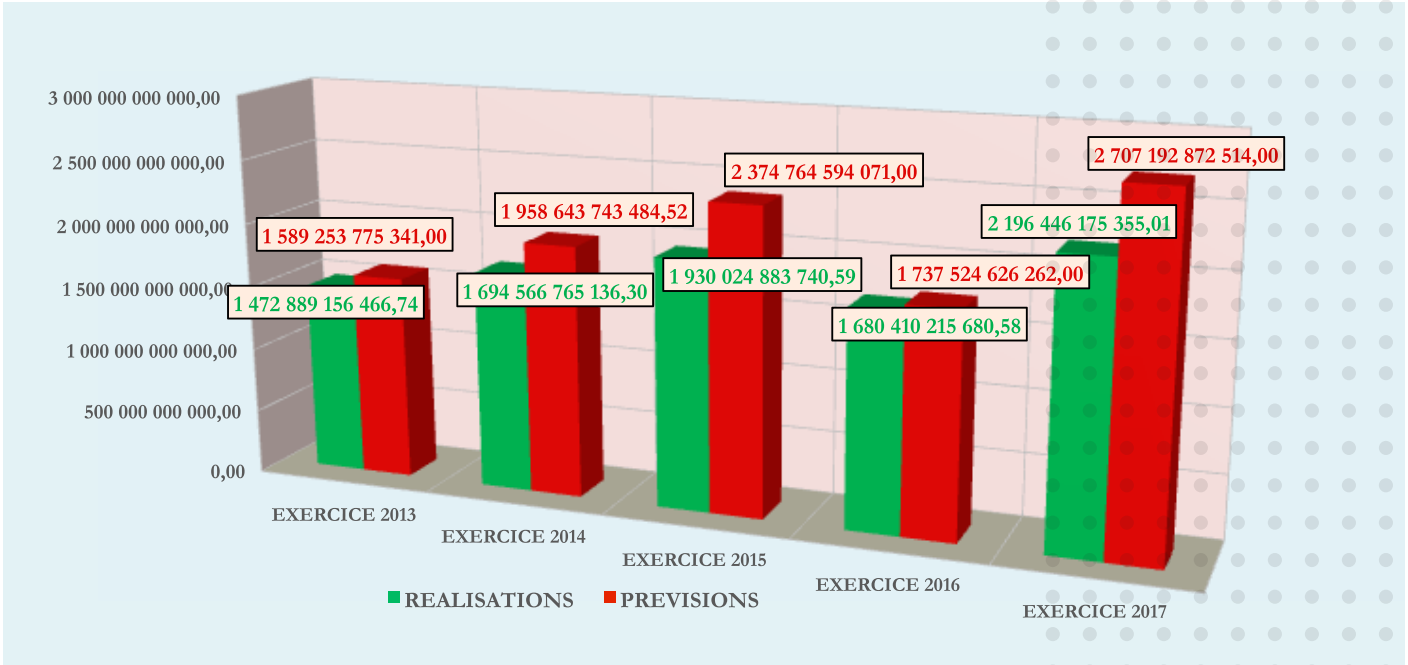


TABLE DES MATIERES

- MOT DU DIRECTEUR GENERAL DES IMPOTS 8
- PRESENTATION DE LA DGI 12
- INTRODUCTION 21

I. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS 24

I.1. Rappel des missions de la DGI 24

I.2. Activités de la haute direction de la Direction générale des impôts 24

I.2.1 Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI 26

I.2.2. Participation aux réunions démobilisation des recettes 27

I.2.3. Mécanismes de collaboration avec d'autres structures 27

I.2.4. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales 27

I.3. Mission de législation fiscale 27

1.3.1. Textes fiscaux sanctionnés 27

I.3.2. Elaboration des notes de service 28

I.4. Budget des recettes DGI 2017 39

I.4.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts 39

I.4.2. Exécution du Budget des recettes des impôts 40

I.4.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt 41

I.4.2.2. Exécution du Budget des recettes par Centre de perception 42

I.4.2.3. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts 45

I.4.3. Suivi des paiements issus des ressources naturelles 47

I.4.4. Suivi des statistiques des Pétroliers producteurs 48

I.4.5. Situation de remboursements des crédits de TVA exprimés en 2017 48

I.5. Missions d'assiette 49

I.5.1. Attribution du Numéro Impôt 49

I.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires 50

I.5.2.1. Répertoires généraux des Services opérationnels 50

I.5.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels par nature d'impôt 51

I.5.3. Suivi des déclarations souscrites en 2017 51

I.5.3.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises 52

I.5.3.2. Situation des déclarations IBP des petites entreprises 53

I.5.3.3. Situation des déclarations souscrites par les micro-entreprises 54

I.5.3.4. Situation des déclarations IPR souscrites 55

I.5.3.5. Situation des déclarations IERE souscrites 56

I.5.3.6. Situation des déclarations TVA souscrites 57

I.5.4. Situation de remboursements des crédits de TVA exprimés en 2017

I.5.5. Mission de contrôle fiscal 58

I.5.5.1. Le contrôle fiscal au premier degré 58

I.6. Missions de recouvrement 63

I.7. Suivi des exonérations et autres allègements fiscaux 65
I.7.1. Exonérations en cours de validité à fin 2017 66
I.7.2. Dépense fiscale résultant des exonérations en cours de validité en 2017 68

I.8. Mission de traitement du contentieux fiscal 70
I.8.1. Situation du contentieux d'assiette 70
I.8.1.1. Contentieux en phase administrative 70
I.8.1.2. Contentieux en phase juridictionnelle 70
I.8.2. Situation du contentieux de recouvrement 71

II. GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS 72
II.1. Gestion des ressources humaines 74
II.1.1. Effectifs de la Direction Générale des Impôts 74
II.1.1.1 Répartition des effectifs par niveau d'études 74
II.1.1.2 Répartition des effectifs par genre 75
II.1.1.3. Evolution globale des effectifs de 2013 à 2017 75
II.1.2. Formation du personnel de la Direction Générale des Impôts 76
II.1.2.1. Formation sur place 76
II.1.2.2. Formation à l'étranger 77
II.1.3. Politique sociale 79
II.1.3.1. Prise en charge des soins de santé 79
II.1.3.2. Assistance sociale 79

II.2. Gestion des ressources financières 79
II.2.1.Des ressources 79
II.2.1.Des emploies 79
II.2.2.1 Utilisation de la rétrocession 79
II.2.2.2. Utilisation des pénalités recouvrées 81

II.3. Gestion de stock des plaques minéralogiques, imprimés de valeur et imprimes spécifiques 83
II.3.1. Gestion de stock des plaques minéralogiques 83
II.3.2. Gestion de stock des imprimes de valeur 83
II.3.3. Gestion de stock des imprimes spécifiques 84

III. INFORMATISATION DES SERVICES 86
III.1 Dans le domaine de l'informatisation des Services 88
III.2 Dans le domaine du renforcement des capacités des informaticiens et des utilisateurs 88

IV. ETAT D'AVANCEMENT DES REFORMES FISCALES 89
IV.1. la modernisation du système fiscal ; 89
IV.2. la mise en place d'une administration moderne ; 89
IV.3. et l'amorce de la réforme de la fiscalité directe. 89

V. PERSPECTIVES D'AVENIR 90
V.1 En ce qui concerne la réforme des structures 92
V.2 En ce qui concerne la réforme de la législation 92
V.3 En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt 92
V.4 En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel 93

- **ANNEXES** 94
- **TABLE DES MATIÈRES** 102

DIRECTION GENERALE
DES IMPOTS

● **Adresse :**
Croisement des Avenues
des Marais et Haut-Congo
B.P. 8613 / KINSHASA I

● **E-mail :**
dgikinshasa@dgi.gouv.cd

● **Site Web :**
www.dgi.gouv.cd

DIRECTION GENERALE
DGI
DES IMPOTS